

Équipe de travail interinstitutions (ETII) sur l'éducation

OUTILS POUR INTÉGRER LE VIH ET LE SIDA DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION :

Principes directeurs à l'intention des organismes
de coopération pour le développement



ONUSIDA
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR
UNICEF
PAM
PNUD
UNFPA
ONUDC
OIT
UNESCO
OMS
BANQUE MONDIALE

Membres et partenaires de l'Équipe de travail interinstitutions d'ONUSIDA

L'Équipe de travail interinstitutions (ETTI) d'ONUSIDA sur l'éducation est composée des organismes coparrainants d'ONUSIDA, d'organismes bilatéraux, de bailleurs de fonds privés et d'organisations de la société civile qui contribuent à la mise en œuvre des réponses du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA. Ses membres et partenaires actuels sont les suivants :

- Academy for Educational Development (AED) (Institut pour le progrès de l'éducation) – www.aed.org
- ActionAid/Global Campaign for Education (GCE) (Campagne mondiale pour l'éducation d'ActionAid)– www.actionaid.org
- Agence canadienne de développement international (ACDI) – www.acdi-cida.gc.ca
- Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) – www.usaid.gov
- Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) – www.sida.se
- American Institutes for Research (AIR) (Instituts américains de recherche) – www.air.org
- Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) – www.adeanet.org
- Banque mondiale – www.banquemondiale.org
- Centre pour le développement de l'éducation (CDE) – www.edc.org
- Commission européenne (CE) – http://ec.europa.eu/index_fr.htm
- Conseil des relations étrangères (CFR) – www.cfr.org
- Department for International Development, UK (DFID) (Ministère britannique du développement international) – www.dfid.gov.uk
- Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) (Organisation de coopération technique allemande) – www.gtz.de
- Fondation Ford – www.fordfound.org
- Fondation Nelson Mandela – www.nelsonmandela.org
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) – www.unicef.org
- Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) - www.unfpa.org
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) – www.unhcr.org
- Internationale de l'éducation (IE) – www.ei-ie.org
- Irish Aid – www.dci.gov.ie
- Ministère néerlandais des affaires étrangères – www.minbuza.nl/fr/home
- Norwegian Agency for Development Cooperation (Norad) (Agence norvégienne de coopération pour le développement) – www.norad.no
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) – www.unesco.org
- Organisation internationale du Travail (OIT) – www.ilo.org
- Organisation mondiale de la santé (OMS) – www.who.int/fr/
- Partnership for Child Development (PCD) (Partenariat pour le développement de l'enfance) – www.child-development.org
- Programme alimentaire mondial (PAM) – www.wfp.org
- Programme commun des Nations Unies sur le VIH & SIDA (ONUSIDA) – www.unaids.org
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) – www.undp.org
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime – www.unodc.org
- University of London, Institute of Education (Institut pédagogique de l'Université de Londres) – www.ioe.ac.uk
- University of New South Wales, National Centre in HIV Social Research (Université de Nouvelle-Galles du Sud, Centre national de recherche en sciences sociales sur le VIH) – <http://nchsr.arts.unsw.edu.au>
- University of Pretoria, Centre for the Study of AIDS (Université de Pretoria, Centre d'études sur le SIDA) – www.csa.za.org
- University Putra Malaysia, Faculty of Medicine and Health Sciences (Université de Putra Malaysia, Faculté de médecine et des sciences de la santé) – <http://www.medic.upm.edu.my/webenglish/index.htm>

OUTILS POUR INTÉGRER LE VIH ET **LE SIDA DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION :**

Principes directeurs
à l'intention des organismes de coopération
pour le développement

Octobre 2008

Préface

Les outils dont il est question dans le présent rapport visent à aider le personnel de l'éducation des organismes de coopération pour le développement, notamment des organismes multilatéraux et bilatéraux qui mènent une action humanitaire ou de développement, ainsi que des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres organisations de la société civile, à soutenir le processus d'intégration du VIH et du SIDA dans la planification et la mise en œuvre des activités du secteur de l'éducation. Ils fournissent des ressources et un soutien pour évaluer les progrès enregistrés par les pays dans ce domaine, identifier les points d'entrée, suivre l'évolution de la situation, et définir les priorités en matière de sensibilisation et d'action. Ils sont conçus pour servir d'outils de référence ou de ressources pour la formation et la discussion, en fonction du contexte et des besoins locaux.

Ces outils ont été élaborés à l'intention de l'Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation, à partir des documents utilisés dans le cadre d'un Séminaire tenu en 2005 à Lusaka (Zambie) et organisé par l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA). Créée en 2002, l'ETII, réunie à l'initiative de l'UNESCO, comprend les organismes coparrainants de l'ONUSIDA, des organismes bilatéraux et des organisations de la société civile, et elle a pour but d'accélérer et d'améliorer des réponses coordonnées et harmonisées du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Plus précisément, elle vise à promouvoir et faciliter le recours à de bonnes pratiques dans le secteur de l'éducation en ce qui concerne le VIH et le SIDA et à encourager l'alignement et l'harmonisation des activités au sein des organisations et entre elles à l'appui de l'action menée à l'échelle mondiale et à celle des pays. L'ETII s'emploie à atteindre ces objectifs en renforçant la base d'informations et en diffusant ses conclusions afin d'éclairer la prise de décision et la mise au point de stratégies, en encourageant le partage d'informations et de documentation, ainsi qu'en œuvrant collectivement au rapprochement des milieux de l'éducation et des populations vivant avec le SIDA pour renforcer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA.

Remerciements

Les outils dont il sera question ont été élaborés par Muriel Visser-Valfrey, consultante auprès du Ministère néerlandais des Affaires étrangères.

Des remerciements sont dus, en particulier, aux personnes suivantes qui ont grandement contribué à l'élaboration de ces outils : Henny Andersen – Agence suédoise de coopération internationale au développement (Outils 1, 2 et 4) ; Laban Peter Ayiro – Ministère de l'éducation, Kenya (Outil 7) ; Peter Badcock-Walters – EduSector Response Trust (ESART) (Outils 1, 2 et 7) ; Anna Maria Hoffman – Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (Outils 9 et 10) ; Michael Kelly, Université de Zambie (Outil 7) ; Changu Mannathoko – UNICEF (Outils 9 et 10) ; Scott Pulizzi – Centre pour le développement de l'éducation (CDE) (Outil 8) ; Laurie Rosenblum – CDE (Outil 8) ; Berit Rylander – Agence suédoise de coopération internationale au développement (Outils 1, 2 et 4) ; Rose Smart – Université du KwaZulu-Natal (Outils 5 et 7).

Il convient aussi de remercier le groupe de travail de l'Équipe interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation qui a contribué à l'examen global et à la finalisation des outils, notamment Kara Mitchell – Agence canadienne de développement international (ACDI), Scott Pulizzi – CDE, Justine Sass – Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), et Joris van Bommel – Ministère néerlandais des affaires étrangères. Des commentaires intéressants ont également été formulés par Jo Reinders du Fonds pour les activités en matière de population et Marion van Schaik du Ministère néerlandais des affaires étrangères.

Enfin, des remerciements vont également à Vicky Anning, consultante, pour l'édition du texte, à Aurélia Mazoyer pour la réalisation de la maquette et la mise en page, et à Schéhérazade Feddal pour son travail de liaison et d'appui à la production.

La publication du présent rapport a été rendue possible par l'appui technique et financier apporté par le Ministère néerlandais des affaires étrangères ainsi que par la contribution financière des organismes suivants qui ont fourni un financement de base à l'ETII de l'ONUSIDA pour l'éducation : ACDI, Fondation Ford, SIDA et UNESCO par l'intermédiaire du budget-plan de travail intégré (BPTI) de l'ONUSIDA.

La table des matières en bref

Sigles	4
Introduction	5
Exposé de la position conjointe des organisations sur le VIH & le SIDA et l'éducation	7
Outil 1 : Quand faut-il faire face à la question du VIH dans sa globalité au moyen de l'éducation ?	11
Outil 2 : Pourquoi l'intégration du VIH et du SIDA est-elle importante ?	13
Outil 3 : Intégration réussie du VIH et du SIDA : éléments déterminants	19
Outil 4 : Intégration : questions fondamentales à vous poser et à poser aux autres	23
Outil 5 : Où en est l'intégration ?	29
Outil 6 : Identifier des occasions et des points d'entrée pour l'intégration du VIH et du SIDA	37
Outil 7: Analyse des parties prenantes/partenaires pour l'intégration du VIH et du SIDA	43
Outil 8 : Communication et sensibilisation en faveur de l'intégration du VIH et du SIDA	47
Outil 9 : Intégrer l'égalité des sexes et la SSRD dans les réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA	53
Outil 10: Intégrer les questions relatives aux enfants affectés par le VIH et le SIDA et particulièrement vulnérables	59
Outil 11 : De la politique à la mise en œuvre	65
Outil 12 : Principales sources d'information	69
Notes	74
Références bibliographiques	75

Sigles

BPTI	Budget-plan de travail intégré
CDC	Centres de contrôle et de prévention des maladies, États-Unis
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EPT	Éducation pour tous
ETII	Équipe de travail interinstitutions
ETVS	Enfants touchés par le VIH et le SIDA
FRESH	Initiative FRESH (« Accorder la priorité à un programme efficace de santé scolaire »)
HEARD	Division de l'économie de la santé et de la recherche sur le VIH et le SIDA
IE	Internationale de l'éducation
IIE	Institut international de planification de l'éducation
IMOA	Initiative de mise en œuvre accélérée
IST	Infections sexuellement transmissibles
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SIGE	Système d'information pour la gestion de l'éducation
SSR	Santé sexuelle et reproductive
SSRD	Santé sexuelle et reproductive et droits connexes
TARV	Thérapie antirétrovirale
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

Introduction

Le défi

L'intégration du VIH et du SIDA dans le secteur de l'éducation garantit que cette question ne constitue pas un sujet annexe ou séparé mais qu'elle fait vraiment partie des politiques, stratégies et actions du secteur. C'est un processus qui nécessite l'engagement du secteur de l'éducation dans des domaines essentiels comme la problématique hommes-femmes, la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes (SSRD) et avec d'autres secteurs, dont la santé, la jeunesse et le secteur privé.

Si la principale responsabilité de cette intégration incombe au ministère de l'éducation de chaque pays, les organismes de coopération au développement, notamment les organismes multilatéraux et bilatéraux qui s'occupent de développement ou d'action humanitaire, ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) et les autres organisations de la société civile, peuvent et doivent jouer un rôle de soutien. L'expérience montre cependant que le personnel chargé de l'éducation dans ces organismes est confronté à divers défis quand il s'agit de soutenir l'action relative au VIH et au SIDA : difficultés pour envisager et maintenir le dialogue (surtout dans les pays où la prévalence du VIH est faible) pour identifier les points d'entrée, des priorités et des stratégies qui sont essentiels au progrès du processus d'intégration, pour définir le rôle à jouer, notamment lorsque la participation directe à la mise en œuvre diminue, pour décider comment associer les principales parties prenantes, pour mettre au point des approches décentralisées face au VIH et au SIDA et pour veiller à ce qu'il soit dûment tenu compte des éléments qui jouent un rôle essentiel dans l'épidémie, dont l'inégalité entre les sexes, la stigmatisation, la discrimination et les atteintes aux droits de l'homme¹.

Les outils présentés ici ont pour but d'aider le personnel de l'éducation des organismes de coopération au développement à soutenir le processus d'intégration du VIH et du SIDA dans la planification et la mise en œuvre des activités du secteur de l'éducation. Ils offrent des ressources et un soutien pour évaluer les progrès accomplis par les pays dans ce domaine ; ils identifient les points d'entrée et les occasions appropriées et établissent les priorités de la sensibilisation et de l'action.

Les outils – pour qui et dans quel but

Cet ensemble d'outils cherche à aider les spécialistes du secteur de l'éducation au sein des organismes de coopération au développement qui travaillent sur le terrain et au Siège à :

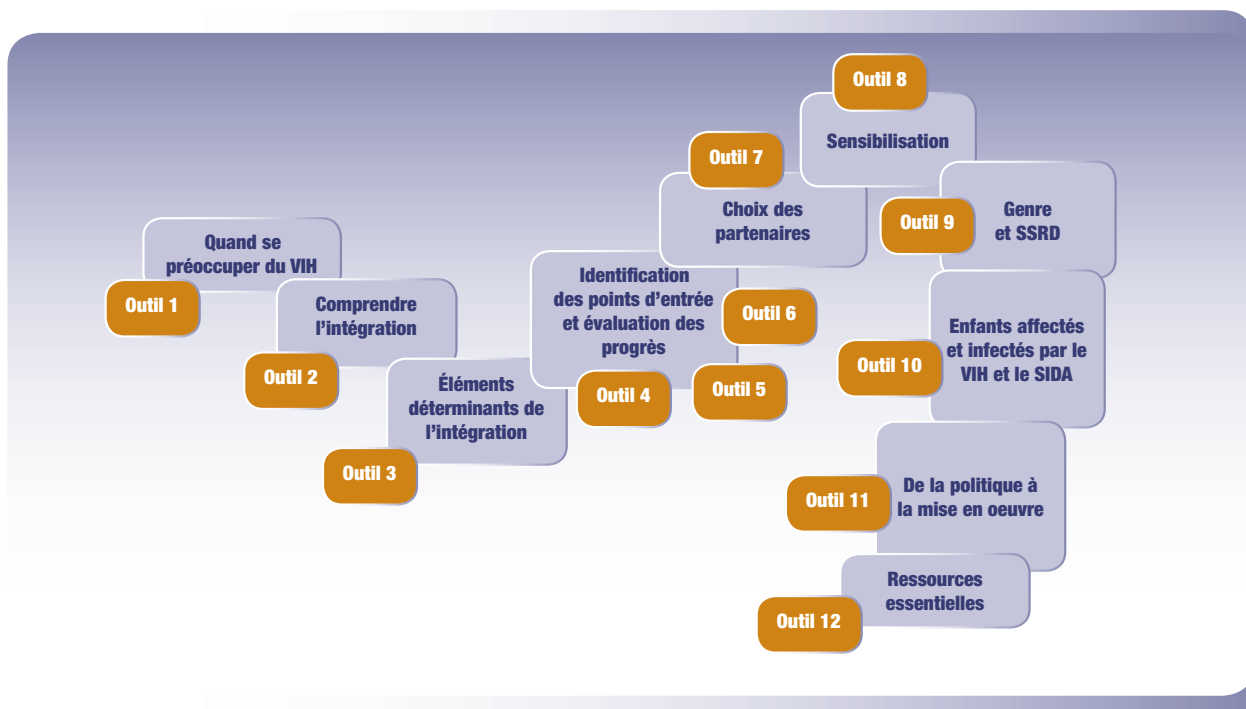
- Évaluer avec compétence et dans le détail l'état de l'intégration du VIH et du SIDA dans les plans du secteur de l'éducation.
- Identifier des domaines essentiels qui ne sont pas traités et déterminer les priorités.
- Élaborer une stratégie pour combler les lacunes.
- Engager un dialogue constructif avec les ministères de l'éducation et les autres partenaires pour mieux intégrer le VIH et le SIDA dans l'éducation.
- Examiner périodiquement les progrès de l'intégration du VIH et du SIDA dans l'éducation.
- Accéder à des ressources mises à jour sur l'intégration du VIH et du SIDA dans l'éducation pour leur propre usage et pour les communiquer à d'autres partenaires de l'éducation.

Cet ensemble d'outils devrait aussi aider le personnel de l'éducation à collaborer avec ceux qui, dans les organismes de développement, s'occupent de questions voisines, comme la bonne gouvernance, le développement social et les droits de l'homme, ainsi qu'avec leurs collègues du secteur, comme le personnel du ministère de l'éducation et les partenaires qui travaillent pour les ONG.

Résumé du contenu

L'ensemble d'outils comprend les ressources suivantes :

- Un exposé de la position conjointe des organisations sur le VIH et le SIDA et l'éducation, qui présente les principes et priorités essentiels auxquels souscrivent les organismes de coopération au développement qui font partie de l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation.
- Une série d'outils d'intégration qui sont centrés sur la définition de l'intégration, l'évaluation de l'état de l'intégration du VIH et du SIDA dans les plans du secteur de l'éducation, l'identification des points d'entrée et l'analyse des parties prenantes/partenaires.
- Un module sur la communication et la sensibilisation axé expressément sur des stratégies propres à améliorer le dialogue et la coordination aux fins de l'intégration du VIH et du SIDA dans l'éducation.
- Deux modules pour l'intégration de l'égalité des sexes et des problèmes concernant les enfants vulnérables au VIH et au SIDA et affectés par eux, dans les réponses de l'éducation à l'épidémie.
- Une liste de contrôle pour l'examen périodique des progrès réalisés dans l'intégration du VIH et du SIDA dans les plans du secteur de l'éducation.
- Des matériels de référence sur l'intégration du VIH et du SIDA dans l'éducation.
- Une liste des ressources consultables sur l'Internet et des institutions qui ont une expérience du soutien à l'intégration du VIH et du SIDA dans l'éducation.



Comment utiliser ces outils

Les outils peuvent servir de moyen de référence indépendant ou de moyen de formation et de discussion au cours d'ateliers. Chacun d'eux comporte une introduction à la question, des exemples spécifiques, des suggestions concernant d'autres ressources et des questions pour susciter la réflexion et une étude plus poussée. Les outils sont délibérément très brefs. Chacun peut être utilisé indépendamment ou combiné avec un ou plusieurs autres, en fonction du contexte et des besoins locaux.

Commentaires ou suggestions ?

Toutes observations sur ces matériels sont les bienvenues. Veuillez adresser vos suggestions et questions au Secrétariat de l'ETII à l'adresse suivante : info-iatt@unesco.org.

Exposé de la position conjointe des organisations sur le VIH & le SIDA et l'éducation

Historique

L'accent étant mis de plus en plus sur l'efficacité de l'aide et sur la réforme des Nations Unies, les organismes de coopération au développement sont déterminés à harmoniser davantage leurs activités et à les rendre plus transparentes afin qu'elles aient collectivement un impact accru. La coordination et l'harmonisation des réponses à la crise du VIH et du SIDA sont au cœur des travaux menés par les Équipes de travail interinstitutions (ETII)² de l'ONUSIDA. Dans ce contexte, l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation regroupe les organismes coparrainants de l'ONUSIDA, les agences bilatérales et les organisations de la société civile³ en vue d'accélérer une réponse plus coordonnée et plus harmonisée du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. L'objectif est de promouvoir les bonnes pratiques aux niveaux mondial, régional et national.

L'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation est convaincue que l'intégration du VIH et du SIDA dans les programmes et projets éducatifs existants est ce qui permettra de faire face efficacement à la crise au moyen de l'éducation. Si la principale responsabilité de l'intégration incombe aux ministères de l'éducation, l'ETII sait bien que les organismes de coopération au développement peuvent et doivent jouer un rôle majeur en soutenant et poursuivant le dialogue avec leurs partenaires, en donnant la priorité à une approche globale de l'intégration du VIH et du SIDA dans le secteur tout entier et en fournissant des ressources et des contributions. L'ensemble d'outils présenté ici fait partie de cet effort.

Point de départ

L'éducation contribue à l'autonomisation de l'individu, ainsi qu'au bien-être économique et social d'un pays. Elle aide chacun à faire des choix plus éclairés sur sa santé, la taille de sa famille, son avenir et celui de ses enfants. Conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et aux engagements en faveur de l'Éducation pour tous (EPT)⁴, les organisations membres de l'ETII sont déterminées à garantir que l'éducation est accessible à tous les enfants, qu'elle est de qualité et qu'elle donne les connaissances et les compétences dont les enfants et les jeunes ont besoin pour assurer leur avenir. Tous les niveaux d'éducation – du pré-primaire jusqu'à l'enseignement post-secondaire et aux programmes d'alphabétisation des adultes – et tous les modes d'éducation (formelle ou non

formelle, par exemple) ont un rôle important à jouer dans le progrès socioéconomique d'un pays et dans sa capacité à assurer des services, notamment pour le secteur de l'éducation lui-même.

Les liens entre le VIH & le SIDA et l'éducation sont complexes. D'une part, les chances d'atteindre les objectifs importants fixés par la communauté internationale dans le domaine de l'éducation sont sérieusement compromises par le VIH et le SIDA, l'épidémie de SIDA entrave la réalisation de vastes progrès en matière de développement et de réduction de la pauvreté, ce qui met gravement en péril les droits de l'homme fondamentaux. D'autre part, les engagements mondiaux en faveur de stratégies, de politiques et de programmes qui diminuent la vulnérabilité des enfants et des jeunes au VIH ne seront pas tenus sans la contribution pleine et entière du secteur de l'éducation. Il est donc hautement prioritaire de prévenir l'épidémie et d'en atténuer les effets.

L'éducation a le potentiel de diminuer le risque d'exposition au VIH. Les recherches faites dans le monde entier montrent que la scolarisation primaire et secondaire joue un rôle crucial dans la protection des enfants et des jeunes, particulièrement des filles, contre l'infection par le VIH⁵. Les programmes d'acquisition des compétences nécessaires à la vie courante qui portent expressément sur celles visant à réduire le risque d'infection par le VIH (par exemple comment utiliser un préservatif ou refuser des rapports sexuels non désirés) et les compétences qui permettent d'éliminer certaines des causes structurelles sous-jacentes du VIH (comme l'inégalité des sexes ou la pauvreté) peuvent enrayer la dynamique socioculturelle qui crée des situations de vulnérabilité pour les jeunes. Beaucoup d'études montrent aussi que l'éducation sexuelle et l'éducation relative au VIH assurées par des cours fondés sur les programmes scolaires peuvent contribuer à améliorer les connaissances et les compétences des jeunes et faire évoluer leur comportement⁶. Ils peuvent aussi les amener à retarder leurs premiers rapports sexuels, diminuer le nombre de leurs partenaires et favoriser l'utilisation du préservatif chez ceux qui sont sexuellement actifs. Dans ce contexte, il est essentiel que la SSRD soit promue et défendue pour enrayer la féminisation croissante de l'épidémie, puisqu'un nombre croissant et disproportionné de femmes contractent la maladie⁷.

Grands principes directeurs

Les grands principes suivants guident le travail des organisations membres de l'ETII qui œuvrent à l'intégration du VIH et du SIDA dans l'éducation.

Intégration

L'intégration de la prévention du VIH et des activités visant à atténuer les effets du VIH et du SIDA dans les plans du secteur de l'éducation devrait être une priorité dans tous les pays. Elle garantit que la prise en compte du VIH et du SIDA n'est pas une activité surajoutée ou séparée mais qu'elle fait partie intégrante des politiques, stratégies et actions du secteur de l'éducation. Les parties prenantes de ce secteur, en collaboration avec d'autres acteurs clés comme le secteur de la santé et le programme national de lutte contre le SIDA, devraient prendre la tête de toutes les activités relatives au VIH et au SIDA dans le secteur de l'éducation, y compris les projets et programmes mis en œuvre par des partenaires extérieurs.

Contexte national

Toute réponse au VIH et au SIDA doit prendre en compte le caractère et l'état de l'épidémie⁹. Celle-ci est une cible mobile : des facteurs sociaux, économiques, culturels et politiques déterminent la vitesse à laquelle elle se propage et son impact. De nouveaux domaines d'attention apparaissent qui exigent une adaptation constante des stratégies et des interventions. L'ETII sur l'éducation estime que ces facteurs contextuels doivent guider la réponse stratégique à l'épidémie de SIDA dans chaque pays, afin de prendre en compte les différences entre les régions et les districts, entre les zones rurales et les zones urbaines et entre les groupes de la population (comme ceux qui sont vulnérables ou déplacés).

Alignement et harmonisation

L'ETII sur l'éducation tient à souligner que les plans nationaux et ceux de l'éducation, ainsi que les stratégies de réponse au VIH et au SIDA et d'éradication de la pauvreté, doivent constituer la base de toutes les interventions relatives au VIH et au SIDA dans l'éducation. Toutes ses organisations membres soutiennent et promeuvent le principe universellement reconnu des « Trois un » – un cadre convenu pour agir face au VIH et au SIDA ; une autorité nationale de coordination pour le SIDA et un système de suivi et d'évaluation au niveau du pays⁹. Il est donc prioritaire d'harmoniser l'action avec les partenaires de la coopération au développement afin de mettre en place des dispositifs communs, de simplifier les procédures et de réduire les coûts de transaction. L'ETII sur l'éducation juge essentiel que tous les soutiens soient alignés sur les plans sectoriels nationaux et que l'appui financier soit fourni dans le cadre de mécanismes de financement harmonisés.

Approche globale

L'ETII sur l'éducation s'engage en faveur d'une approche globale du VIH et du SIDA dans l'éducation qui favorise et protège les droits de l'homme. Cette approche nécessite que l'on se préoccupe de la prévention, des soins et du soutien (y compris l'accès au traitement), de l'atténuation des effets, des questions liées au lieu de travail et de la gestion de la réponse. L'engagement en faveur d'interventions à long terme est essentiel, de même que la participation des personnes vivant avec le VIH. Faire mieux comprendre les facteurs qui mettent les personnes en danger (comme les pratiques sexuelles à risque et la toxicomanie), ceux qui entraînent la stigmatisation et la discrimination, les questions de genre et d'égalité, la SSRD, les liens entre l'école et la collectivité et les besoins éducatifs spéciaux des enfants affectés par le VIH et le SIDA, tels sont les divers éléments de cette approche globale.

Mécanismes de financement et de soutien

Le mécanisme de financement et de soutien privilégié pour les organismes de coopération au développement est le soutien coordonné au programme du secteur. Il donne une excellente occasion de garantir que le VIH et le SIDA sont intégrés et pris en compte dans tout le système éducatif. Au niveau international, l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) de l'EPT¹⁰ est une occasion d'intégrer le VIH et le SIDA dans les politiques et les pratiques éducatives. De plus, d'autres projets et programmes d'éducation, y compris les interventions directes relatives au VIH et au SIDA, ont un rôle crucial et complémentaire à jouer pour assurer la mise en œuvre effective des plans du secteur de l'éducation.

Mise en œuvre

Pour ce qui est de la mise en œuvre, les organisations membres de l'ETII ont donné la priorité aux activités et aux groupes cibles suivants :

Groupes cibles

Dans les zones fortement touchées par le SIDA, l'épidémie aggrave les problèmes systémiques et de gestion existant dans le domaine de l'éducation. Les systèmes éducatifs ont toujours rencontré des problèmes d'offre, de demande, de qualité et de résultats, mais le VIH et le SIDA les aggravent et en augmentent l'ampleur¹¹. Il faut répondre à l'évolution des besoins des apprenants, des éducateurs et des personnels de l'éducation, y compris les administrateurs, à tous les niveaux du système éducatif.

L'accès à l'éducation pour tous les enfants, en particulier les plus pauvres et les plus marginalisés, est essentiel pour garantir que les écoles jouent un rôle efficace dans la prévention du VIH et l'atténuation des effets du VIH et du SIDA. L'ETII sur l'éducation s'emploie à veiller à ce que les efforts portent en particulier sur le nombre croissant d'enfants affectés par le VIH et le SIDA, notamment les orphelins et les enfants vulnérables, ainsi que les enfants à risque (en particulier ceux issus de foyers frappés par

l'insécurité alimentaire ou qui vivent dans des situations de conflit). Il faut aussi en priorité donner toute l'attention voulue aux personnes âgées – qui, de plus en plus, s'occupent de leurs petits-enfants et de la famille élargie.

Il convient également de prêter une attention particulière à la féminisation croissante de l'épidémie dans certaines régions et à la manière dont la pauvreté peut exposer les jeunes femmes à un risque accru d'infection par le VIH. Il est donc essentiel de soutenir des stratégies adaptées à chaque sexe, de même que des interventions ciblées en fonction du sexe – qui visent à la fois les femmes et les hommes, les filles et les garçons, et tiennent le plus grand compte de la SSRD.

Priorités

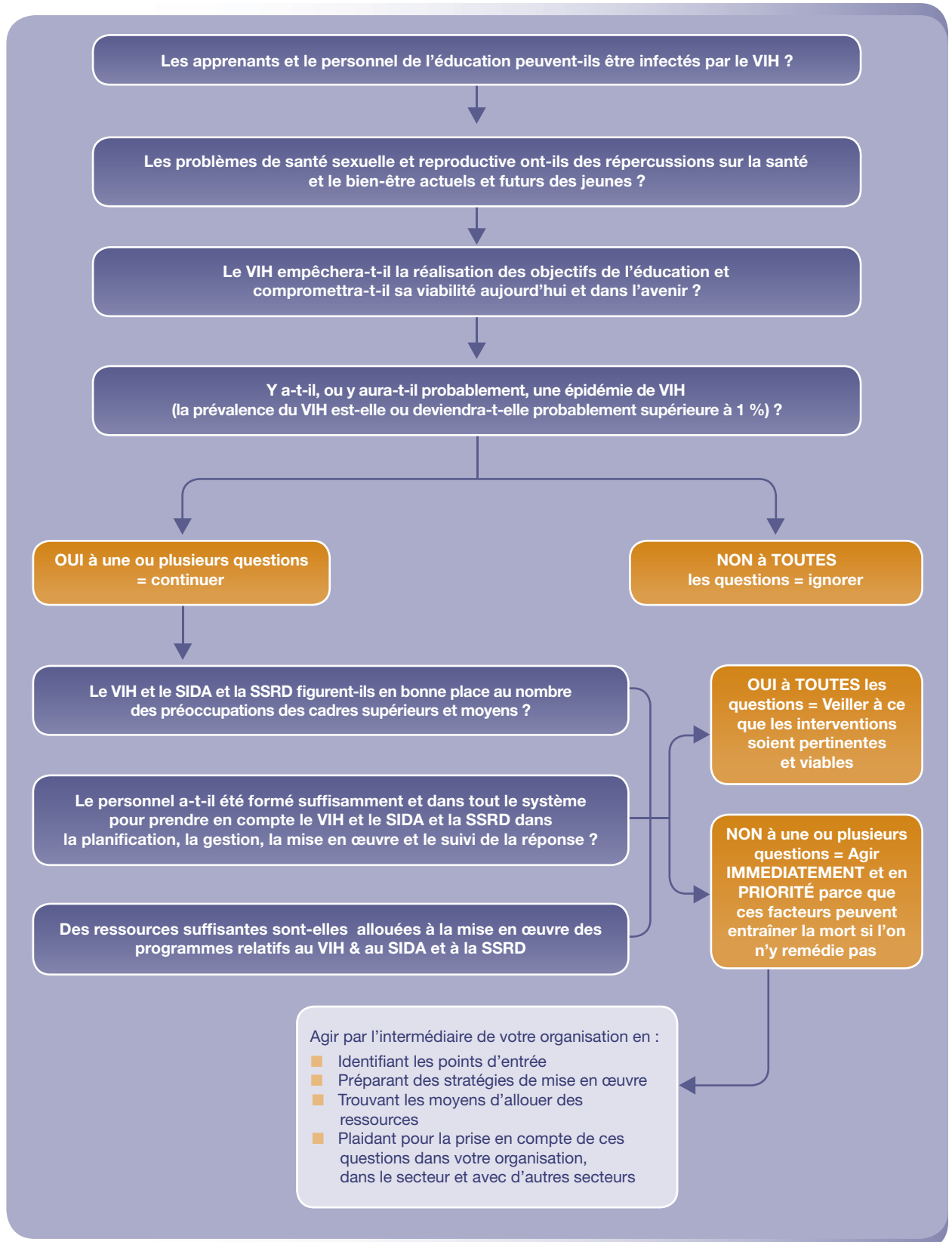
En partenariat avec les parents et les collectivités, les écoles et autres environnements d'apprentissage peuvent contribuer grandement à réduire les risques et les facteurs de vulnérabilité associés au VIH et au SIDA. En vue d'atteindre ces objectifs, l'ETII sur l'éducation s'engage à mener les actions prioritaires suivantes :

- Encourager les politiques et les pratiques qui favorisent l'apprentissage et la scolarisation (par exemple au moyen d'interventions flexibles et participatives), l'égalité des sexes, des environnements d'apprentissage sûrs et protecteurs, l'accès à des services de santé et de soutien soucieux des jeunes et un environnement où l'opprobre et la discrimination n'ont pas leur place.
- Garantir que les éducateurs et autres personnels de l'éducation sont bien préparés et soutenus pour faire face au VIH et au SIDA grâce à une formation préalable et en cours d'emploi, à la mise en œuvre de politiques internes approuvées à l'échelle nationale pour le secteur de l'éducation¹², et à l'accès à des services de santé et de soutien.
- Faire en sorte que le VIH et le SIDA reçoivent une attention suffisante dans le cadre des programmes d'études à tous les niveaux et que des programmes globaux de santé scolaire qui suivent les principes directeurs de FRESH (Accorder la priorité à un programme efficace de santé scolaire)¹³ remédient aux divers comportements qui rendent les jeunes vulnérables à l'infection par le VIH (par exemple les pratiques sexuelles dangereuses, la toxicomanie et la violence).
- Promouvoir l'éducation par les pairs, l'enseignement des compétences nécessaires à la vie courante et un soutien matériel pour les enfants et les jeunes à l'école et en dehors, et parmi les enseignants et les éducateurs.
- Fournir aux apprenants et aux éducateurs des matériels d'enseignement et d'apprentissage qui soient conformes à la réalité et de bonne qualité sur les compétences nécessaires à la vie courante, le genre et le VIH et le SIDA.
- Favoriser les recherches qui développent la base de connaissances et éclairent la prise de décisions et la pratique au niveau national.

Autres sources d'information

- Nations Unies. 2000. L'éducation pour tous : Cadre d'action de Dakar. http://www.unesco.org/education/efa/ed_for_all/dakfram_fr.shtml
- Éducation pour tous : Initiative pour la mise en œuvre accélérée <http://www.education-fast-track.org/>
- Accorder la priorité à un programme efficace de santé scolaire (FRESH) <http://www.freshschools.org>
- OIT. 2001. *Recueil de directives pratiques sur le VIH/SIDA et le monde du travail*. <http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/publ/code.htm>
- ONUSIDA. 2005. Les « Trois principes » en action : bilan et avenir. http://data.unaids.org/publications/irc-pub06/jc935-3onesinaction_fr.pdf
- L'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation. <http://www.unesco.org/aids/iatt>

Diagramme permettant d'évaluer à quel moment le VIH devient un risque pour le secteur de l'éducation



Quand faut-il faire face à la question du VIH dans sa globalité au moyen de l'éducation ?

Objectif

Quand faut-il prendre toutes les mesures voulues pour que le secteur de l'éducation soit prêt à faire face au problème du VIH et du SIDA ? Le diagramme contenu dans cet outil devrait permettre à votre organisation de faire une première évaluation de la situation. Vous pouvez faire cette évaluation vous-même ou avec des partenaires, y compris les parties prenantes du ministère de l'éducation.

Rôle de l'éducation

Comme le souligne l'exposé de la position conjointe des organisations sur le VIH & le SIDA et l'éducation, l'éducation peut jouer un rôle efficace dans la réalisation de l'égalité des sexes, la promotion et la SSRD et l'accès aux connaissances et compétences nécessaires pour prévenir le VIH et prendre soin des personnes infectées.

L'ÉDUCATION EST ESSENTIELLE

- Les écoles nouent des relations avec les jeunes avant qu'ils soient sexuellement actifs et que leur comportement soit fixé. Elles sont donc idéalement placées pour influencer leur conduite future.
- Il est prouvé que des programmes bien conçus et détaillés d'acquisition des compétences nécessaires à la vie courante et d'éducation sexuelle donnent aux jeunes les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour se protéger.
- Les études montrent que les filles qui ont mené à bien leurs études secondaires risquent moins d'être infectées par le VIH et ont des pratiques sexuelles moins dangereuses que celles qui ne sont pas allées plus loin que le primaire.
- Les systèmes d'éducation peuvent contribuer aux inégalités entre les sexes, qui elles-mêmes favorisent la féminisation de l'épidémie.
- Les écoles et les enseignants ont souvent une grande influence sur la vie de la collectivité.

Source : voir ActionAid (2006), Kirby, Laris and Roller (2005) et Kirby, Obasi and Laris (2006).

Comment utiliser cet outil

Examinez attentivement les questions figurant dans chacune des cases en grisé du diagramme de la page 10 (à gauche), en allant du haut vers le bas. Vous voudrez peut-être chercher des informations supplémentaires ou parler à des personnes qui connaissent bien les domaines en question pour vous assurer que vous avez la bonne réponse, et/ou que votre réponse reflète les sentiments des autres. Une fois que vous aurez décidé de la réponse à la question, utilisez les flèches pour passer à la case suivante. Lorsque vous aurez répondu à toutes les questions, examinez leurs incidences et utilisez-les pour réfléchir aux stratégies et aux domaines d'action prioritaires.

Discussion

Cet exercice aura clairement montré que le VIH & le SIDA et la SSRD doivent être pris en compte dans tous les contextes – indépendamment de la prévalence du VIH – et qu'il n'existe en réalité aucune situation dans laquelle ces questions ne concernent ni les apprenants, ni le personnel de l'éducation (y compris les éducateurs) et le secteur dans son ensemble. Dans certains pays, l'épidémie se sera propagée à tel point que le risque pour le secteur de l'éducation sera immédiat et évident. Dans d'autres, le risque pourra être à plus longue échéance et moins important mais néanmoins présent. Dans tous les cas, les apprenants et le personnel éducatif sont confrontés à la possibilité d'être infectés. Donc, dans tous les cas, le secteur de l'éducation devra jouer un rôle majeur dans la promotion des connaissances, des comportements et des compétences qui permettent aux jeunes et aux éducateurs de se protéger contre l'infection par le VIH.



Questions à explorer

- 1 Si d'autres secteurs ou des parties prenantes extérieures au secteur de l'éducation cherchent à s'atteler à la question du VIH et du SIDA dans l'éducation ou sont sur le point de le faire, pourquoi reste-t-il nécessaire qu'il assume cette responsabilité ?
- 2 D'après le diagramme, une réponse efficace exige une direction ferme. Dans ce contexte, examinez les questions suivantes :
 - a. Qui sont les leaders du secteur de l'éducation dans le pays où vous vivez ?
 - b. À votre avis, ces leaders sont-ils résolus à prendre en compte le VIH, le SIDA et la SSRD ?
 - c. Sur quels points pensez-vous que votre évaluation de leur engagement peut différer de celle de vos collègues dans d'autres organismes de développement ? Pourquoi ?
 - d. Que pense-t-on dans votre organisation de la conduite des activités relatives au VIH, au SIDA et à la SSRD ?
- 3 Dans quelle mesure l'exposé de la position conjointe des organisations figurant dans le présent document concorde-t-il avec ce que votre organisation cherche à faire au niveau du pays ?
- 4 Faites la liste des engagements/objectifs internationaux auxquels votre organisation a souscrit pour le secteur de l'éducation. Dans quelle mesure ces engagements pâtiront-ils des effets du VIH et du SIDA ? Quel rôle les organismes de coopération au développement doivent-ils jouer pour sensibiliser les secteurs/gouvernements à la menace que le VIH et le SIDA représentent pour la réalisation de ces engagements ?

Autres sources d'information

- Campagne mondiale pour l'éducation. 2004. *Comment l'éducation pour tous préserverait des millions de jeunes du VIH/SIDA*.
http://www.oxfam.org/en/policy/briefingnotes/pp042204_gcereport_hiv aids
Ce document montre comment l'éducation peut contribuer à freiner le VIH. Il fournit des arguments convaincants en faveur d'un rôle important de l'éducation dans les politiques et les programmes des pays.
- Kelly, M. J. 2005. *The Potential Contribution of Schooling to Rolling Back HIV and AIDS*.
http://hiv aids clearinghouse.unesco.org/ev_fr.php?ID=5689_201&ID2=DO_TOPIC
Cet article plaide pour le renforcement de l'activité principale de l'éducation en tant que stratégie la plus efficace face au VIH et au SIDA.
- UNESCO Bangkok. 2003. *HIV/AIDS Advocacy Toolkit for Ministries of Education*.
http://www2.unescobkk.org/elib/publications/aids_toolkits/index.htm
Cet ensemble d'outils vise à faire mieux comprendre le lien entre le VIH et le SIDA et l'éducation ainsi que le rôle crucial que peut et doit jouer le secteur dans le cadre de la réponse nationale à l'épidémie. Il contient des notes d'information, des études de cas, un ensemble de références et de liens, de même qu'une présentation PowerPoint qui peut servir à partager l'information.
- Banque mondiale. 2002. *Éducation et VIH et SIDA – Une lueur d'espoir*.
http://www1.worldbank.org/education/pdf/Ed%20&%20HIV_AIDS%20cover%20print.pdf
Le document souligne que l'éducation des enfants et des jeunes doit bénéficier du rang de priorité le plus élevé et fait le point des mesures prises dans différents pays à ce jour pour faire face au problème du VIH et du SIDA au moyen de l'éducation.

Pourquoi l'intégration du VIH et du SIDA est-elle importante ?

Objectif

L'expérience montre que les secteurs qui disent intégrer le VIH et le SIDA mènent souvent en fait des travaux qui leur sont spécifiquement consacrés. Ces travaux spécifiques (également appelés « intégration du VIH et du SIDA »), font du VIH et du SIDA des éléments surajoutés sans rapport avec l'activité principale du secteur ou de l'organisation. Le présent outil passe brièvement en revue l'intégration en tant que concept et examine les moyens de la concrétiser dans un secteur. Il vous encourage à examiner le contexte dans lequel vous travaillez pour déterminer le degré d'efficacité du processus d'intégration du VIH et du SIDA.

Qu'entend-on par intégration ?

L'ONUSIDA, la Banque mondiale et le PNUD (2005a, b) ont constaté que l'un des principaux obstacles à l'intégration tenait au fait que le concept même était mal compris par les parties prenantes, y compris les organismes de coopération au développement.

Il peut donc être utile d'énoncer succinctement trois définitions différentes de l'intégration pour saisir ce que le concept recouvre :

Définition 1 : « L'intégration du VIH et du SIDA est un processus qui permet aux acteurs du développement de remédier aux causes et aux effets du VIH et du SIDA de manière efficace et durable, à la fois par leurs activités habituelles et sur leur lieu de travail ». (ONUSIDA, Banque mondiale et PNUD 2005a)

Définition 2 : « L'intégration du VIH et du SIDA est le processus qui consiste à analyser comment le VIH et le SIDA ont et auront des conséquences sur tous les secteurs, à la fois sur les plans interne et externe, afin de définir la façon dont chaque secteur doit réagir en fonction de son avantage comparatif ». (SIDA, 2005)

Définition 3 : « L'intégration du VIH et du SIDA implique que tous les secteurs établissent :

- comment ils entraînent la propagation du VIH ou y contribuent ;
- comment l'épidémie risque de peser sur leurs propres objectifs et programmes ;
- les domaines où ils ont un avantage comparatif s'agissant de limiter la propagation du VIH et d'en atténuer l'impact ».

(Université du KwaZulu-Natal, Division de l'économie de la santé et de la recherche sur le VIH et le SIDA (HEARD), Unité d'intervention mobile sur l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation (MTT), 2005)

Ces définitions ont une caractéristique commune : elles proposent comme point de départ de l'intégration **un examen approfondi et complet de l'ensemble du (des) secteur(s)**. Elles soulignent que l'intégration du VIH et du SIDA est un processus qui concerne tout le fonctionnement d'une organisation ou d'un secteur, plutôt qu'un but en soi. Dans ce **processus**, le secteur **n'est pas passif**, mais peut avoir une influence sur l'évolution de l'épidémie et ses conséquences futures sur lui grâce à une réponse active et bien conçue. Enfin, la deuxième et la troisième définition soulignent qu'il est également important d'étudier les **dimensions interne et externe** du processus d'intégration, c'est-à-dire comment le secteur lui-même est affecté et ce qu'il peut faire face au VIH et au SIDA.

CE QUE L'INTÉGRATION DU VIH ET DU SIDA N'EST PAS

Pour mieux comprendre ce qu'est l'intégration du VIH et du SIDA, il n'est peut-être pas inutile de réfléchir à ce qu'elle n'est pas. En voici quelques exemples :

- Elle NE constitue PAS un simple appui à un programme du ministère de la santé.
- Elle NE cherche PAS à se substituer à des tâches effectuées par des spécialistes de la santé.
- Elle NE consiste PAS à ajouter quelques fonctions et responsabilités (au contraire, elle consiste à examiner l'activité principale d'un secteur sous un angle différent et à la recentrer).
- Elle N'est PAS routinière – les choses doivent bouger.

Source : Smart (2002)

L'intégration dans la pratique

Les réponses différentes des organisations en matière d'intégration peuvent consister en une combinaison des activités suivantes :

- Veiller à ce que l'attention portée au VIH et au SIDA soit totalement intégrée à la politique globale de l'éducation et aux mécanismes qui en suivent la mise en œuvre.
- Inclure la prévention du VIH et la SSRD dans les programmes d'études des apprenants à tous les niveaux, y compris dans la formation préalable et en cours d'emploi des enseignants.
- Mettre en place des pratiques qui améliorent l'accès à l'éducation et diminuent la vulnérabilité à l'infection par le VIH, par exemple en supprimant les frais de scolarité et en s'assurant que les filles comme les garçons vont à l'école et mènent leurs études à bien.
- Mettre en place des politiques et pratiques qui favorisent un cadre de travail sûr et inclusif pour le personnel de l'éducation, par exemple par l'éducation en matière de prévention et par une politique du lieu de travail qui soutienne tous les membres du personnel, y compris ceux qui vivent avec le VIH et le SIDA, et qui s'attaque aux questions de stigmatisation et de discrimination.
- Mettre en place des politiques et des systèmes qui garantissent l'accès au traitement, aux services et au suivi médical pour les apprenants et les employés qui sont affectés ou infectés.
- Garantir la mise en œuvre d'une politique en matière de formation et de recrutement qui tienne compte des taux futurs de réduction des effectifs parmi le personnel et des perturbations éventuelles provoquées par l'augmentation de l'absentéisme et des départs dans d'autres secteurs et, plus tard, par les taux de morbidité et de mortalité.
- Recentrer le travail de l'organisation pour s'assurer que les personnes infectées et affectées par l'épidémie sont vraiment prises en compte dans l'analyse, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes et peuvent en bénéficier.
- Veiller à ce que les activités du secteur n'augmentent pas la vulnérabilité au VIH et autres infections sexuellement transmissibles (IST) des collectivités avec lesquelles il travaille, ou ne limitent pas les possibilités qui s'offrent à elles de faire face aux effets de la pandémie¹⁴.

- L'intégration du VIH et du SIDA implique une combinaison de ces divers domaines d'attention, adaptée aux contextes locaux et aux particularités de l'épidémie¹⁵. Mais, bien souvent, on ne s'attaque qu'à un domaine très précis sans tenir compte d'autres dimensions cruciales. C'est précisément là que réside la distinction entre l'intégration et la mise en œuvre d'activités concernant strictement le VIH et le SIDA.

Exemples propres à un secteur

Dans l'agriculture :

- Modifier la législation foncière pour que les femmes puissent garder la terre qu'elles cultivent même si leur mari meurt.
- Modifier les outils et les pratiques agricoles pour qu'ils soient adaptés aux enfants et aux personnes âgées qui assument les tâches dont les adultes se chargeaient auparavant.
- Former les agents de vulgarisation agricole pour qu'ils fassent passer des messages sur la prévention du VIH dans leurs réunions avec les agriculteurs et les groupes communautaires.

Source : Badcock-Walters (2005)

Dans le secteur privé :

- Identifier les possibilités de commercialisation de préservatifs dans le cadre de partenariats entre les secteurs privé et public.
- Élaborer des projets de création d'emplois en collaboration avec les ministres responsables de la main-d'œuvre, du travail et de la jeunesse, qui répondent aux besoins des jeunes orphelins ou affectés autrement par le VIH.
- Encourager les sociétés minières à nouer des partenariats avec des prestataires locaux de soins de santé, en leur donnant un soutien financier et une assistance technique, pour que les mineurs qui retournent chez eux après avoir été soignés bénéficient d'un suivi et d'un soutien suffisants.

Source : Badcock-Walters (2005)

Ces exemples montrent que l'intégration est intersectorielle par nature et appelle une interaction avec d'autres domaines d'intérêt essentiels, tels que le genre et la SSRD, de même qu'avec d'autres secteurs, notamment la santé, la jeunesse et le secteur privé. Si cela peut paraître évident dans le principe, dans la pratique la dimension multisectorielle est souvent l'un des domaines où le processus d'intégration rencontre le plus de difficultés.

Dimensions interne et externe

Pour être efficace, l'intégration doit prendre en compte deux dimensions étroitement liées et complémentaires : les dimensions interne et externe. Le tableau ci-dessous montre ce que recouvrent ces deux dimensions et fournit des exemples spécifiques pour le secteur de l'éducation.

	Definition	Exemples d'activités du secteur de l'éducation
Intégration interne	Consiste à identifier et prévenir, inverser ou atténuer les effets probables du VIH et du SIDA sur l'organisation dans son ensemble.	<ul style="list-style-type: none"> ● Mener une action de sensibilisation interne pour que des sommes plus importantes soient consacrées à la prévention du VIH dans le budget global de l'éducation. ● Soutenir des activités d'éducation par les pairs parmi les éducateurs. ● Assurer la distribution de préservatifs dans les établissements de formation des enseignants. ● Mettre en place des services de conseil et de dépistage volontaires pour le VIH qui soient abordables et accessibles aux personnels de l'éducation et à leur famille. ● Réviser les politiques et les services de santé sur le lieu de travail pour garantir l'accès au dépistage des IST et aux traitements antirétroviraux (TARV).
Intégration externe	Consiste à identifier et prévenir, inverser ou atténuer les effets probables du VIH et du SIDA sur les clients du secteur et les collectivités avec lesquelles il travaille.	<ul style="list-style-type: none"> ● Donner des bourses d'études aux orphelins et aux enfants vulnérables. ● Adopter les lois nécessaires pour que les enfants (y compris les filles) restent à l'école. ● Associer les responsables religieux et les autres membres importants de la collectivité à des discussions axées sur la prévention du VIH. ● Supprimer les droits de scolarité de façon à réduire les obstacles à l'accès à l'éducation. ● Mettre en place des programmes d'alimentation scolaire. ● Instaurer des mesures d'assouplissement des horaires et des programmes scolaires pour répondre aux besoins des enfants qui travaillent.

Source : Adapté de documents de l'ONUSIDA, de la Banque mondiale et du PNUD (2005a)

Là où le VIH est répandu, les secteurs commenceront souvent par la dimension interne afin de rendre la population active moins vulnérable. Ainsi, au Kenya, une enquête sentinelle récente concernant un important couloir de transport situé au nord du pays (Conseil national de lutte contre le SIDA du Kenya, 2005) a révélé que les éducateurs figuraient parmi les principaux groupes de clients des professionnels du sexe de l'endroit (après les chauffeurs routiers et les policiers). Elle a également montré que l'utilisation du préservatif parmi les clients était variable, ce qui indique que dans certaines régions géographiques les éducateurs forment un groupe particulièrement à risque¹⁶. Le Kenya n'est pas un cas unique à cet égard. La vulnérabilité des éducateurs est peut-être due à la fréquence de leurs voyages, à l'isolement et aux conditions de travail qui les obligent à quitter leur

famille. Afin de tenir compte de cette dimension interne, il est essentiel que les décideurs de l'éducation réexaminent la politique d'affectation à la lumière de ces réalités.

Là où le VIH est moins répandu, les secteurs commencent souvent par intégrer des contenus liés au VIH et au SIDA dans les programmes d'études. En pareil cas, il est possible que l'on accorde peu ou pas d'attention à la protection des travailleurs car le nombre d'éducateurs et autres membres du personnel qui sont affectés ou infectés ou pourraient le devenir est minime. Cela étant, une réponse globale – adaptée au contexte local – est nécessaire partout et doit donc inclure les dimensions interne et externe décrites plus haut.

Obstacles à l'intégration

L'intégration n'est pas simple et dans la pratique la mise en œuvre des étapes nécessaires se heurtera à des obstacles, dont les plus courants sont les suivants :

- Le sentiment que le VIH et le SIDA sont exclusivement des problèmes de santé et que les autres secteurs n'ont pas à prendre de responsabilités en la matière.
- L'absence d'engagement des hauts responsables.
- Le manque de connaissances sur le VIH et le SIDA.
- Le déni des effets actuels et/ou futurs de l'épidémie.
- Des capacités limitées et de mauvaises conditions d'emploi.
- Le peu d'empressement du personnel à se charger de fonctions non financées étant donné que demander un budget et l'obtenir peut prendre du temps.
- L'attribution des tâches liées au VIH et au SIDA à une seule personne qui peut avoir d'autres responsabilités par ailleurs et n'est donc pas en mesure de consacrer suffisamment de temps à la question.

- Le sentiment que d'autres problèmes de développement, comme la pauvreté, le genre et la santé scolaire sont tout aussi importants que la prévention du VIH et l'atténuation des effets du VIH et du SIDA.
- La stigmatisation et la discrimination qui empêchent l'accès au dépistage, à la prévention, au traitement et aux soins.
- Les obstacles culturels et moraux à la prise en compte des questions de sexualité et de santé reproductive.

Les huit C de l'encadré ci-dessous résument ces obstacles :

LES HUIT C

Les obstacles à l'intégration ont généralement trait aux points suivants :

Capacité
Conviction
Couverture
Coût
Culture et **C**ontexte
Concurrence
Collaboration



Questions à explorer

- 1 Quels exemples d'intégration du VIH et du SIDA propres au secteur de l'éducation pouvez-vous ajouter aux exemples ci-dessus ?
- 2 L'intégration interne et externe nécessitera des interventions à différents niveaux – du niveau national jusqu'à la province, au district, à l'école et à la collectivité. Prenez l'un des exemples d'intégration interne ou externe et analysez les questions clés à aborder aux différents niveaux pour faire véritablement le tour de la question.
- 3 Examinez la liste des obstacles courants à l'intégration dans le secteur de l'éducation. À la lumière de votre expérience, quels sont les trois obstacles les plus courants ?
- 4 Existe-t-il des obstacles propres à votre organisation ?
- 5 Sur quels points éventuels les obstacles que vous avez identifiés pour le secteur de l'éducation diffèrent-ils de ceux qui existent dans votre organisation ? Pourquoi pensez-vous que ces obstacles sont différents ?

Autres sources d'information

- ONUSIDA, Banque mondiale et PNUD. 2005a. *Intégration du VIH/SIDA dans les secteurs et les programmes – Un guide pour la mise en œuvre de ripostes nationales*. <http://www.undp.org/hiv/docs/alldocs/MainstreamingB-french.pdf>

Ce guide regroupe l'expérience de différents secteurs et contient des conseils pratiques sur la façon d'intégrer le VIH et le SIDA. Il contient aussi un ensemble d'annexes utiles, notamment sur les thèmes suivants :

- Élaborer un objectif et des engagements communs ;
 - Préparer un profil du VIH et du SIDA ;
 - Réaliser une évaluation d'impact ;
 - Formuler un plan d'activités pour l'intégration.
- ONUSIDA, Banque mondiale et PNUD. 2005b. *Intégration du SIDA dans les instruments et processus nationaux de développement – Revue des expériences*. http://data.unaids.org/Publications/IRC-pub06/mainstreaming_aids%20in_dev_instr_rep_28nov05.fr.pdf
Ce document résume les enseignements tirés de l'intégration (non spécifique à un secteur) au niveau national. Il est utile à ceux qui veulent profiter des enseignements tirés par d'autres.
 - UNESCO. 2008b. *Cadre d'action d'EDUSIDA*. 2^e édition. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001473/147360F.pdf>
EDUSIDA, l'initiative mondiale sur l'éducation et le VIH & le SIDA, souligne la nécessité d'une réponse globale au VIH et au SIDA dans le secteur de l'éducation. Le document décrit les éléments essentiels de cette réponse et peut servir de base de comparaison avec une situation nationale existante afin d'identifier les lacunes et les problèmes de la réponse actuelle.

Intégration réussie du VIH et du SIDA : éléments déterminants

Objectif

Pour que l'intégration soit efficace, il est important de comprendre les éléments qui en déterminent la réussite. Dans cet outil, on utilise les leçons tirées de la pratique de l'intégration dans divers secteurs et contextes pour définir ces éléments déterminants. On vous demandera ensuite d'évaluer ceux qui sont les plus importants dans votre contexte.

Éléments déterminants

Il ressort des programmes réussis d'intégration du VIH et du SIDA (ONUSIDA, Banque mondiale et PNUD, 2005b) qu'un certain nombre d'**éléments déterminants** doivent être réunis, notamment les suivants :

Leadership et détermination d'un visionnaire – une ou plusieurs personnes qui ont une influence politique et sont connues.

Personnalisation – on agit mieux face au VIH, au SIDA et à la SSRD quand on les comprend au niveau personnel.

Mandat clairement définis et principes directeurs à suivre, par exemple l'obligation formelle d'intégrer le VIH et le SIDA ou une politique qui y oblige donne une légitimité et un cadre d'action général.

Renforcement des capacités à différents niveaux – pour faire comprendre la nature du changement envisagé, générer une prise de conscience de la question des capacités (de la prise de conscience au militantisme) et, finalement, obtenir un engagement à agir.

Aptitudes à la sensibilisation – pour générer une prise de conscience accrue et obtenir le concours d'autres personnes essentielles.

Partenariats – pour identifier les personnes et les institutions dont le concours est nécessaire, les contacter et obtenir leur soutien. Les partenariats seront souvent nouveaux et moins traditionnels, incluant les milieux d'affaires, les autorités religieuses ou les grands noms du monde du spectacle.

LEÇONS TIRÉES DE L'INTÉGRATION

Une étude faite par l'ONUSIDA, la Banque mondiale et le PNUD (2005b) met en lumière les leçons suivantes :

- Les efforts d'intégration pâtissent encore de nombreuses idées fausses quant à la nature du changement envisagé. L'idée selon laquelle les questions intersectorielles (comme le genre, la viabilité de l'environnement, le VIH et le SIDA) relèvent d'un seul ministère, responsable, point de contact ou service qui dirige. En d'autres termes, la mission centrale de beaucoup de ces institutions est restée inchangée.
- L'intégration nécessite un changement personnel et institutionnel. Il faut donc la mettre en œuvre en tant que processus qui s'accompagne d'un engagement à long terme en faveur d'un changement institutionnel qui concerne les normes, les valeurs et les systèmes.
- L'intégration doit s'opérer à des niveaux différents de sorte que les processus se renforcent mutuellement. En d'autres termes, l'intégration du VIH et du SIDA dans les processus de développement comme les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), dans tous les secteurs, fera que ces processus se renforcent mutuellement.
- L'intégration nécessite un leadership solide, une bonne coordination et le suivi des résultats de nombreux secteurs par une autorité centrale afin d'éviter la dispersion.

En termes conceptuels cela signifie :

- Comprendre que l'intégration est un **processus** – et non pas un événement ni une série d'événements.
- Travailler en partant de l'idée qu'il s'agit d'un **problème complexe** – on ne peut faire face au VIH et au SIDA qu'au moyen d'une série d'actions complémentaires.
- Agir dans un **large contexte** pour que le VIH et le SIDA s'inscrivent dans le cadre général du développement, de la réduction de la pauvreté et de l'égalité des sexes.
- Partir des structures institutionnelles, politiques et plans existants et intégrer le VIH et le SIDA dans toutes les **activités de base** des organisations, ici encore pour s'assurer que le VIH et le SIDA ne sont pas traités comme une question isolée ou ramenés au rang de projet particulier.

Comment utiliser cet outil

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous une liste de contrôle des éléments d'intégration qui a été établie à partir d'une série d'études.

- Étudiez attentivement la liste et identifiez six éléments au maximum qui sont à votre avis les plus importants pour la réussite de l'intégration à ce stade dans le secteur et le pays où vous travaillez. Envisagez de faire cet exercice avec d'autres personnes qui travaillent dans votre secteur. Cela vous donnera une bonne idée
- Si vous deviez établir un plan d'action pour l'intégration du VIH et du SIDA, par quels éléments commenceriez-vous et pourquoi ?
- Quand vous aurez identifié les éléments prioritaires, examinez les points forts et les points faibles de votre organisation par rapport à ces éléments. Comment peut-elle se positionner au mieux pour faire progresser ces priorités et quel serait votre rôle ?

de la compréhension et de la perception des autres et pourra vous aider à identifier des stratégies et des points d'entrée.

Liste de contrôle des éléments d'intégration

Éléments d'intégration	Déterminants pour la réussite de l'intégration
Élaboration d'une démarche, de principes et de méthodes	
Participation du (des) groupe(s) cible(s)	
Identification du rôle des principaux acteurs	
Formation et/ou renforcement des capacités	
Planification et budgétisation	
Description de la situation actuelle	
Identification des points d'entrée (par ex., situations à haut risque)	
Changement individuel et/ou responsabilisation	
Ressources (humaines, financières ou matérielles)	
Soutien des principaux acteurs dans le secteur et à l'extérieur	
Inventaire des compétences	
Identification et mise en œuvre des réponses appropriées	
Plaidoyer pour obtenir un appui	
Promotion d'une prise de conscience dès le départ	
Ouverture du débat sur le VIH et le SIDA	
Motivation et appropriation	
Mise à profit des partenariats existants	
Identification et création de nouveaux partenariats	
Mise à profit des projets existants	
Travail en réseau, collaboration et consultation	
Recherche	
Suivi et évaluation	
Renforcement du potentiel de durabilité	

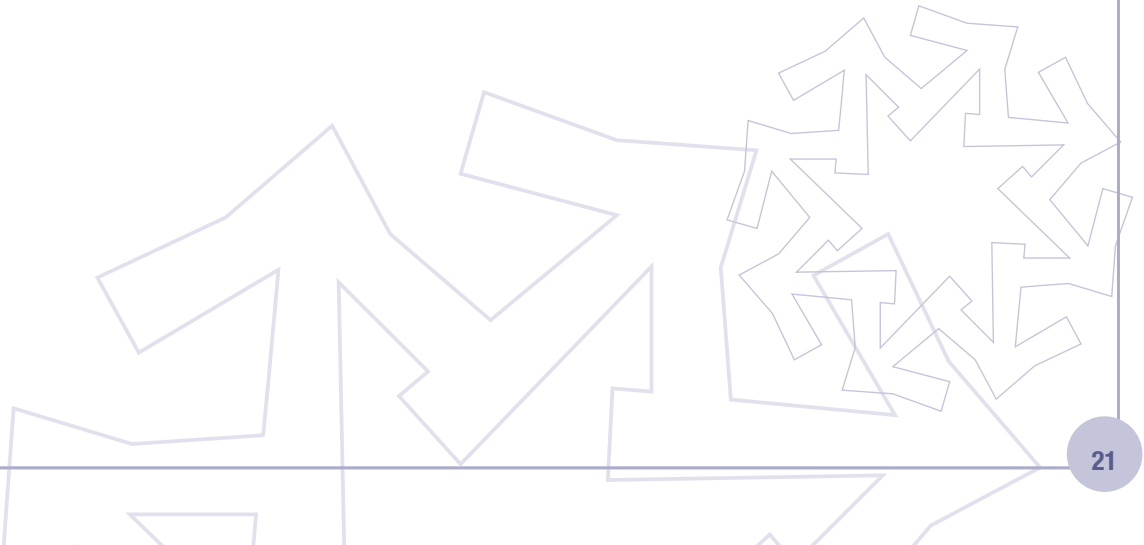


Questions à explorer

- 1 Reprenez la liste des éléments déterminants. Identifiez ceux qui sont déjà pris en compte dans le pays où vous travaillez. Quelles sont les parties prenantes les plus impliquées dans ces domaines ?
- 2 L'intégration peut intervenir à différents niveaux – depuis le pays et la province jusqu'au district, à l'école et à la collectivité. Examinez les six domaines prioritaires que vous avez identifiés. Pensez-vous que leur importance variera en fonction du niveau auquel l'intégration se fera ?

Autres sources d'information

- PNUD-SEAHIV. 2004. Mainstreaming HIV Prevention in the Military: A Case Study from Cambodia. [http://www.undp.org/hiv/docs/alldocs/Asia%20-%20Mainstreaming%20HIV%20Prevention%20in%20the%20Military%20-%20A%20Case%20Study%20from%20Cambodia%20\(2004\).pdf](http://www.undp.org/hiv/docs/alldocs/Asia%20-%20Mainstreaming%20HIV%20Prevention%20in%20the%20Military%20-%20A%20Case%20Study%20from%20Cambodia%20(2004).pdf)
Analyse de la réponse des autorités militaires cambodgiennes au VIH, qui porte à la fois sur les succès et les leçons apprises.
- Oxfam. 2002. Mainstreaming HIV/AIDS into Development: What It Can Look Like. http://oxfam.intelli-direct.com/e/d.dli?m=234&url=http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/hivaids/downloads/mainstreamind.pdf
Cet article analyse trois domaines d'intégration : le VIH et le SIDA sur le lieu de travail, l'intégration du VIH et du SIDA dans la stratégie et la planification, et les activités en lien avec des interventions ciblées concernant le VIH et le SIDA.



Intégration : questions fondamentales à vous poser et à poser aux autres

O bjectif

L'intégration est plus facile et plus efficace si vous-même et les autres en font une partie intégrante du programme ou du cycle du projet. Autrement dit, à chacune des étapes du processus décisionnel auquel participent votre organisation et votre secteur, il sera important d'étudier les questions et problèmes qui sont en rapport direct avec les effets du VIH et du SIDA.

Cet outil vous présente un ensemble de questions que vous devez vous poser et poser aux autres dans votre travail. La première série est générale et peut s'appliquer à tout secteur ou type de programme. La seconde est propre au secteur de l'éducation et devrait vous aider à gérer/soutenir les décisions dans le cadre de votre programme. L'outil 5 examine des occasions précises de poser ces questions – ou des points d'entrée.

C omment utiliser cet outil

- Utilisez ces questions générales comme liste de contrôle quand vous participez à des discussions sur la planification interne dans votre organisation.
- Utilisez les questions générales et celles qui sont propres au secteur de l'éducation comme références quand vous communiquez des informations à vos partenaires et aux secteurs/gouvernements sur les modes de financement et de mise en œuvre proposés. Il n'est pas nécessaire de poser toutes les questions à chaque fois. Concentrez-vous sur les plus pertinentes.
- Gardez ces questions présentes à l'esprit quand vous examinez les progrès accomplis dans le contexte de votre travail. Il peut s'agir d'un programme ou d'un projet spécifique, au niveau d'un secteur ou même du pays, par exemple dans le cadre de l'élaboration des DSRP.

Q uestions générales

Il faut vous poser les questions suivantes quand vous envisagez de soutenir tel ou tel secteur, programme ou initiative. Ces questions ne sont pas propres au secteur de l'éducation et devraient donc s'appliquer aussi à vos collègues d'autres secteurs. En fait, examiner ces questions avec d'autres membres du personnel de votre organisation qui s'occupent de développement social et humain peut être un moyen très utile de stimuler la discussion et le travail en commun.

- Quels sont les niveaux actuels d'incidence et de prévalence du VIH¹⁷ ? Comment ont-ils évolué avec le temps ? Quels sont les groupes de la population actuellement les plus à risque (par exemple les consommateurs de drogue par injection, les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les jeunes, les femmes, les populations migrantes) ? Comment le VIH devrait-il évoluer pendant les 5 à 10 prochaines années ?
- Le VIH et le SIDA sont-ils perçus comme des problèmes par les parties concernées (le ministère de tutelle du secteur, l'organisation, l'institut de recherche, les parents, les collectivités, etc.) ? Ces parties reconnaissent-elles l'importance de la SSRD comme partie intégrante de la prévention du VIH et du SIDA et de l'atténuation de leurs effets ?
- Quelles sont les activités en cours dans le secteur, le programme ou le projet pour s'assurer que a) les clients (par exemple les apprenants, les patients, les agriculteurs, les réfugiés) et b) les employés (par exemple les éducateurs, le personnel infirmier, les agents de vulgarisation, le personnel des recours d'urgence) peuvent rester en bonne santé et éviter l'infection ?
- Quel pourcentage de jeunes filles et de femmes ont accès aux services de santé sexuelle et reproductive ? Que fait-on actuellement pour assurer la promotion et la défense de la SSRD ?
- Quels effets le VIH et le SIDA pourraient-ils avoir sur le secteur, le programme ou le projet à l'avenir ? Quels en sont les effets actuels et les effets attendus ?

- Qui s'occupe actuellement des questions relatives au VIH, au SIDA et à la SSRD ? Quel est l'engagement des décideurs/autorités/dirigeants locaux ou des autres parties prenantes et partenaires du développement ? Les diverses parties prenantes considèrent-elles cet engagement comme satisfaisant ? Quelles autres parties prenantes faudrait-il mobiliser ?
- Quelles mesures précises peut-on prendre pour renforcer la capacité du secteur à réagir aux effets du VIH et du SIDA aux niveaux du secteur, du programme et du projet ? Le renforcement des capacités en matière de VIH et de SIDA tient-il compte de la SSRD ?
- Qui doit agir ? Les décideurs/autorités/responsables politiques locaux ? Les collectivités ? D'autres parties prenantes ? Peut-on intégrer des actions spécifiques dans le programme ou le projet ?
- Le budget alloue-t-il des ressources aux priorités relatives au VIH et au SIDA ? Quelles ressources (humaines, financières et matérielles) sont nécessaires ? D'où peuvent-elles venir ? Comment les ressources financières peuvent-elles être fournies ? Par l'intermédiaire des autorités ? des collectivités ? dans le cadre du programme ou du projet ? ou d'un partenariat ?
- Le résultat des interventions proposées par le secteur, le programme ou le projet sera-t-il compromis par les effets actuels et futurs du VIH et du SIDA ? Les interventions proposées auront-elles un effet néfaste sur la transmission du VIH ? Quelles stratégies d'adaptation peut-on concevoir et inclure ?
- Comment les activités pourront-elles être suivies et justifiées ? Les propositions comportent-elles des indicateurs mesurables pour le VIH et le SIDA ?
- Comment fera-t-on prendre conscience aux parties prenantes au programme et aux autres partenaires des résultats et de l'impact de ces initiatives ?

Comme vous le voyez il ne sera pas toujours facile de répondre à ces questions. Il est donc important de vérifier que vous disposez d'informations suffisantes pour vous donner une idée d'ensemble de la situation. Certaines de ces informations peuvent figurer dans la documentation qui accompagne les demandes de financement et qui est soumise à votre organisation par les parties concernées (ce peut être le ministère de l'éducation ou un de ses services, une ONG ou des organisations locales). Si ce n'est pas le cas, vous serez peut-être obligé de trouver des informations supplémentaires ou d'envisager d'aider le gouvernement à les obtenir en faisant faire une étude, en appuyant la recherche, en organisant une discussion/un examen technique ou par d'autres moyens encore.

Questions propres à l'éducation

UTILISER L'INITIATIVE DE MISE EN ŒUVRE ACCÉLÉRÉE DE L'EPT POUR ÉVALUER L'ÉTAT DE PRÉPARATION FACE AU VIH ET AU SIDA

L'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) consiste en un partenariat entre pays en développement et donateurs pour soutenir les plans du secteur de l'éducation et elle peut être une très bonne occasion d'examiner en détail comment le VIH et le SIDA sont pris en compte dans le cadre du plan global de ce secteur. Les principes directeurs révisés pour le processus d'approbation de l'IMOA contiennent différents repères et indicateurs relatifs au VIH et au SIDA qui sont utiles dans ce contexte. On peut aussi les utiliser pour examiner les plans existant dans le secteur de l'éducation. Vous trouverez un lien vers ces principes directeurs sous la rubrique « autres sources d'information » à la fin de cet outil.

Dans le secteur de l'éducation, des questions plus spécifiques se posent, en plus des questions générales mentionnées ci-dessus. Elles visent à prendre en compte les aspects relatifs aux dimensions internes et externes de l'intégration (voir l'outil 2).

Questions d'ordre éthique

- Les éducateurs ont-ils les connaissances, les compétences et l'appui nécessaires pour identifier les besoins particuliers d'éducation en matière de VIH et de SIDA et de SSRD et y répondre ?
- Quelles sont les mesures prises pour empêcher l'exploitation sexuelle des apprenants par les éducateurs ? Les personnes occupant des postes clés ont-elles connaissance de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant ?¹⁸
- Comment sont perçus le harcèlement sexuel et/ou les rapports sexuels entre éducateurs et apprenants et quelle réaction suscitent-ils ?
- Les écoles et autres cadres d'apprentissage soutiennent-ils les activités de conseil (assurées par des éducateurs ou des spécialistes) ? Ces conseillers reçoivent-ils une formation ? L'école offre-t-elle un soutien ?
- Que fait le système scolaire pour garantir que toutes les précautions sont prises afin de prévenir ou gérer en toute sécurité les accidents et les blessures à l'école ?¹⁹
- Les écoles peuvent-elles encourager et assurer des services de conseil et de dépistage volontaires du VIH et le font-elles ?
- Existe-t-il une politique indiquant comment l'école doit répondre aux besoins de ceux qui sont touchés par l'épidémie, y compris les apprenants, éducateurs et personnels des deux sexes infectés par le VIH, affectés par le SIDA ou malades ? Les questions de stigmatisation et de discrimination sont-elles traitées ? Comment l'école aide-t-elle ceux qui sont vulnérables (les orphelins par exemple) ? Les personnes qui vivent avec le VIH participent-elles aux activités menées au niveau de l'école ?

QUESTIONS D'ORDRE ÉTHIQUE – L'EXEMPLE DU HARCELEMENT SEXUEL

Le harcèlement sexuel peut être un sujet très difficile à traiter de façon approfondie en raison de barrières morales, sociales, culturelles et politiques. C'est généralement le type de question que nombre de décideurs évitent et c'est un domaine dans lequel il est difficile d'obtenir des données concrètes.

Une approche stratégique de la question peut consister à :

- Inscrire la nécessité d'examiner la question de l'agression et du harcèlement sexuels dans un contexte plus général, par exemple en réalisant une étude sur le « statut des éducateurs », qui analyse comment les éducateurs sont perçus par la collectivité, comme cela a été fait au Mozambique à la fin des années 1990 (Bagnol et Cabral, 1998).
- Identifier des possibilités concrètes de présentation des résultats de ce type d'étude au groupe élargi des parties prenantes de l'éducation, par exemple dans le cadre d'une réunion annuelle sur le bilan de l'éducation, ce qui permettra à d'autres partenaires de l'éducation – tels que ceux chargés des questions de législation et de ressources humaines – de s'exprimer sur le sujet.
- Faire participer les hauts responsables et d'autres parties prenantes (comme les syndicats d'enseignants) à la conception et à la discussion d'une étude de ce type et à la formulation et à la mise en œuvre des recommandations qui en découlent.

Éducation relative au VIH et au SIDA

- Existe-t-il une politique d'éducation obligatoire relative au VIH et au SIDA ? Cette politique concerne-t-elle les éducateurs, les autres personnels et les apprenants ? Est-elle globale et traite-t-elle de la SSRD ? Dans quelle mesure cette politique est-elle connue ? Un soutien est-il apporté à sa mise en œuvre ? Comment est-elle appliquée ?
- Le VIH et le SIDA et la SSRD font-ils partie intégrante de la formation obligatoire et/ou de la formation en cours d'emploi des enseignants ? Figurent-ils obligatoirement dans le programme ? L'éducation relative au VIH et au SIDA est-elle obligatoire pour les apprenants ?
- Quels sont les messages essentiels adressés aux apprenants ? Les compétences nécessaires à la vie courante et la citoyenneté font-elles partie intégrante de l'enseignement et de l'apprentissage relatifs au VIH et au SIDA ?
- L'enseignement et l'apprentissage relatifs au VIH et au SIDA et à la SSRD commencent-ils avant que les apprenants soient sexuellement actifs/avant qu'ils risquent de se droguer ?
- La collectivité ou les associations parents-enseignants sont-elles favorables ou défavorables à l'éducation relative au VIH et au SIDA dans le primaire ? Comment la participation de la collectivité et des parents se traduit-elle ?

- La couverture et l'efficacité des programmes de prévention du VIH, ainsi que de SSRD et d'acquisition des compétences nécessaires à la vie courante ont-elles été évaluées ? Ont-elles été renforcées le cas échéant ?

Quelles sont les sommes consacrées au VIH et au SIDA dans l'éducation ?

Lorsqu'un mandat n'est pas financé, passer de la politique à la pratique peut s'avérer difficile. En Thaïlande, une étude sur le financement du secteur de l'éducation a montré que, malgré l'engagement global du gouvernement en faveur de la prévention du VIH, les fonds alloués au secteur de l'éducation à cette fin étaient minimes et avaient en fait diminué ces dernières années, et ce alors que la prévalence du VIH chez les jeunes augmentait (UNESCO Bangkok, 2006). Ce type d'étude peut être un outil puissant de sensibilisation et de promotion du dialogue et de la discussion.

Ressources financières

- Quelles ressources financières sont-elles éventuellement disponibles pour le VIH et le SIDA dans le secteur ? D'où proviennent-elles ? Dans quelle mesure les parties prenantes ont-elles la maîtrise de ces fonds ?
- Comment le système éducatif contrôle-t-il et justifie-t-il l'utilisation de ces ressources ?
- Comment le budget du système éducatif (recettes et/ou dépenses) peut-il se ressentir du VIH et du SIDA à l'avenir ? S'en ressent-il à l'heure actuelle et, si oui, de quelle manière ? Comment le secteur fait-il face à ces changements ?
- La situation actuelle concernant le VIH et le SIDA a-t-elle conduit à des changements dans le budget de l'État consacré au secteur de l'éducation ?
- Le financement provenant d'autres sources – telles que le secteur privé, la collectivité et les parents – devrait-il évoluer au fil des ans ? De quelle manière ?
- Des fonds sont-ils actuellement alloués au financement des salaires des éducateurs et autres personnels malades qui ne travaillent pas, d'un soutien aux personnes à charge, des obsèques, etc. ?
- Quels sont les mécanismes en place pour appuyer la coordination entre les différentes parties prenantes qui mettent en œuvre la réponse (agences coparrainantes de l'ONUSIDA, organisations bilatérales, ONG, etc.) ?

Ressources humaines

- Quelles sont, ou seront, les conséquences du VIH et du SIDA sur l'offre d'éducateurs et d'autres personnels scolaires (par exemple, directeurs, administrateurs, formateurs et personnel du ministère) à différents niveaux ?
- La planification et les projections relatives au personnel s'appuient-elles sur de bonnes estimations de l'absentéisme, de la mortalité et de la morbidité actuels et attendus parmi le personnel scolaire ?
- Prévoit-on une augmentation du rapport élèves/enseignants ?
- Certaines zones géographiques sont-elles plus touchées que d'autres ? Prévoit-on que certaines zones géographiques seront plus affectées que d'autres (par exemple, régions frontalières, zones de conflit, poches de pauvreté) ? Comment ces zones sont-elles ou peuvent-elles être aidées ?
- A-t-on examiné la politique d'affectation des éducateurs pour prendre en compte la vulnérabilité au VIH et au SIDA et leur impact (par exemple poste proche du foyer, ou plus proche de zones où l'on peut obtenir un ARV) ou pour s'assurer qu'ils sont avec leur famille ?

Apprenants

- Les taux de scolarisation ont-ils baissé ou vont-ils baisser ? Quelle est ou devrait être l'évolution des taux de fréquentation scolaires et d'abandon ? Comment les filles sont-elles affectées par rapport aux garçons ?
- Quelles sont les régions actuellement touchées ? Celles qui le seront le plus durement ?
- Existe-t-il une politique de maintien à l'école des enfants qui sont vulnérables au VIH ou que le SIDA a rendus orphelins ?
- Existe-t-il des plans/programmes pour garantir que les enfants vulnérables ont la possibilité d'aller à l'école – par exemple suppression des droits de scolarité, horaires flexibles pour concilier travail scolaire et tâches ménagères ou activité rémunératrice, alimentation scolaire, services de santé scolaire, aide aux devoirs ?
- Existe-t-il des activités novatrices, comme des programmes scolaires de formation technique et professionnelle ou d'accès à des activités rémunératrices ?

- Que font les écoles pour donner aux apprenants des possibilités accrues de mettre en pratique ce qu'ils apprennent sur la manière de se protéger contre le VIH ?

Législation

La législation actuelle garantit-elle que :

- Les garçons et les filles commencent l'école à un âge approprié ?
- Les filles peuvent continuer leurs études, même si elles deviennent enceintes ou si elles se marient ?
- Les enfants vulnérables ont accès à des ressources supplémentaires ?
- Les apprenants et les éducateurs sont protégés et peuvent agir contre la stigmatisation et la discrimination ?

Participation de la collectivité

- Les écoles peuvent-elles devenir des centres de diffusion de l'information sur le VIH et le SIDA et les questions connexes, comme les compétences nécessaires à la vie courante, l'émancipation des filles et les IST ?
- Une coopération est-elle en place entre la collectivité et l'école ? Quelle forme prend la participation des parents ? Quelles sont les possibilités d'intensifier cette participation ?
- Comment les écoles peuvent-elles donner aux jeunes non scolarisés une éducation en matière de prévention ou comment le font-elles ?

À prendre en considération ...

En lisant ces questions, vous aurez remarqué qu'elles abordent toutes des éléments fondamentaux du système éducatif, comme la législation, la budgétisation, la gestion des ressources humaines, la planification, le programme d'études, la formation des enseignants, la démarginalisation, le suivi et l'évaluation. Cela montre bien combien il est important de veiller à ce que le VIH et le SIDA fassent vraiment partie des activités fondamentales de l'éducation, ce qui est exactement le but de l'intégration.

Occasions de discussion

La liste des questions à examiner est si longue que la tâche peut sembler colossale. Il est toutefois important de reconnaître que, en tant que gestionnaire/spécialiste dans un organisme de coopération au développement, vous avez souvent l'occasion de participer à des discussions et des débats qui rassemblent diverses parties prenantes au niveau des cadres supérieurs et intermédiaires et que vous avez donc la possibilité de soulever des questions relatives au VIH et au SIDA. Cela vous place dans une position privilégiée.

Il est également important de comprendre qu'il n'est pas toujours nécessaire que vous posiez la question personnellement. Certaines des informations dont vous avez besoin peuvent se trouver dans la documentation ; vous pourrez peut-être obtenir d'autres renseignements par des collègues qui travaillent dans le même domaine. D'autres questions peuvent nécessiter l'ajout d'une ligne ou deux au mandat d'un consultant ou d'une étude. Il est souvent utile d'inscrire les questions relatives au VIH et au SIDA dans un cadre plus vaste, comme le financement, les ressources humaines, la qualité de l'éducation et les questions de genre. L'outil 6 vous donne d'autres idées de points d'entrée et d'occasions qui peuvent faciliter l'intégration du VIH et du SIDA.



Questions à explorer

- 1 À quelles étapes du processus d'approbation du financement du développement par votre organisation le VIH et le SIDA constituent-ils des critères officiels ? Pensez-vous que c'est suffisant ? Que changeriez-vous ?
- 2 Dans quelle mesure avez-vous intégré la prise en compte de ces questions dans votre travail ?
- 3 À quels obstacles vous êtes-vous heurté en posant le type de questions énumérées ci-dessus ? Que faut-il faire pour surmonter ces obstacles ?
- 4 Comment les effets du VIH et du SIDA sont-ils évalués dans les autres secteurs que votre organisation soutient ?
- 5 « Le soutien du budget du secteur et du budget général rend plus difficile l'intervention sur des points spécifiques comme le VIH et le SIDA ». Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec cette déclaration ? Dans quelle mesure le VIH et le SIDA constituent-ils des questions spécifiques ?

Autres sources d'information

- UNAIDS, GTZ and JSA Consultants, Ltd. 2002. Mainstreaming HIV/AIDS: A Conceptual Framework and Implementation Principles.
<http://www.afronets.org/files/mainstream.pdf>
Ce document analyse les différences entre « incorporation » et intégration du VIH et du SIDA et donne des exemples tirés de divers secteurs.
- Abt Associates Inc. and University of KwaZulu Natal, HEARD. 1999. AIDS Toolkits – HIV/AIDS and Education.
http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/ev_en.php?ID=3177_201&ID2=DO_TOPIC
Cet ensemble d'outils, élaboré pour les ministères et leurs départements, présente un processus en cinq étapes d'incorporation des questions relatives au VIH et au SIDA dans la planification.
- EPT – Secrétariat de l'Initiative de mise en œuvre accélérée. 2006. Guidelines for the Appraisal of the Primary Education Component of an Education Sector Plan.
http://www.fasttrackinitiative.org/library/Appraisal_guidelines_March_2006.pdf
Ces principes directeurs donnent un aperçu utile des moyens d'évaluer l'intégration du VIH et du SIDA dans le plan d'un secteur de l'éducation.
- Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIPÉ) et EduSector AIDS Response Trust (ESART). Educational Planning and Management in a World with AIDS: A Series of Training Modules.
http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/ev_en.php?ID=5938_201&ID2=DO_TOPIC
Ces modules de formation sont cités dans la section consacrée aux références à la fin de cet outil et on peut les trouver sur le site du Centre d'échange d'informations de l'IIPÉ ci-dessus ou sur CD-ROM.

Où en est l'intégration ?

Objectif

Dans de nombreux pays, les ministères de l'éducation auront déjà fait quelques progrès sur la voie de l'intégration du VIH et du SIDA et de la SSRD. L'évaluation de la situation actuelle constitue un bon point de départ pour élaborer la stratégie de soutien de votre organisation aux processus d'intégration.

Cet outil donne une idée de ce que l'on peut attendre de l'intégration du VIH et du SIDA. Il contient aussi un tableau structuré autour d'un plan en dix points pour une intégration efficace. Dans l'idéal, c'est-à-dire dans le cas où le VIH et le SIDA et la SSRD sont parfaitement intégrés dans l'éducation, ces dix points devraient être pleinement traités. Les actions prioritaires peuvent varier d'un pays à l'autre, selon l'état de l'épidémie, entre autres, mais, en principe, la plupart seraient en place²⁰.

Comment utiliser cet outil

Pour chacun des dix domaines présentés dans le tableau, demandez-vous si ce domaine est traité, dans quelle mesure et jugez de son importance. Cochez « oui », « non », « sans objet », « en cours » ou « prévu » dans la colonne correspondante. Si vous n'êtes pas sûr du statut d'un domaine donné, indiquez - dans la dernière colonne « Mesures possibles » - comment vous obtiendrez cette information. Une autre solution consiste à utiliser cette colonne pour définir ce qui pourrait être fait (par votre organisation ou d'autres) pour progresser.

- Vous pouvez faire cette évaluation seul ou l'utiliser comme outil de discussion avec des partenaires (voir aussi Outil 7 - Analyse des parties prenantes/partenaires). Cela sera particulièrement utile dans les pays à faible prévalence où peuvent exister des domaines d'action moins adaptés et/ou urgents.
- Vous pouvez également adapter ce tableau pour procéder à la même évaluation de la façon dont le VIH et le SIDA sont pris en compte par votre propre organisation ou par le bureau dans lequel vous travaillez.
- Vous pouvez utiliser cet outil comme évaluation de référence pour mesurer les progrès accomplis et identifier les domaines qui posent des problèmes. Dans ce cas, gardez l'évaluation initiale et utilisez cet outil comme cadre. Il peut aussi être intéressant de comparer votre appréciation des progrès réalisés avec celle de vos collègues (autres organismes de développement, autres parties prenantes et le ministère de l'éducation lui-même) et de discuter de toute différence importante.

Domaines stratégiques	Évaluation du statut					Mesures possibles
	Oui	Non	Sans objet	En cours	Prévu	
1. Structures relatives au VIH : mise en place et fonctionnement						
Une équipe stratégique de haut niveau pour le VIH et le SIDA est établie et dotée de fonctions bien définies						
Une unité opérationnelle pour la gestion du VIH et du SIDA est en place, sous la direction d'un haut responsable (qui occupe un poste correspondant à cette fonction)						
Des points de contact sont en place dans les départements clés du ministère de l'éducation (programmes d'études, planification, budget, ressources humaines, etc.)						
Des sous-comités pour le VIH et le SIDA sont en place au niveau de la province, présidés par un haut responsable de l'éducation						
Des groupes de travail pour le VIH et le SIDA sont en place, qui sont chargés de traiter de toutes les questions externes et internes au niveau institutionnel, liées à une réponse multisectorielle						
2. Cadre juridique et politique favorable en place						
Une loi nationale sur l'école est en place, qui régleme les inscriptions, les frais de scolarité, l'école obligatoire pour les filles, etc., et exonère les familles pauvres des droits d'inscription						
Une politique du secteur de l'éducation est en place, assortie d'une vision, de principes, de normes minimales et d'engagements communs						
Une politique du lieu de travail est élaborée en consultation avec les syndicats, conforme aux conditions d'emploi du secteur public et contraignante pour toutes les institutions						
Une politique pour le VIH et le SIDA est élaborée par chaque école, conformément à d'autres politiques comme celles relatives aux compétences nécessaires à la vie courante, à la violence/au harcèlement sexuels, à la SSRD						
Une unité nationale est en place, qui examine l'ensemble des lois, règlements, politiques, procédures, codes de conduite et conventions collectives pour veiller à ce qu'ils tiennent suffisamment compte du VIH et du SIDA						
Des mécanismes sont en place pour garantir que tous les niveaux du système éducatif sont bien informés des politiques						
3. VIH et SIDA intégrés dans tous les plans et budgets						
Une évaluation d'impact de référence est menée et utilisée comme matériel de sensibilisation et de référence						
Il existe un plan VIH et SIDA à l'échelle du secteur lié aux mécanismes habituels de planification, de budgétisation et de suivi et revu chaque année						
Des indicateurs en matière de VIH et de SIDA à l'échelle du secteur sont élaborés et intégrés dans les instruments pertinents utilisés dans tout le système éducatif						
Le Système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) est examiné en vue d'y inclure des indicateurs tenant compte du VIH et du SIDA						
4. VIH et SIDA intégrés dans toutes les fonctions relatives aux ressources humaines						
Les politiques relatives aux ressources humaines sont modifiées pour réduire au minimum la vulnérabilité et tenir compte des départs d'enseignants						
Les conditions d'emploi sont révisées pour tenir compte du VIH et du SIDA (par exemple, des congés maladie de durée raisonnable)						
Le remplacement des enseignants est planifié à partir de l'examen de la demande et de l'offre						
Des principes directeurs sur la prévention et la gestion du VIH et du SIDA sont élaborés et distribués aux gestionnaires de l'éducation et aux éducateurs						
Un code de conduite est adopté par tous les éducateurs les engageant à une tolérance zéro de la violence, des abus (sexuels) et de la stigmatisation						
Un système est mis en place pour assurer la qualité de l'éducation et la contrôler, avec des procédures d'alerte rapide et des mesures correctives						
5. Programme relatif au VIH et au SIDA sur le lieu de travail, élaboration, mise en œuvre et suivi						
Il existe un programme national de sensibilisation bien adapté au personnel national						
Il existe un programme d'éducation par les pairs prévoyant des réunions pendant les heures de travail						
Des conseils en matière de VIH et de SIDA sont disponibles						
Il existe un service d'orientation pour les conseils et le dépistage, le traitement et le soutien social si les intéressés le souhaitent						
Des principes directeurs pour la prévention de l'infection sont élaborés et diffusés, et des ressources (par exemple des gants) sont distribuées						

Domaines stratégiques	Évaluation du statut					Mesures possibles
	Oui	Non	Sans objet	En cours	Prévu	
6. VIH et SIDA intégrés dans les programmes scolaires						
Les programmes scolaires sont modifiés pour inclure les questions relatives au VIH et au SIDA et à la SSRD, et mettent dûment l'accent sur le genre						
Les matériels d'enseignement sont modifiés pour différents niveaux afin de les mettre en conformité avec des méthodes fondées sur les résultats						
L'information et la diffusion des matériels se font						
Des systèmes de suivi et d'évaluation sont en place						
Des jeunes sont recrutés, formés et soutenus en vue d'éduquer leurs pairs						
7. Soutien global disponible pour le personnel et les élèves infectés et affectés						
Des systèmes sont élaborés, mis en place et contrôlés en vue d'identifier les orphelins et autres enfants vulnérables et de les soutenir						
Un programme d'alimentation scolaire est en place pour que tous les apprenants aient au moins un repas par jour						
Le nécessaire est fait pour que les éducateurs participent à des séances d'information sur les signes, les symptômes et la gestion du VIH						
Des dispositifs sont mis en place pour que les enfants infectés et affectés fréquentent régulièrement l'école						
Un service de conseil est en place pour les crises et les deuils						
8. Formation et renforcement des capacités mis en cours pour faire face au VIH et au SIDA						
Le quota annuel d'éducateurs à former augmente en fonction des résultats de l'évaluation d'impact et des priorités qu'elle fait apparaître						
Des éducateurs spécialisés sont formés en fonction de la demande nationale						
Des éducateurs reçoivent une formation relative au VIH et au SIDA et à la SSRD ainsi qu'aux compétences nécessaires à la vie courante						
Des éducateurs sont sélectionnés et formés comme conseillers						
Il existe un système institutionnalisé pour encadrer les éducateurs et les conseillers et les soutenir						
Des ressources sont élaborées, diffusées et intégrées dans une base de données accessible						
9. Partenariats et coordination établis pour renforcer la réponse						
Une base de données des partenaires au niveau du pays et des districts est établie						
Une stratégie de mobilisation sectorielle est définie et mise en œuvre						
Une importante conférence sur l'éducation relative au VIH et au SIDA est organisée deux fois par an						
Des consultations sont menées au niveau du district ; les rôles, les responsabilités et les engagements sont précisés						
L'école organise des séances d'orientation sur le VIH et le SIDA pour les parents						
10. Recherches menées pour renforcer la réponse au VIH et au SIDA						
Un programme de recherche est défini, à partir des études menées et des lacunes identifiées						
Une commission de recherche est créée pour répondre aux questions prioritaires						
Des fonds sont alloués au financement de la recherche						
Une stratégie et des mécanismes de diffusion des résultats de la recherche sont mis en place						

Prise en compte de la prévalence du VIH

Chaque pays a son contexte et ses besoins propres, et sa propre réalité. La prévalence du VIH parmi les adultes est l'un des facteurs qui détermineront le degré de préparation qu'il devra avoir pour faire face au VIH et au SIDA au moyen de l'éducation - notamment les structures et les programmes qui devraient être en place. Ainsi, un pays dans lequel la prévalence sera de 1 % sera nécessairement différent d'un pays où elle sera de 5 % ou plus²¹, car l'impact du VIH sur le secteur de l'éducation n'y sera pas du tout le même. Nous nous attendrions donc à ce qu'il se préoccupe beaucoup plus des questions de planification et de politique qu'un pays à faible prévalence. C'est pourquoi les colonnes du tableau de la page précédente comportent l'option « sans objet ».

Toutefois, utiliser la prévalence du VIH comme seul critère peut prêter à confusion. Il est important d'examiner les données disponibles de façon globale pour se faire une idée de l'évolution de l'épidémie (la prévalence a-t-elle augmenté, dans quels groupes ? Quels sont les risques et les facteurs de protection ? Y existe-t-il des services de conseil et de dépistage volontaires du VIH ? La stigmatisation et la discrimination sont-elles répandues ? Les inégalités entre hommes et femmes sont-elles importantes ? La population est-elle très mobile ?), et quels programmes ont été mis en place en général (dans le secteur de la santé, mais aussi généralement au sein des instances gouvernementales) et dans le secteur de l'éducation en particulier.

Un exemple pratique

En 2005, l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation a réalisé une enquête comparant la mesure dans laquelle 71 pays étaient prêts à répondre au VIH et au SIDA, à les gérer et à en atténuer les effets. L'enquête fournit un point de référence permettant aux pays d'évaluer régulièrement les progrès accomplis, ainsi qu'une base de comparaison entre eux.

Aux fins de l'enquête, les pays ont été classés comme suit en fonction de la prévalence du VIH chez les adultes signalée par l'ONUSIDA :

- Prévalence élevée = 6 % ou plus
- Prévalence moyenne = entre 2 % et 6 %
- Faible prévalence = entre 0,05 % et 2 %

Selon cette classification, 60 % des pays étudiés entraient dans la catégorie à faible prévalence, 20 % dans la catégorie à prévalence moyenne et 20 % dans la catégorie à prévalence élevée.

Compte tenu du fait que la prévalence chez les adultes détermine les mesures qui devraient être en place, le questionnaire de l'enquête a été adapté à différents contextes. Tous les pays ont rempli un questionnaire de base, qui comprenait soixante-treize questions. Les pays à prévalence moyenne ont répondu à huit questions supplémentaires et les pays à prévalence élevée à vingt-sept. Une version du questionnaire général est présentée à la page suivante. Sous la rubrique intitulée « Autres sources d'information » à la fin de cet outil vous trouverez un lien vers le document intégral de l'enquête mondiale sur l'« État de préparation du secteur de l'éducation ».

Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA

Quelques données clés pour le :

Région des Nations Unies : Afrique subsaharienne Prévalence : Élevée Rempli le : 2 avril 04

1. Système éducatif	
• Existe-t-il dans votre pays un seul ministère de l'éducation ou deux (par exemple, Ministère de l'éducation de base et Ministère de l'enseignement supérieur) ?	Deux
• Les effectifs scolaires sont-ils en augmentation, en diminution ou stables ?	En augmentation
2. Structures relatives au VIH et au SIDA au sein du Ministère de l'éducation	
• Au niveau national, existe-t-il un comité ou une unité de gestion expressément chargé de coordonner la réponse à l'épidémie de VIH et de SIDA ?	Oui
• Existe-t-il au niveau du Ministère national des fonctionnaires exclusivement chargés des questions relatives au VIH et au SIDA ?	Oui
• Existe-t-il des structures régionales responsables de la mise en œuvre d'une réponse à l'épidémie de VIH et de SIDA ?	Oui
3. Environnement favorable à une réponse efficace au VIH et au SIDA	
• L'admission dans les écoles et autres établissements d'éducation et les droits de scolarité sont-ils réglementés ?	Oui
• Le Ministère de l'éducation a-t-il une politique spécifique concernant le VIH et le SIDA ?	En cours
• Le Ministère de l'éducation a-t-il une politique concernant le VIH et le SIDA sur le lieu de travail ?	En cours
• D'autres règles et réglementations ont été examinées à la lumière de l'impact et des implications du VIH et du SIDA	Oui
4. Intégration du VIH et du SIDA	
• Existe-t-il un plan stratégique du secteur de l'éducation sur le VIH et le SIDA ?	Oui
• Le VIH et le SIDA sont-ils pris en compte lors de l'élaboration de plans au niveau du district ?	Non
5. Adaptation des ressources humaines aux effets du VIH et du SIDA	
• Les politiques en matière de ressources humaines ont été modifiées pour réduire la vulnérabilité et le risque (par exemple l'affectation d'enseignants loin de leur famille) ?	En cours
• Une analyse d'impact du VIH et du SIDA sur l'offre et la demande de ressources humaines dans le secteur de l'éducation a été réalisée	Oui
• Des principes directeurs ont été élaborés à l'intention des enseignants sur la prise en compte du VIH et du SIDA dans les écoles	Oui
6. Programmes relatifs au VIH et au SIDA sur le lieu de travail	
• Le Ministère/Département met-il en œuvre un programme de sensibilisation au VIH et au SIDA pour tous ses collaborateurs :	
Au niveau national ?	Oui
Au niveau du district ?	En cours
Pour le personnel des établissements d'enseignement	En cours
• Des directives relatives à la mise en œuvre de précautions universelles ont-elles été préparées à l'intention de tous les personnels ?	En cours
• Le Ministère mène-t-il une politique de non-discrimination en matière de recrutement, de promotion, d'emploi permanent et de prestations pour le personnel infecté par le VIH ou malade du SIDA	Oui
• Protégez-vous la confidentialité des informations relatives aux membres du personnel du Ministère séropositifs ou malades du SIDA ?	Oui
7. Le VIH et le SIDA et le programme d'études	
• Votre système éducatif inclut-il un programme sur les compétences nécessaires à la vie courante aux niveaux suivants :	
Primaire ?	Oui
Secondaire ?	Oui
Le programme prend-il en compte les questions de genre ?	Oui
• Des programmes d'orientation axés sur les compétences nécessaires à la vie courante et le VIH et le SIDA destinés aux enseignants ont-ils été mis en place ?	Oui
• Y a-t-il eu un processus d'orientation des parents concernant les programmes sur les compétences nécessaires à la vie courante mis en place dans les écoles ?	En cours
• Des matériels éducatifs sur le VIH et le SIDA sont-ils à la disposition de tous les étudiants dans l'enseignement tertiaire ?	
• Le VIH et le SIDA et les compétences de vie nécessaires à la vie courante font-ils partie intégrante du programme de formation professionnelle de tous les nouveaux enseignants ?	Oui
• S'est-on efforcé d'inclure les jeunes non scolarisés dans les actions de sensibilisation au VIH et au SIDA et les programmes sur les compétences nécessaires à la vie courante ?	Oui
8. Réponses ciblées sur les personnes infectées et touchées	
• Le Ministère met-il en œuvre un programme visant à répondre aux besoins des orphelins et des enfants vulnérables dans le système éducatif ?	Non
• Un programme d'alimentation scolaire est-il en place ?	Non
• Des services de conseil assurés par des conseillers qualifiés sont-ils disponibles dans la plupart ou la totalité des écoles aux niveaux suivants :	
Primaire	Non
Secondaire	Non
9. Création de partenariats en réponse au VIH et au SIDA	
• A-t-on cherché à identifier des partenaires possibles pour agir face au VIH et au SIDA au sein du secteur de l'éducation ?	Oui
• Le secteur de l'éducation a-t-il une stratégie partagée de lutte contre le SIDA ?	Oui
10. Appui de la recherche à la réponse face au VIH et au SIDA	
• Un programme de recherche a-t-il été défini qui vise en priorité à combler les lacunes des connaissances relatives aux effets du VIH et du SIDA dans le secteur de l'éducation ?	Non
• Des recherches ont-elles été commandées pour éclairer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA ?	Oui

Note : Ceci est un questionnaire type abrégé rempli pour l'Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au SIDA 2004. (Le rapport complet figure dans la liste des ressources à la page suivante).

Résultats attendus

Dans la perspective du progrès, il est utile d'avoir une idée des résultats attendus de l'intégration. Le guide de l'ONUSIDA sur la mise en œuvre des réponses nationales (ONUSIDA, 2005b) met en lumière le résultat suivant :

« L'intégration du VIH et du SIDA doit avoir pour résultat que l'épidémie devienne une partie intégrante des fonctions et du fonctionnement habituels d'un secteur, quel qu'il soit. En d'autres termes nous attendons de l'intégration qu'elle aboutisse à la fourniture de services de prévention et d'un soutien aux personnes vivant avec le SIDA ainsi qu'à l'atténuation des effets de la maladie sur les clients du secteur, en tant que partie intégrante de ses activités de planification, de budgétisation, de mise en œuvre et de suivi. »

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous quelques exemples généraux et propres au secteur de résultats à court et à long terme de l'intégration du VIH et du SIDA.

Résultats à court terme	Résultats à long terme (effets)
<ul style="list-style-type: none">● Des matériels sur le VIH et le SIDA et la SSRD, les compétences nécessaires à la vie courante et d'autres questions clés sont inclus dans les programmes d'études.● La sensibilisation au VIH et au SIDA s'est accrue chez les apprenants, le personnel et les gestionnaires de l'éducation.● Des systèmes d'orientation pour le traitement ou des projets pilotes pour les personnels infectés et leurs conjoints sont en place.● Une politique de non-discrimination à l'égard du VIH est adoptée.● Un point et une équipe de contact pour le VIH et le SIDA sont établis au Ministère de l'éducation.● Le personnel des différents secteurs est formé à l'intégration.● Le coût des diverses activités d'intégration est chiffré et inscrit dans le budget.● Les frais de scolarité sont supprimés.	<ul style="list-style-type: none">● Les enfants et les jeunes scolarisés disposent de connaissances et de compétences pour se protéger de l'infection par le VIH.● La prévalence des IST et du VIH chez les jeunes a diminué.● Les enfants affectés par le VIH ont davantage accès à l'éducation et sont plus nombreux à achever leurs études.● Les systèmes organisationnels peuvent répondre à des aspects internes directs et indirects du VIH et du SIDA.● La capacité de planification et de prévision financières pour le VIH et le SIDA est intégrée.● Le personnel vivant avec le VIH est employé à tous les niveaux de l'organisation, y compris à des postes de responsabilité.● La prévalence des IST et du VIH chez les apprenants et le personnel a diminué.● Un traitement complet est disponible pour les membres du personnel infectés et leurs conjoints.



Questions à explorer

- 1 Quels sont les résultats à court et à long terme de l'intégration du VIH et du SIDA énumérés dans le tableau ci-dessus obtenus dans le pays où vous travaillez ? Quels autres résultats faut-il ajouter à la liste à votre avis ?
- 2 À votre avis, quelles sont celles des actions prioritaires mentionnées dans chacune des dix rubriques de l'outil d'évaluation qui sont propres à des pays ayant des niveaux différents de prévalence du VIH chez l'adulte ?
- 3 Trouvez un exemplaire du DSRP ou d'un document équivalent pour le pays où vous travaillez. Dans quelle mesure cette stratégie prend-elle en compte le VIH et le SIDA ainsi que le rôle particulier que l'éducation peut jouer dans la prévention du VIH ?
- 4 L'Enquête mondiale sur l'état de préparation a-t-elle été effectuée dans le pays où vous travaillez ? Qui y a participé et quel en a été le suivi ? Identifiez deux ou trois modes de suivi pouvant être utilisés pour évaluer les progrès accomplis depuis ; identifiez aussi les initiatives particulièrement remarquables de prévention du VIH et d'atténuation des effets du VIH et du SIDA.

Autres sources d'information

- UNAIDS IATT on Education. 2005a. *Global HIV/AIDS Readiness Survey*.
<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001399/139972e.pdf>
- ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2006. *Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au SIDA – Implications en termes de politiques pour l'éducation et le développement*.
<http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001446/144625f.pdf>
L'Enquête mondiale compare l'état de préparation des secteurs de l'éducation dans 71 pays face au VIH et au SIDA et ce qu'ils ont fait pour les gérer et en atténuer l'impact. La première publication contient des annexes contenant une version abrégée de l'enquête utilisée, de même que la version intégrale de l'enquête avec les résultats par pays. Le second document expose les incidences pour les politiques et contient des recommandations visant à influencer sur les réponses futures dans le secteur de l'éducation.
- ONUSIDA. 2006. *Directives pratiques pour l'intensification de la prévention du VIH en vue de l'accès universel*.
http://data.unaids.org/pub/Manual/2007/jc1274-practguidelines_fr.pdf
Ce document contient des directives pratiques sur le thème : « connaître votre épidémie et vos réponses actuelles ». Il est destiné aux décideurs et axé sur l'adaptation de la réponse nationale en termes de prévention du VIH à la dynamique et au contexte social du pays et aux groupes de population qui sont les plus vulnérables et les plus exposés à l'infection par le VIH.
- Anderson, H. et Rylander, B. 2004. *SIDA's Approach to HIV and AIDS in Education – An Overview of Achievements*.
- Visser-Valfrey, M. 2005. *Addressing HIV/AIDS in Education – A Survey of Field Staff of the Netherlands Ministry of Foreign Affairs*. Les deux documents ci-dessus fournissent des informations sur les difficultés posées par l'intégration du point de vue du personnel des institutions. Ils peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante : info-iatt@unesco.org.
- Wilson, D. 2006. *HIV Epidemiology : A review of Recent Trends and Lessons*.
http://data.unaids.org/pub/ExternalDocument/2007/20060913wilson_en.pdf
Cette étude résume les leçons et les tendances récentes de l'épidémie mondiale de VIH et elle est utile pour ceux qui veulent comprendre la dynamique du VIH dans des contextes différents et son influence sur l'élaboration de mesures de prévention efficaces.

Identifier des occasions et des points d'entrée pour l'intégration du VIH et du SIDA

Objectif

L'un des domaines qui posent le plus de problèmes aux responsables de l'éducation dans les organismes de coopération au développement tient à la façon d'incorporer l'intégration du VIH et du SIDA dans le programme. De nombreuses raisons expliquent ces difficultés. Le présent outil vise à vous aider à identifier :

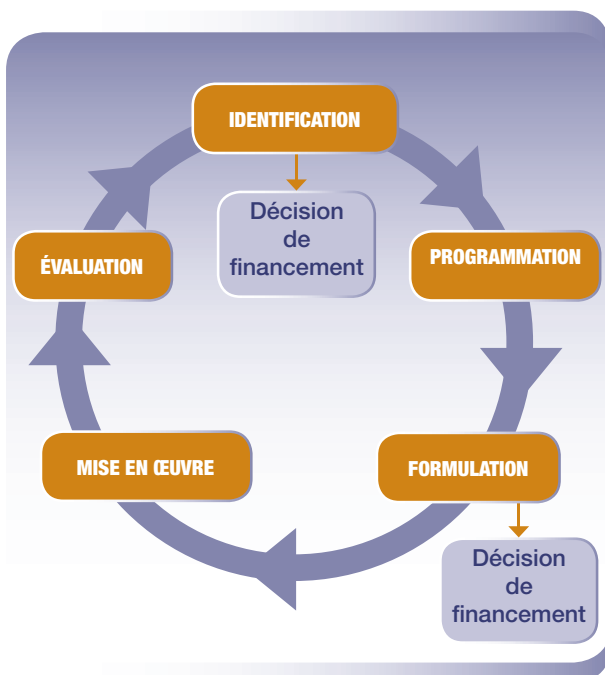
- a) les occasions d'intégrer le VIH et le SIDA dans votre travail quotidien ;
- b) un ou deux points d'entrée spécifiques sur lesquels vous voudrez vous concentrer lorsque vous traiterez de la question du VIH et du SIDA dans l'éducation.

Occasions d'intégration

Le point de départ le plus facile est de repérer les possibilités qui s'offrent dans le cycle de planification et de mise en œuvre de votre secteur ou organisation. Vous pouvez le faire à différents niveaux. Vous pouvez examiner le cycle de planification sous l'angle d'un projet ou d'un programme particulier, du programme que votre organisation finance dans le secteur de l'éducation (qui peut englober diverses initiatives mais pas le secteur dans son ensemble), ou sous l'angle du secteur dans son ensemble.

En examinant le cycle de planification à partir de chacune de ces perspectives, posez-vous les questions suivantes :

- À quelle(s) étape(s) du cycle de planification en est votre programme/organisation ?
- Quelles sont les activités prévues à ces étapes ? Ces activités peuvent être, par exemple, des recherches, des évaluations, des examens, des stages de formation, des événements médiatiques, des réunions thématiques, des consultations avec les parties prenantes.
- Laquelle (lesquelles) de ces activités peut (peuvent), du point de vue de l'intégration du VIH et du SIDA, contribuer à ce qui suit :



■ Améliorer la compréhension	■ Élargir et renforcer la participation des parties prenantes
■ Accroître la base de connaissances	■ Renforcer les capacités
■ Susciter/renforcer l'engagement	■ Créer des partenariats au sein des secteurs/entre secteurs
■ Renforcer le leadership	■ Décentraliser les réponses et les responsabilités
■ Renforcer/affiner les stratégies	■ Améliorer les processus de planification
■ Mettre au point des expériences pilotes	■ Développer le suivi et l'évaluation

Source : Adapté de l'ONUSIDA, de la Banque mondiale et du PNUD (2005a)

Ce ne sont là que quelques-unes des questions que vous pouvez vous poser. De nombreuses autres vous viendront sans doute à l'esprit. L'essentiel est de comprendre que le cycle de planification offre de nombreuses occasions de commencer à résoudre la question de l'intégration du VIH et du SIDA. Il n'existe pas d'activité unique permettant d'atteindre cet objectif : *c'est l'intégration du VIH et du SIDA dans une combinaison d'activités de planification, de budgétisation, de mise en œuvre et de suivi qui garantiront l'apport d'une réponse au VIH et au SIDA par le secteur de l'éducation sur la base de son avantage comparatif.*

Enfin, il est également important de comprendre qu'il peut exister en dehors du cycle de planification, dans un monde moins organisé, des occasions spontanées et imprévues d'appeler l'attention sur le VIH et le SIDA ainsi que la SSRD, par exemple des manifestations internationales (une conférence sur le VIH et le SIDA, ou sur le genre ou encore sur les mauvais traitements infligés aux enfants), des articles des médias, la nomination de nouveaux ministres, la discussion d'une nouvelle loi au Parlement (sur la discrimination, l'avortement ou la violence sexuelle par exemple). Il est fondamental de guetter ces occasions et de faire preuve de créativité pour en tirer parti.

Suggestions pour des points d'entrée généraux

Les réponses que vous apporterez à l'exercice précédent seront spécifiques à la situation et au pays dans lesquels vous travaillez. Voici quelques suggestions d'ordre général en fonction de cinq types de points d'entrée :

- 1) processus existants
- 2) partenariats existants
- 3) questions thématiques
- 4) populations vulnérables spécifiques
- 5) programmes de développement et directives de politique générale.

Au sein de chaque catégorie, vous trouverez des suggestions relatives à des activités d'intégration du VIH et du SIDA.

Processus existants

Les processus ordinaires de planification des organismes et des organisations gouvernementales (telles que le Ministère de l'éducation) peuvent être utilisés comme point de départ. Voici des exemples de points d'entrée possibles :

- L'examen annuel du plan d'éducation ou d'initiatives majeures, par exemple en Zambie l'examen annuel du Plan du secteur de l'éducation en 2007 comportait un mandat spécifique relatif à l'évaluation des progrès accomplis en matière de VIH et de SIDA et une personne, ajoutée spécialement à l'équipe d'examen, a été chargée de mener cette évaluation (ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation, 2007d).
- D'autres processus sectoriels de planification, comme les bilans à mi-parcours dans lesquels des questions se rapportant spécifiquement au VIH et au SIDA peuvent être incluses.
- Des événements médiatiques, par exemple à l'occasion du lancement de nouvelles initiatives. La région des Caraïbes nous donne des exemples de campagnes de sensibilisation très médiatisées menées par des personnalités dans le cadre desquelles les parties prenantes et les responsables d'autres secteurs jouent un rôle en faisant pression sur le secteur de l'éducation pour qu'il s'engage davantage à agir face au VIH et au SIDA.
- La discussion de réformes majeures de l'éducation (réformes du programme, réforme de la fonction publique, législation, etc.). Au Mozambique par exemple, le programme d'études révisé prévoit qu'un certain temps est consacré à un « programme local » dans lequel on a parfois intégré un contenu local spécifique concernant la prévention du VIH et l'atténuation des effets du VIH et du SIDA.
- De grandes initiatives internationales comme le processus d'approbation national de l'IMOA et l'examen des progrès accomplis dans la réalisation des OMD.
- Des études et projets de recherche, par exemple un examen complet des effets de l'éducation sexuelle dans les écoles sur les attitudes et le comportement des jeunes tel qu'il est prévu actuellement en Thaïlande.
- Des stages de formation, par exemple en incluant des prévisions sur l'évolution du VIH et du SIDA dans la formation à la planification et à la gestion de l'éducation, comme l'a fait l'Afrique du Sud.
- Des initiatives spéciales, par exemple la création d'une unité consacrée au VIH et au SIDA au Ministère de l'éducation, ou l'examen de la législation relative à l'inspection des écoles.

Partenariats existants

Dans de nombreux pays, des partenariats seront mis en place entre différents organismes et ministères qui pourront servir de point d'entrée pour agir face au VIH et au SIDA. Ainsi, au Mozambique, le Ministère des affaires sociales collaborait déjà avec le Ministère de l'éducation sur les questions relatives à la petite enfance. Ce lien existant a été mis à profit pour élaborer des stratégies visant à traiter des problèmes rencontrés par les enfants rendus orphelins par le SIDA. Dans d'autres pays, l'enseignement professionnel fait que des liens encore plus solides peuvent être noués entre l'agriculture, l'industrie et l'éducation. Dans certains cas, le partenariat avec le secteur privé peut être un moyen utile de se familiariser avec des politiques efficaces sur le lieu de travail. Ainsi, en Thaïlande, la réponse du secteur privé au VIH et au SIDA a été très innovante (Coalition des entreprises de Thaïlande contre le SIDA, Confédération des employeurs de Thaïlande et Organisation internationale du travail, 2003). L'analyse minutieuse de cette expérience pourrait fournir des indices intéressants sur des interventions possibles dans le secteur de l'éducation, en particulier en ce qui concerne la protection des travailleurs.

Parmi les exemples de partenariats que vous pouvez utiliser comme points d'entrée, citons :

- Les groupes de travail ministériels multisectoriels centrés sur des questions et sujets spécifiques, par exemple les orphelins et autres enfants vulnérables.
- Les groupes de travail ou les groupes thématiques qui entrent dans le cadre du Programme national sur le SIDA ou de son équivalent et rassemblent les parties prenantes de divers secteurs.
- Les équipes spéciales ou les groupes thématiques coordonnés par le Ministère de l'éducation.
- Les groupes de coordination des donateurs qui s'occupent du secteur de l'éducation en particulier ou de l'aide au développement en général.
- Les réseaux et réunions de la région.
- Les groupes de coordination ou de travail de la société civile.
- Les Groupes de travail sur le DSRP.
- Les groupes de travail sur les OMD.
- Les groupes de travail établis dans le cadre du processus d'approbation de l'IMOA.

Questions thématiques

En général, la réduction de la pauvreté, le genre, les mouvements de population et la sécurité alimentaire sont de bons exemples de questions de développement qui offrent des occasions d'intégrer le VIH et le SIDA et la SSRD. Toutes les parties ne saisissent pas toujours pourquoi il est important de les inclure dans l'approche de ces questions. Aussi peut-il être nécessaire de rechercher des données ou de faire faire des études qui fournissent ces informations.

Dans le secteur de l'éducation, les exemples de questions thématiques – outre le genre – peuvent être celles de l'accès et de l'équité, de la qualité de l'éducation, de la réforme de la formation des enseignants ou de la mise en valeur des ressources humaines. Dans le cas de la formation des enseignants, par exemple, les questions à se poser sont en règle générale les suivantes : quel est l'impact du VIH et du SIDA sur le personnel enseignant ? Quel sont les effets de la stratégie d'affectation et de mutation des éducateurs sur le VIH ? Quels sont les éducateurs les plus vulnérables à l'infection par le VIH ? Comment peut-on renforcer la politique en matière de formation et de ressources humaines pour réduire la vulnérabilité au VIH ? Quel rôle devraient jouer les éducateurs dans la prévention du VIH et la promotion de la SSRD et que faut-il pour qu'ils puissent jouer ce rôle efficacement ?

Populations vulnérables spécifiques

Les populations vulnérables, appelées aussi populations clés, constituent des points d'entrée importants, surtout dans les zones à faible prévalence où l'épidémie est encore limitée à certains groupes. Les populations clés peuvent être celles qui vivent le long des itinéraires de migration ou dans les zones frontalières ou encore dans des zones de conflit. En Thaïlande, par exemple, les jeunes constituent de plus en plus une population à risque parmi laquelle l'infection par le VIH augmente plus vite que dans tout autre groupe. Dans le secteur de l'éducation, les orphelins et les enfants vulnérables sont un groupe pertinent. Les apprenantes adultes, les professionnels du sexe et les consommateurs de drogue par injection peuvent être d'autres groupes clés.

Programmes de développement et directives de politique générale

Il est essentiel de s'assurer que l'intégration est légitime. Il y a diverses façons de le faire. L'une consiste à lier l'intégration à des programmes de développement précis, par exemple aux objectifs constitutionnels des autorités locales ou aux OMD. Une autre est d'avoir recours à des principes directeurs spécifiques. Ceux-ci peuvent exister – au niveau du secteur ou du gouvernement – mais ils ne sont pas réellement diffusés, utilisés ou opérationnels. Ce qui manque souvent, c'est le soutien à leur diffusion et à leur application. La Zambie, par exemple, a élaboré une excellente politique en matière de VIH et de SIDA sur le lieu de travail dans le secteur de l'éducation, mais il y a encore à faire pour qu'elle soit réellement diffusée dans les écoles et pour que ses incidences soient intégrées aux processus de gestion de l'éducation.

UGANDA – EXEMPLE D'UNE DIRECTIVE DE POLITIQUE GÉNÉRALE

« Les ministères sectoriels devront revoir et renforcer les plans d'action stratégiques. Ces plans devront décrire les avantages comparatifs et les interventions prévues de chaque ministère dans la lutte contre le VIH et le SIDA, y compris le problème des orphelins en Ouganda. »

Source : Commission ougandaise de lutte contre le SIDA (2000)

Six principes directeurs

Un examen récent des expériences d'intégration (ONUSIDA, Banque mondiale et PNUD 2005a) met en évidence six principes tirés des expériences internationales d'intégration du VIH et du SIDA. Il sera important de garder à l'esprit ces six principes lorsque vous chercherez à tirer parti des occasions et des points d'entrée que vous aurez identifiés.

PRINCIPE 1	Pour recueillir une adhésion suffisante et maintenir un axe critique, il faut identifier un point d'entrée ou thème clairement défini et ciblé pour l'intégration du VIH et du SIDA.
PRINCIPE 2	Les efforts d'intégration doivent s'inscrire dans les cadres et les structures institutionnelles existantes.
PRINCIPE 3	La sensibilisation, l'éducation permanente et le renforcement des capacités sont nécessaires pour que les intéressés soient mieux armés pour entreprendre le travail d'intégration. Cela ne se fera pas tout seul.
PRINCIPE 4	Il faut distinguer clairement l'intégration interne et externe et veiller à ce que l'une et l'autre soient réalisées.
PRINCIPE 5	Il faut créer des partenariats stratégiques fondés sur les avantages comparatifs, la rentabilité et la collaboration pour assurer une mise en œuvre efficace. Il peut être très efficace de tirer les leçons d'autres efforts d'intégration et de s'en inspirer.
PRINCIPE 6	Il faut mener à bien une action exceptionnelle pendant tout le processus, aux niveaux sectoriel, national et international, pour que les réponses au VIH et au SIDA conservent leur pertinence et leur efficacité à mesure que l'épidémie évolue.

Source : ONUSIDA, Banque mondiale et PNUD (2005a)



Questions à explorer

- 1 Examinez les points d'entrée proposés. Lesquels offrent les meilleures possibilités du point de vue de votre secteur ? Pourquoi ?
- 2 Quels sont, dans le pays où vous travaillez, les processus en place dont vous pouvez vous servir ? Qui sont les acteurs influents dans ces processus ? Réfléchissez à la manière dont vous pouvez les influencer.
- 3 Quelles activités de suivi pouvez-vous d'ores et déjà envisager ? L'intégration nécessitera plus qu'une simple tentative ponctuelle. Comment garantirez-vous que « l'énergie » produite grâce au(x) point(s) d'entrée que vous avez identifié(s) sera durable ?

Autres sources d'information

- Direction suisse du développement et de la coopération (DDC). 2004. *Intégrer la lutte contre le VIH et le SIDA dans la coopération internationale*. http://preview.deza.ch/ressources/ressource_en_24553.pdf
Recueil de documents, de listes de contrôle et d'exemples d'intégration du VIH et du SIDA visant à élaborer une politique sur le lieu de travail. L'accent est mis sur l'élaboration de systèmes de suivi et d'évaluation dès le départ.
- UNESCO. 2008a. *Fiches techniques EDUSIDA sur les éléments essentiels d'une réponse globale du secteur de l'éducation*. <http://www.unesdoc.unesco.org/images/0015/001584/158436f.pdf>
Ces fiches ont été préparées dans le cadre de l'Initiative mondiale de l'ONUSIDA sur l'éducation et le VIH & SIDA (EDUSIDA), menée par l'UNESCO. Sources d'information pour les décideurs, elles couvrent une trentaine de domaines en rapport avec les éléments essentiels d'une réponse globale du secteur de l'éducation.
- Fransen, L. et Whiteside, A. 1997. 'Document 5: Including HIV/AIDS In Consultants' Terms of Reference' in *Toolkit: Considering HIV/AIDS in Development Assistance* (prise en compte du VIH/SIDA dans l'aide au développement). <http://www.worldbank.org/aidsecon/toolkit/tor.htm>
Les auteurs font valoir que les consultants doivent tenir compte du VIH et du SIDA. Ces principes directeurs visent à indiquer où et comment procéder.
- UNESCO et Education Development Centre, Inc. (EDC), SA (CDE). 2005. *Leading the Way in the Education Sector: Advocating for a Comprehensive Approach to HIV and AIDS in the Caribbean*. <http://www.caribbeanleaders.org/advocacy/materials/default.html>
Cet ensemble de documents, composé de fiches techniques, d'un cahier d'activités de sensibilisation, d'affiches et d'un CD-ROM, décrit l'initiative prise par le EDC et l'UNESCO pour que des leaders prennent la direction des activités relatives au VIH et au SIDA dans le secteur de l'éducation.
- OIT. 2002. *Manuel d'éducation et de formation : mise en œuvre des directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail*. <http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/publ/manualfr.htm>
Ce manuel a pour objectif d'aider les utilisateurs à comprendre les problèmes et à appliquer les directives pratiques de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail. Il se présente comme un document de pédagogie et de référence de même que comme un outil de formation, de négociation et de sensibilisation en vue de l'intégration des questions liées au VIH dans le monde du travail.

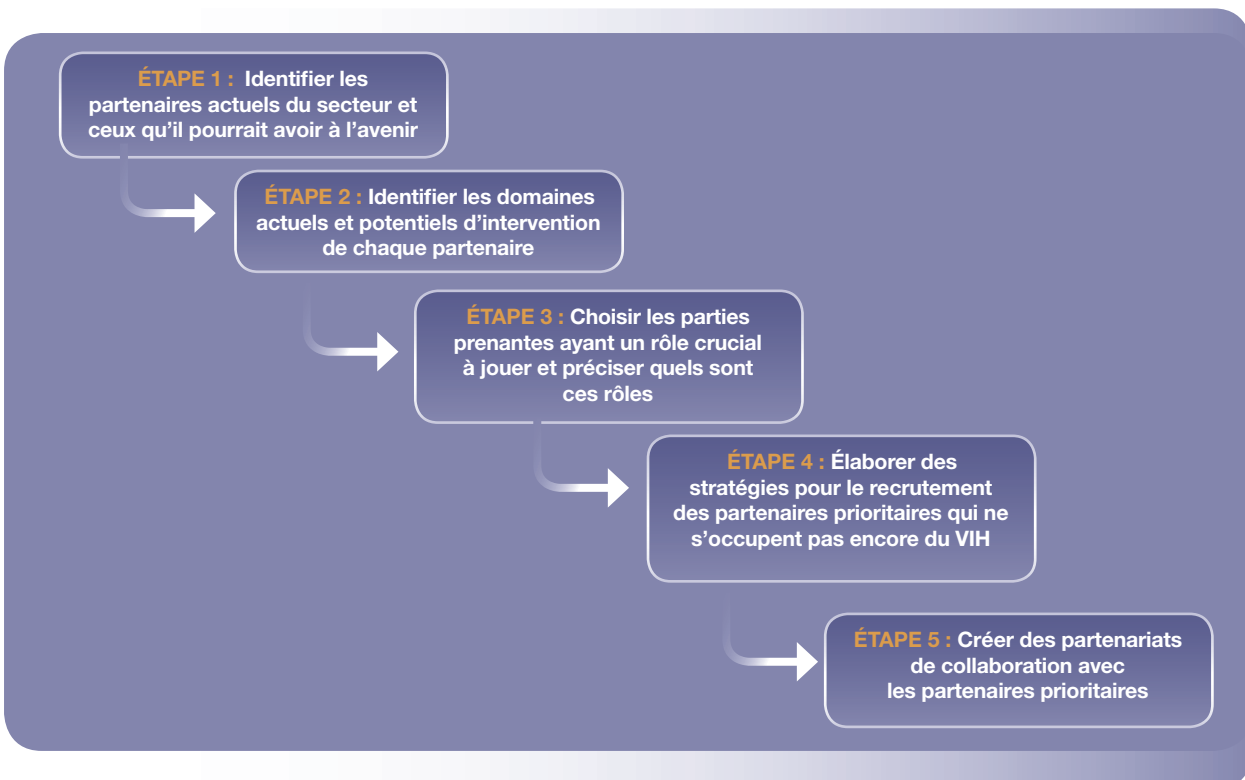
Analyse des parties prenantes/ partenaires pour l'intégration du VIH et du SIDA

Objectif

L'intégration du VIH et du SIDA nécessite la sensibilisation des principales parties prenantes du secteur. Le présent outil propose une analyse des parties prenantes en cinq étapes, qui peut aider à comprendre qui fait quoi en matière d'éducation et de VIH et de SIDA et à définir la marche à suivre. Comme nous l'avons vu dans l'Outil 6, les partenariats peuvent être un point d'entrée important pour l'intégration du VIH et du SIDA.

Comment utiliser cet outil

- Il peut être très utile de mener ce type d'analyse avec d'autres organisations qui ont des préoccupations analogues.
- Dans cet outil vous trouverez un cadre type pour la réalisation des analyses de cette nature.
- Vous voudrez peut-être utiliser ces données pour créer puis tenir à jour une base de données de toutes les organisations qui assurent un ou plusieurs services liés au VIH et au SIDA dans un domaine particulier.



Les étapes en détail

Étape un

Identifier (i) les partenaires actuels du secteur et (ii) tous les partenaires potentiels par domaine. Domaines possibles :

- au sein du gouvernement – différents niveaux/sphères et autres ministères/secteurs ;
- organisations paraétatiques/quasi gouvernementales ;
- leaders traditionnels ;
- partenaires du développement ;
- réseaux ;
- conseils ;
- associations (professionnelles et bénévoles) ;
- associations ou réseaux de personnes qui vivent avec le VIH (y compris les réseaux d'enseignants séropositifs) ;
- syndicats ;
- secteur privé (commerce et industrie), notamment les fabricants de préservatifs ;
- établissements de formation ;
- instituts de recherche ;
- ONG et structures de la société civile ;
- secteur informel.

Étape deux

Identifier pour les partenaires existants comme pour les partenaires potentiels (i) leurs domaines actuels et (ii) potentiels d'intervention dans le secteur de l'éducation, qu'ils se rapportent ou non au VIH et au SIDA. Demandez-vous, par exemple, quelles organisations participent ou peuvent participer aux activités suivantes :

- élaboration de la politique ;
- sensibilisation ;
- planification ;
- coordination ;
- mise en œuvre ;
- renforcement des capacités ;
- apport technique ;
- mise à disposition de ressources ;
- suivi et évaluation ;
- recherche ;
- communication et médias ;
- sports et culture ;
- activités religieuses ;
- action communautaire.

Pour les partenaires qui peuvent fournir des ressources, il est utile de les répertorier par :

- zone d'intérêt géographique ;
- axes prioritaires des programmes ;
- type de ressources qu'ils peuvent fournir.

Étape trois

À partir de la liste, identifier les partenaires dont la participation est cruciale pour la réussite de la réponse du secteur au VIH et au SIDA et le rôle spécifique qu'ils devraient jouer. Ils doivent devenir les partenaires prioritaires avec lesquels collaborer.

Étape quatre

Enfin, pour ces partenaires prioritaires, décider du mode de recrutement de ceux qui ne sont pas encore parties prenantes, en désignant le responsable de ce recrutement et en lui fixant des délais. Vous pourrez trouver l'Outil 6 utile pour l'identification de stratégies de recrutement.

Étape cinq

Formaliser une relation avec un partenaire ou une partie prenante peut éviter la confusion des rôles et des responsabilités et faciliter la mise en œuvre.

En outre, certains types d'activités pourraient faire l'objet d'accords spéciaux, tels les suivants :

- Un mémorandum d'accord qui, bien que n'étant pas juridiquement contraignant, est une acceptation tacite de travailler ensemble. Il peut inclure l'engagement de fournir certains services ou de mettre en œuvre certaines activités.
- Les partenariats d'assistance technique, qui sont des accords visant à appuyer des processus et des services dans des domaines où sont requis des niveaux de qualification élevés pour mettre en place des programmes et des systèmes opérationnels.
- Les accords de partenariat dans le domaine des services, aux termes desquels le secteur bénéficie de services permanents assurés sur une base contractuelle par une organisation qui peut être à but non lucratif ou à but lucratif.
- Les services de conseil, tels que les services de suivi et d'évaluation ou les services de gestion de projets, qui sont généralement rémunérés à l'acte et sont souvent ponctuels.

Partie prenante	Domaine d'intervention									
	Politique	Sensibilisation	Planification	Coordination	Mise en œuvre	Renforcement des capacités	Appui technique	Mise à disposition de ressources	Recherche	Suivi
Autres ministères a) b) c)										
Autres institutions gouvernementales a) b) c)										
Organisations paraétatiques/ quasi gouvernementales a) b) c)										
Partenaires du développement a) b) c)										
Établissements de formation a) b) c)										
ONG et société civile a) b) c)										
Groupes religieux a) b) c)										
Associations professionnelles a) b) c)										
Associations bénévoles a) b) c)										
Associations de personnes qui vivent avec le VIH a) b) c)										
Instituts de recherche a) b) c)										
Secteur privé a) b) c)										
Secteur informel a) b) c)										



Questions à explorer

- 1 Qui sont les partenaires potentiels dans votre secteur ?
- 2 Identifiez parmi les domaines d'intérêt énumérés ci-dessus sous la rubrique « Étape 2 » ceux qui ne sont guère abordés dans votre secteur. Pourquoi retiennent-ils moins d'attention ? À votre avis, que pourrait-on faire pour que cela change ?

Autre source d'information

- Brown, J. Ayvalkil and Mohammad, N. 2004. *Transformer les bureaucrates en guerriers : préparer et exécuter les programmes multisectoriels VIH/SIDA en Afrique.* <http://www.worldbank.org/afr/aids/gom/gom.htm>

Ce manuel a été élaboré pour aider ceux qui préparent et exécutent les programmes nationaux multisectoriels relatifs au VIH et au SIDA. Il contient les enseignements tirés, des exemples de bonnes pratiques et des conseils opérationnels destinés à améliorer l'efficacité et l'efficacité de la mise en œuvre des programmes relatifs au VIH et au SIDA.

Communication et sensibilisation en faveur de l'intégration du VIH et du SIDA

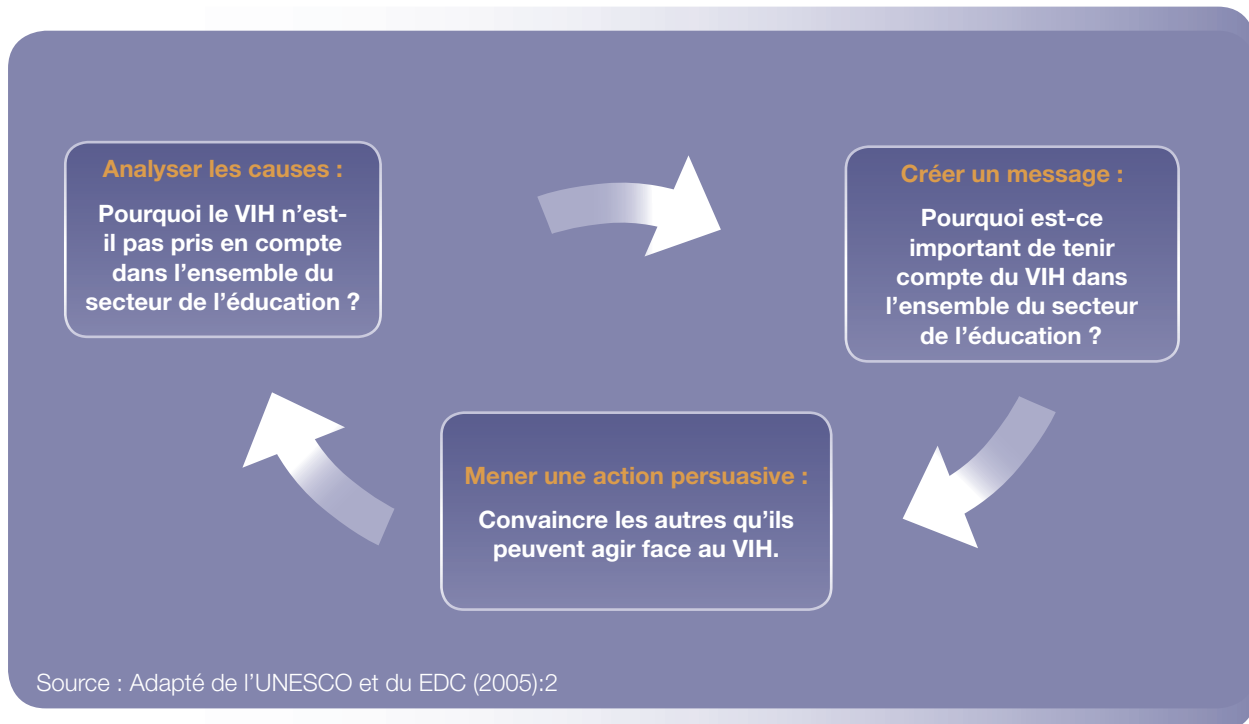
Objectif

Pour réussir l'intégration du VIH et du SIDA dans le secteur de l'éducation, vous devez faire comprendre clairement ce que vous tentez de faire. Comme ce type d'intégration nécessite une nouvelle approche du VIH et du SIDA et implique des changements au niveau des systèmes, d'importants efforts de sensibilisation seront probablement nécessaires pour obtenir l'adhésion des principales parties prenantes.

Le présent outil fournit des informations sur les activités de sensibilisation et la création de messages clairs, de même qu'un modèle pour vous aider à élaborer des arguments précis qui correspondent aux motivations, aux convictions et au comportement de votre public cible. Une feuille de travail a été ajoutée pour vous aider à élaborer un plan d'action pour la sensibilisation.

La sensibilisation en tant que stratégie

La sensibilisation est une technique utilisée pour influencer les politiques publiques, les lois, les réglementations, l'allocation des ressources (notamment financières) et l'accès aux services au moyen de différentes formes de communication persuasive. Elle est utilisée pour motiver autrui à agir face à un problème ou en faveur d'une cause. Le succès de la sensibilisation se mesure lorsque le changement s'amorce et que l'élan ne faiblit pas. Vous trouverez ci-dessous un modèle du processus de sensibilisation en action.



Thèmes du travail de sensibilisation

À l'échelle sectorielle, voici certains des principaux thèmes qui doivent être abordés dans le cadre de campagnes de sensibilisation en faveur de l'intégration du VIH et du SIDA :

- Veiller à ce que les écoles et autres environnements/ programmes d'apprentissage contribuent à transmettre aux enfants et aux jeunes l'information dont ils ont besoin pour se protéger de l'infection par le VIH.
- Améliorer la coordination avec d'autres organisations et organismes de financement afin que les ressources soient allouées aux priorités existantes.
- Faire face à la baisse potentielle de l'effectif des éducateurs et des autres personnels scolaires.
- Maintenir les élèves à l'école et leur donner ce dont ils ont besoin ; aller au devant des jeunes non scolarisés, en particulier les enfants rendus orphelins par le SIDA.
- Faire participer la communauté, notamment les parents et les autres aidants.
- Faire face à toutes contraintes potentielles sur les ressources financières et humaines.

Composantes essentielles d'une approche globale des problèmes qui se posent au niveau de l'école :

- Un environnement scolaire sans stigmatisation, discrimination, inégalités entre les sexes, harcèlement sexuel, homophobie ni violence.
- Un programme d'études qui s'appuie sur des stratégies d'apprentissage participatif pour transformer les connaissances en comportements sains – appliqués par des éducateurs qualifiés.
- Des services tels que le conseil et le dépistage volontaires pour le VIH, la santé psychosociale, la nutrition, le traitement, les soins et le soutien.
- Des politiques pour le lieu de travail qui protègent les droits des travailleurs à tous les échelons de l'organisation, y compris les personnes affectées et infectées.

Dans certains cas, vous plaidez vous-même pour ces questions, par exemple en évoquant les problèmes liés au VIH et au SIDA dans les réunions de coordination des donateurs. Dans d'autres, vous travaillerez avec d'autres, par exemple si votre organisation contribue financièrement à la tenue d'une réunion thématique sur le VIH et le SIDA au cours de laquelle les résultats d'études importantes seront présentés. Dans les deux cas, vous devrez bien réfléchir au message principal que vous tentez de faire passer, en gardant à l'esprit que la clarté est fondamentale. Vous ne devrez pas perdre de vue que travailler par l'intermédiaire d'autres personnes ajoute un élément de complexité qui

vous obligera à réfléchir de façon créative à la manière d'amener autrui à faire un travail de sensibilisation.

Créer un message clair

Un message qui porte cible les préoccupations, les problèmes, les besoins et les intérêts de ses destinataires. Votre message sera efficace si vous pouvez répondre à trois questions essentielles :

- En quoi votre message peut-il changer le cours des choses pour votre public cible ?
- Pourquoi y prêterait-il attention ?
- Quelle mesure souhaitez-vous lui voir prendre ?

Voici quelques conseils pour que votre message soit accessible à votre public et en retienne l'attention :

- **Soyez clair.** Faites comprendre le problème, les changements que vous souhaitez, la raison de leur importance et à qui ils profiteront.
- Restez concentré sur les **points essentiels**. Si votre message est trop complexe, les destinataires auront du mal à vous suivre et « décrocheront ».
- Faites en sorte que **votre message soit immédiat et convaincant**. Donnez un sentiment d'urgence auquel les destinataires peuvent être sensibles. Présentez des faits à l'appui de votre argumentation et expliquez les conséquences de l'absence d'action.
- **Ne laissez personne indifférent.** Trouvez un équilibre entre les faits et des anecdotes qui illustrent l'aspect humain du problème. Faites comprendre que les écoles sont des lieux de vie, d'apprentissage et de travail pour les éducateurs et les apprenants.
- Utilisez **des exemples spécifiques** tirés de votre expérience ou de celle de vos publics.
- Utilisez **des images et un langage vivants** que votre public pourra comprendre facilement.
- **Évitez le jargon et les données complexes.** Présentez les données de manière à ce que votre public les comprenne plus facilement.
- **Concentrez-vous sur les intérêts du public** qui sont liés à votre démarche. Commencez par ce que votre public sait et croit. Puis partez de là pour montrer comment un changement peut créer une situation où tout le monde est gagnant.
- Soyez prêt à **faire face aux sentiments négatifs** que votre public peut avoir.

- Incluez au moins **deux ou trois affirmations claires** qui commencent par « il faut que vous... ». Ces affirmations donneront au public une orientation claire sur ce qu'il peut faire en faveur de la cause que vous défendez.

Triangle du message

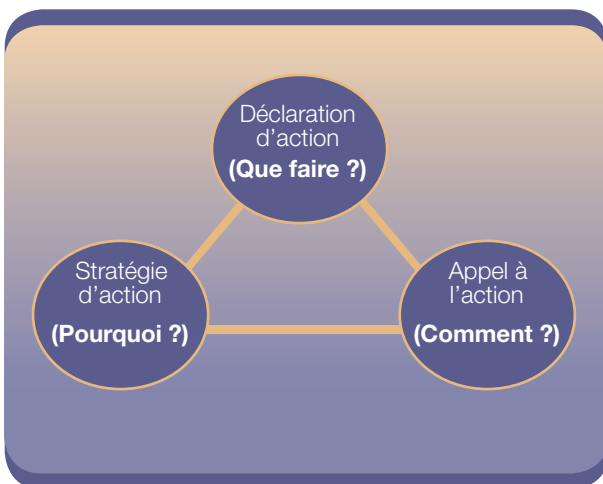
Les messages de sensibilisation sont le plus efficace s'ils ne contiennent pas plus de trois points. Ces points doivent porter sur le *quoi*, le *pourquoi* et le *comment*. Nous pouvons les visualiser sous la forme d'un « triangle ».

Déclaration d'action : *Quelle* action voulez-vous mener pour intégrer le VIH et le SIDA dans le secteur de l'éducation ? Votre déclaration doit être précise et ne porter que sur une action à la fois. Utilisez un triangle séparé pour chaque question.

Stratégie d'action : *Pourquoi* proposez-vous cette action ? Donnez des raisons décisives de façon que le public puisse comprendre facilement.

Appel à l'action : *Comment* votre public peut-il résoudre le problème que vous avez présenté ? Quelles mesures voulez-vous qu'il prenne pour y faire face ? Proposez des mesures très ciblées et réalistes.

Écrivez des réponses concises mais précises à chacune des questions sous l'angle du problème de sensibilisation dont vous traitez.



Voici deux exemples de message créés en utilisant le triangle pour traiter de l'intégration du VIH et du SIDA dans le secteur de l'éducation.

SCÉNARIO 1 :

L'intégration dans un contexte à faible prévalence du VIH

Comme la prévalence du VIH est faible, il peut être plus difficile de percevoir la nécessité d'intégrer le VIH et le SIDA dans le secteur de l'éducation et d'allouer des ressources à cette intégration que dans un contexte à forte prévalence. L'action proposée consiste donc à réorganiser et à compléter ce qui existe plutôt qu'à créer un projet ou un programme nouveau.

Déclaration d'action (Que faire ?)

Il faut intégrer le VIH et le SIDA dans le programme scolaire existant pour tous les groupes d'âge en les abordant sous l'angle des compétences nécessaires à la vie courante.

Stratégie d'action (Pourquoi ?)

- Tous les enfants et les jeunes doivent acquérir des connaissances de base en matière de VIH et de SIDA et savoir comment s'en protéger et empêcher l'infection par le VIH.
- L'école est le meilleur endroit pour dispenser ces connaissances à ceux qui la fréquentent.
- L'intégration de ce sujet dans un élément voisin du programme scolaire existant est la démarche la plus rentable pour atteindre les élèves.

Appel à l'action (Comment ?)

- Examinez le programme existant en matière de SSRD et de compétences nécessaires à la vie courante pour tous les groupes d'âge afin de voir s'il traite du VIH et du SIDA et dans quel contexte.
- Ajoutez l'étude du VIH et du SIDA au programme scolaire s'il y a lieu.
- Assurez-vous qu'il existe des incitations pour que ces éléments du programme soient enseignés (par exemple en les rendant obligatoires, en en tenant compte dans l'évaluation du travail des éducateurs ou en rendant le système éducatif responsable des résultats obtenus par rapport à certains indicateurs).

SCÉNARIO 2 :

L'intégration dans un contexte à prévalence élevée

Quand la prévalence du VIH est élevée, la nécessité d'intégrer ces questions dans le secteur de l'éducation est forte. Il est plus probable que l'on disposera de ressources pour élaborer un nouveau programme.

Déclaration d'action (Que faire ?)

Nous devons élaborer des programmes de conseil et de dépistage volontaires pour les éducateurs pour qu'ils soient informés de leur statut VIH et accéder au traitement si nécessaire.

Stratégie d'action (Pourquoi ?)

- Quand les éducateurs ont connaissance de leur statut VIH, ils peuvent faire des choix bons pour leur santé, qui les aideront à rester à leur poste et à mieux travailler.
- Un programme de conseil et de dépistage volontaires mis en œuvre par le secteur de l'éducation à l'intention des éducateurs rendra le dépistage du VIH plus accessible. Ce programme fera aussi comprendre aux éducateurs et à la collectivité qu'il est important de savoir pour rester en bonne santé.

Appel à l'action (Comment ?)

- Évaluez les programmes existants pour déterminer s'ils touchent déjà les éducateurs et dans quelle proportion.
- Élaborez et mettez en œuvre un programme de conseil et de dépistage volontaires pour les éducateurs qui complète les services existants.
- Faites connaître le programme et l'avantage qu'il y a à connaître son statut VIH.

P lan d'action

Remplir le tableau vous aidera à bien réfléchir à votre plan d'action et à l'élaborer. Les mesures qui y sont énumérées ne sont qu'un exemple. Vous souhaitez peut-être les modifier en fonction de votre situation. Déterminez ensuite qui est chargé de veiller à ce que ces mesures soient prises et les délais fixés.

Mesures à prendre	Qui est responsable	Date limite
Première prise de contact <ul style="list-style-type: none">■ Écrire des lettres ou des courriels■ Téléphoner■ Tenir une réunion		
Exposer du plan <ul style="list-style-type: none">■ Rencontrer les responsables et autres décideurs■ Faire un exposé et organiser une discussion avec un groupe choisi■ Distribuer des dossiers		
Suivi <ul style="list-style-type: none">■ Relancer au téléphone■ Organiser des contacts avec le public pour lui faire connaître des programmes modèles		



Questions à explorer

- 1 Comment pouvez-vous hiérarchiser les questions qui doivent faire l'objet d'une action de sensibilisation, par exemple le programme scolaire, le genre, les orphelins et les enfants vulnérables, la SSRD ?
- 2 Quels obstacles peuvent-ils s'opposer à la réussite du travail de sensibilisation ?
- 3 Comment défendriez-vous une initiative ou un programme dans un environnement pédagogique en mutation ?
- 4 Comment plaideriez-vous la cause de l'intégration du VIH dans un contexte à faible prévalence ?
- 5 Quels partenariats ou coalitions pourriez-vous mettre en place pour mieux plaider en faveur de votre propos ?
- 6 Que feriez-vous pour que le dynamisme des principales parties prenantes ne faiblisse pas ?

Autres sources d'information

- UNESCO et Education Development Centre, Inc. (EDC), SA. 2005. Leading the Way in the Education Sector: Advocating for a Comprehensive Approach in the Caribbean. <http://www.caribbeanleaders.org/advocacy/materials/default.html>
Cet ensemble de ressources, qui comprend des fiches documentaires, un manuel de sensibilisation, des affiches et un CD-ROM, présente l'initiative du EDC et de l'UNESCO qui vise à susciter un leadership en matière de VIH et de SIDA dans le secteur de l'éducation.
- Johns Hopkins University, Center for Communication Programs (JHU/CCP). Non daté. "A" Frame for Advocacy. <http://www.infoforhealth.org/pr/advocacy/aframe.pdf>
Ce document présente un cadre en 6 étapes pour une sensibilisation efficace susceptible d'influencer les politiques publiques.

Intégrer l'égalité des sexes et la SSRD dans les réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA

Objectif

Cet outil présente les mesures essentielles qui peuvent être prises pour que l'égalité entre les sexes²³ et la SSRD soient au cœur de l'intégration du VIH et du SIDA dans l'éducation.

Problématique

Depuis 25 ans que nous sommes confrontés à la crise du SIDA, les taux d'infection chez les femmes ont considérablement augmenté. Si ce phénomène s'explique en partie par la plus grande vulnérabilité biologique des femmes, il est aussi dû dans une large mesure aux rôles traditionnels des sexes qui renforcent la subordination des femmes dans tous les domaines – y compris celui des relations sexuelles – et à leur condition sociale et économique inférieure, qui accroît leur dépendance vis-à-vis des hommes. Dans bien des cultures, l'homme est censé avoir un comportement viril, par exemple en ayant des relations sexuelles fréquentes et multiples et en se montrant violent. Outre que ce comportement rend les femmes vulnérables, il augmente le risque d'infection par le VIH chez les hommes.

L'inégalité des sexes joue donc un rôle essentiel dans la vulnérabilité à l'infection par le VIH. À leur tour, les conséquences sociales et économiques du VIH accroissent les disparités fondées sur le sexe, puisque les jeunes filles et les femmes portent souvent de manière excessive le fardeau de la maladie. Promouvoir l'égalité des sexes et veiller à ce que la santé sexuelle et reproductive devienne l'affaire des femmes et des hommes et leur droit doivent donc faire partie des stratégies globales de prévention et de prise en charge du VIH. L'éducation a un rôle essentiel à jouer à cet égard en raison de sa capacité à atteindre les enfants et les jeunes et à influencer leurs attitudes et leurs normes, ainsi que de son influence au sein de la collectivité.

QUELQUES RAISONS CLÉS POUR LESQUELLES LA SSRD, LE VIH ET LE SIDA DOIVENT ÊTRE LIÉS

- Nettement plus de 75 % des infections par le VIH résultent de l'activité sexuelle, de la grossesse, de l'accouchement ou de l'allaitement.
- La présence d'IST (autres que le VIH) accroît le risque d'infection par le VIH.
- Le manque de compréhension et de respect de la SSRD des femmes aggrave la vulnérabilité à l'infection.
- Les causes profondes qui nuisent à la SSRD sont aussi celles qui favorisent l'infection par le VIH, y compris l'inégalité des sexes, la pauvreté, la stigmatisation, la discrimination et la marginalisation des groupes vulnérables.

Source : OMS, FNUAP et ONUSIDA (2005)

SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE ET DROITS CONNEXES (SSRD)

Affirmer que toutes les femmes ont droit à la santé reproductive, y compris au droit de maîtriser leur fécondité, de comprendre la sexualité et d'en tirer du plaisir, ainsi que de se protéger contre la maladie et la mort associées à la reproduction et à la sexualité. La SSRD a pour postulat l'égalité des hommes et des femmes en matière de relations sexuelles et de reproduction, y compris le respect total et mutuel, le consentement réciproque et la responsabilité partagée du comportement sexuel et de ses conséquences.

Source : Pargass (2004)

Comment utiliser cet outil

- Utilisez les éléments déterminants de l'intégration de l'égalité des sexes, de la SSRD et du VIH et du SIDA pour définir les activités devant être entreprises par l'intermédiaire de l'éducation.
- Utilisez la liste que vous avez dressée afin d'identifier une stratégie pour combler les lacunes identifiées de sorte que ces questions puissent devenir partie intégrante de la réponse de l'éducation.

Égalité des sexes, SSRD et SIDA

De nombreux éléments indiquent que les programmes de prévention et de soins en général peuvent contribuer grandement à remédier au déséquilibre entre les sexes, qui contribue à son tour au risque d'infection par le VIH, et à assurer le respect des droits en matière de sexualité et de reproduction. Ces programmes peuvent jouer un rôle essentiel, notamment (ONUSIDA, 2000) :

- En mettant en évidence les stéréotypes sexuels qui ont des effets défavorables sur les hommes et sur les femmes.
 - En contestant des conceptions dangereuses de la masculinité qui renforcent la subordination des femmes, et d'autres stéréotypes sexuels.
 - En développant les connaissances, le sentiment d'autonomie, l'estime de soi, et les compétences essentielles, notamment celles qui augmentent la capacité des jeunes filles et des femmes à décider si elles auront des rapports sexuels, à quel moment et dans quelles circonstances.
 - En encourageant les hommes et les femmes à débattre des questions liées au sexe et à la sexualité et d'autres facteurs qui accroissent la vulnérabilité comme l'usage de drogues.
- En améliorant l'accès à l'information, au conseil et au soutien pour les filles et les garçons comme pour les hommes et les femmes.
 - En plaidant pour une compréhension plus vaste de la sexualité et des préférences sexuelles, y compris pour les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes.
 - En soutenant les efforts accomplis pour réduire la violence, y compris la violence sexuelle et celle qui est fondée sur le sexe.

Dans ce contexte une démarche axée sur les différences entre les sexes dans l'éducation suppose les mesures suivantes :

- Examiner et analyser systématiquement les identités sexuelles et les rôles socialement définis dans la classe, l'école, la collectivité et le système éducatif.
- Déterminer comment ces identités et rôles sexuels peuvent désavantager les filles ou les garçons et comment ils influencent leur vulnérabilité à l'infection par le VIH.
- Concevoir des interventions appropriées – en matière de politiques, de mise en œuvre et de suivi – pour remédier aux inégalités entre les sexes et veiller au respect de la SSRD des filles et des femmes.

Intégrer l'égalité des sexes et la SSRD dans les réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA nécessite donc :

- Des efforts pour attirer les filles et les garçons à l'école et les retenir par des programmes éducatifs de qualité.
- Des politiques et une législation pour l'école qui affirment et protègent les droits des filles et des garçons, créent un environnement d'apprentissage sûr et sain et encouragent le respect de la SSRD.
- Des programmes d'études et un apprentissage qui ont pour résultat de permettre aux filles et aux garçons de se prendre en main, notamment grâce aux informations, aux compétences et aux services en matière de VIH et de SIDA et de SSRD.
- Des liens solides et efficaces avec les services des divers secteurs pour que les personnes en détresse et à risque obtiennent le soutien dont elles ont besoin.

Éléments déterminants

Vous trouverez ci-dessous une vue d'ensemble des éléments déterminants pour l'intégration de l'égalité des sexes et de la SSRD, par rapport : a) à l'ensemble du système éducatif ; b) aux résultats de l'apprentissage ; c) au processus d'enseignement-apprentissage ; d) à l'environnement d'apprentissage ; e) à l'évaluation des résultats. Pour chacun de ces éléments déterminez si les mesures indiquées ont été prises en cochant « oui », « non », « en partie » ou « sans objet ».

Au niveau systémique	Oui	Non	En partie	Sans objet
A-t-on entrepris l'analyse par sexe et l'identification des obstacles à l'égalité pour en étudier les répercussions sur la prévention du VIH et l'atténuation des effets du VIH et du SIDA, ainsi que sur la SSRD ?				
L'égalité des sexes, le VIH et le SIDA et la SSRD ont-ils été intégrés aux plans du secteur de l'éducation ?				
Les stratégies et programmes spécifiques existants en matière de VIH et de SIDA ont-ils été revus pour vérifier qu'ils contribuent à modifier les normes sociétales et les pratiques culturelles qui font actuellement obstacle à l'émancipation des filles, et pour garantir qu'ils encouragent la SSRD ?				
Travaille-t-on réellement à assurer le respect des engagements pris concernant l'égalité des sexes ?				
L'évolution des inégalités entre garçons et filles pour ce qui est de l'accès et du maintien à l'école, de la protection, de l'enseignement-apprentissage et de la réussite scolaire est-elle suivie ?				
Est-ce que les politiques scolaires s'attaquent au harcèlement et aux abus sexuels parmi les élèves et entre le personnel de l'école, les enseignants et les élèves ?				
A-t-on mis en place des protocoles et des dispositifs pour résoudre les problèmes liés aux victimes et aux auteurs dans les cas de harcèlement et d'abus sexuels ?				
A-t-on intégré le renforcement des capacités en matière d'égalité des sexes, de SSRD et de VIH et de SIDA dans la planification et la mise en œuvre de l'éducation, y compris pour les administrateurs et les enseignants ?				
A-t-on révisé/adapté la législation pour que les filles et les garçons soient à l'abri de la violence (sexuelle) ?				
A-t-on mis en place des mécanismes pour garantir l'application de la législation contre la violence (sexuelle) ?				
A-t-on mis en place des mécanismes de protection sociale pour offrir un soutien aux filles dont le rôle au foyer est plus lourd en raison de l'épidémie de VIH ?				
A-t-on mis en place des mécanismes de protection sociale pour assurer l'accès à des services de conseils et de SSR adaptés à la sensibilité des jeunes, confidentiels et tenant compte des différences entre les sexes, ainsi que le respect des droits connexes ?				
Au niveau des résultats de l'apprentissage	Oui	Non	En partie	Sans objet
Le contenu fournit-il une information détaillée, tenant compte des différences entre les sexes et exacte qui rejette les principaux mythes et idées fausses sur le VIH et la sexualité et réfute les stéréotypes fondés sur le sexe ?				
Développe-t-on les capacités des éducateurs pour qu'ils utilisent des approches de l'apprentissage et de l'enseignement interactives, participatives et sexospécifiques qui favorisent la SSR des jeunes ?				
Le contenu permet-il de consacrer assez de temps à l'acquisition de compétences tenant compte des différences entre les sexes, à leur entretien et à leur généralisation chez les garçons et les filles ?				
Au niveau du processus d'enseignement-apprentissage	Oui	Non	En partie	Sans objet
Les besoins et droits spécifiques des garçons et des filles sont-ils défendus par une réelle participation à la planification, à l'élaboration et à la mise en œuvre des interventions ?				
Les écoles font-elles appel systématiquement à des pairs formés à cette fin pour assurer une éducation en matière de prévention du VIH et de SSRD à l'école et en dehors ?				
Les programmes scolaires ont-ils été modifiés pour y inclure un contenu pertinent sur les compétences nécessaires à la vie courante, le VIH et le SIDA et la SSRD ?				
Au niveau de l'environnement d'apprentissage	Oui	Non	En partie	Sans objet
A-t-on pris des mesures pour que l'éducation relative au VIH et au SIDA soit assurée dans un environnement d'apprentissage favorable et protecteur, qui soit sain, confidentiel et sûr pour les filles comme pour les garçons ?				
A-t-on identifié les groupes vulnérables et pris des mesures particulières pour aller au devant d'eux ?				
Les interventions identifiées sont-elles multifformes et ont-elles des liens avec des services de conseil, de santé sociale et de SSRD adaptés à la sensibilité des jeunes garçons ou filles ?				
L'éducation en matière de VIH et de SIDA est-elle liée à des processus éducatifs plus vastes qui influencent les normes des collectivités avoisinantes de façon à appuyer les messages transmis à l'école ?				
Au niveau de l'évaluation	Oui	Non	En partie	Sans objet
Les résultats des programmes relatifs au VIH et au SIDA et à la SSRD sont-ils mesurés à l'aune des connaissances, de l'acquisition des bons comportements et des compétences nécessaires à la vie courante à court terme et à l'aune des intentions et des résultats comportementaux à moyen terme ?				
Les résultats des évaluations des programmes relatifs au VIH et au SIDA et à la SSRD sont-ils examinés par de grandes instances de l'éducation ?				
Les résultats des évaluations sont-ils pris en considération dans la prise de décision en matière de programmes de prévention du VIH et de programmes de SSRD ?				

Démarches stratégiques

Cette évaluation vous aura donné une idée des domaines où se trouvent les principales lacunes. Voici quelques moyens à utiliser pour tenter d'y remédier.

- **Nouez des alliances** – recherchez d'autres organismes qui accordent une grande importance à l'égalité des sexes et à la SSRD et discutez avec elles des moyens de faire avancer ces questions. Envisagez de mettre en commun l'expertise et les ressources.
- **Identifiez les organisations** qui ont l'habitude de s'occuper des questions d'égalité des sexes et de SSRD et faites-les participer au dialogue sur l'éducation, par exemple en leur commandant une étude ou en leur donnant l'occasion de présenter leur travail lors de grandes réunions sur l'éducation (ce peut être un groupe de coordination des donateurs ou une réunion thématique). On peut donner comme exemples de ces organisations les universités, les instituts de recherche, les ONG et les groupes de défense des droits de l'homme. N'hésitez pas à nouer des alliances peu conventionnelles pourvu que vous le fassiez dans le respect du contexte local.
- **Travaillez avec les spécialistes dans ce domaine.** Il n'est pas nécessaire que vous soyez vous-même un expert de ces questions. Utilisez plutôt le savoir et les compétences des spécialistes et assurez-vous qu'ils participent aux manifestations particulièrement importantes. Le dernier outil – l'Outil 12 – contient des conseils sur les lieux où vous pourriez vous adresser pour obtenir un soutien.

- **Identifiez des groupes thématiques** qui travaillent dans le secteur de l'éducation – par exemple sur la qualité de l'éducation ou la réforme des programmes scolaires – et portez-vous volontaire pour y participer (soit personnellement soit en recrutant quelqu'un pour vous représenter). Cela vous donnera l'occasion d'intégrer les questions d'égalité des sexes, de SSRD et de VIH et de SIDA dans le programme plus général de l'éducation. Si vous décidez de recruter quelqu'un, il peut être utile de le faire conjointement avec d'autres partenaires du développement afin de profiter de cette occasion pour élaborer en commun des idées/stratégies dans ce domaine.
- **Portez un regard critique sur les initiatives, programmes et projets** que votre organisme soutient et identifiez les possibilités d'y intégrer l'égalité des sexes, les questions relatives au VIH et au SIDA et la SSRD.
- **Recherchez les expériences et les exemples de réussite** provenant d'autres pays et faites-les connaître dans le pays où vous travaillez, en invitant les acteurs clés à les présenter, en encourageant la publication et la diffusion de brefs rapports de recherche/d'études de cas ou en organisant des voyages d'étude bien structurés et bien ciblés²⁴.

Vous pourrez trouver d'autres idées dans l'Outil 6, qui donne un aperçu des possibilités d'intégration du VIH et du SIDA. Beaucoup d'occasions qui y sont mentionnées peuvent aussi être utilisées pour parler des questions d'égalité entre les sexes et de SSRD et en souligner l'importance.



Questions à explorer

- 1 Une réponse efficace aux questions qui se rapportent à l'égalité des sexes et à la SSRD doit être multisectorielle. À votre avis, quels secteurs jouent un rôle essentiel dans la réponse du pays où vous travaillez ? Dans quelle mesure ces secteurs sont-ils déjà présents et actifs ? Quelles sont, à votre avis, les possibilités de renforcer cette interaction ?
- 2 Après avoir utilisé le tableau ci-dessus pour identifier les lacunes, comment procéderiez-vous pour que l'on s'efforce d'y remédier dans les années à venir ?
- 3 Les ONG jouent souvent un rôle très efficace dans ce domaine. Dans quelle mesure participent-elles à la planification, à la mise en œuvre et au suivi du ministère de l'éducation ? Quelles sont à votre avis les possibilités d'accroître cette participation ?

Autres sources d'information

- Équipe de travail interinstitutions de l'ONUSIDA sur le genre 2005. *Resource Pack on Gender and HIV/AIDS*.
<http://www.kit.nl/smartsite.shtml?id=SINGLEPUBLICATION&ch=FAB&ItemID=1868>
Cet ensemble de documents présente la situation de l'épidémie de SIDA dans le monde et ses liens avec les inégalités et les injustices fondées sur le genre. Il analyse les effets des relations entre les sexes sur les divers aspects de l'épidémie et contient des recommandations concernant des programmes et des politiques efficaces.
- Équipe de travail interinstitutions de l'ONUSIDA sur l'éducation 2006c. *Review of the Evidence: Girls' Education and HIV Prevention* CD-Rom.
Ce CD-ROM contient des documents d'orientation, des études de cas, des rapports, des outils, des programmes d'études et autres matériaux qui visent à donner des preuves supplémentaires du lien entre l'éducation des filles et la prévention du VIH. Pour obtenir des copies gratuites, veuillez contacter l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation à l'adresse suivante : info-iatt@unesco.org.
- ActionAid International. 2006. *Girl Power: The Impact of Girls' Education on HIV and Sexual Behaviour*.
http://www.actionaid.org.uk/doc_lib/girl_power_2006.pdf
Cet examen systématique analyse 600 documents de recherche sur l'éducation des filles, le comportement sexuel et le VIH et montre que l'enseignement secondaire donne aux jeunes Africaines le pouvoir d'être moins vulnérables à l'infection par le VIH et les aide à prendre des décisions plus indépendantes sur leur comportement sexuel.
- Kirby, D., Laris, B.A. and Rolleri, L. 2005. *Impact of Sex and HIV Education Programs on Sexual Behaviors of Youth in Developing and Developed Countries*.
<http://www.fhi.org/en/Youth/YouthNet/Publications/YouthResearchWorkingPapers.htm>
Ce rapport résume l'analyse de 83 évaluations de programmes relatifs à l'éducation sexuelle et au VIH, dans les pays en développement et dans les pays développés, qui sont fondés sur un programme écrit et suivi par des groupes de jeunes dans les écoles, les dispensaires ou autres lieux communautaires.
- International HIV/AIDS Alliance (IHAA) VIH/SIDA. 2007. *Keep the Best, Change the Rest*.
http://www.aidsalliance.org/custom_asp/publications/view.asp?publication_id=257
Cet ensemble d'outils vise à permettre aux personnes et aux organisations qui agissent dans le domaine du VIH et du SIDA de faire face efficacement à la problématique hommes-femmes et aux questions se rapportant à la sexualité. Il contient des conseils sur la façon d'établir des relations de confiance avec les principales parties prenantes dans les collectivités.
- Fédération internationale du planning familial (FIPF). 2006. *IPPF Framework for Comprehensive Sexuality Education*.
<http://www.ippf.org/en/Resources/Guides-toolkits>
Ce document a été conçu pour contribuer à faciliter l'accès à une éducation sexuelle globale et adaptée aux jeunes, garçons ou filles.

Intégrer les questions relatives aux enfants affectés par le VIH et le SIDA et particulièrement vulnérables

Objectif

Le VIH et le SIDA peuvent avoir des effets dévastateurs sur les enfants. Dans les pays où la prévalence est élevée, de nombreux enfants ont des parents malades ou ont pu perdre l'un de leurs parents ou les deux à cause du SIDA. D'autres peuvent être à la tête d'un foyer ou vivre dans un foyer placé sous la responsabilité d'un enfant, ou encore vivre dans une famille et/ou une communauté qui a été gravement touchée par l'épidémie. Ils peuvent eux-mêmes vivre avec le VIH. Les filles portent souvent un double fardeau puisqu'elles sont plus vulnérables à l'infection et potentiellement plus à risque de subir les effets de l'épidémie. Cet outil présente une vue d'ensemble des questions qui intéressent les enfants touchés par le VIH et le SIDA (ETVS) et met en lumière des stratégies spécifiques pour faire face à ces problèmes.

Les enfants affectés par le SIDA sont les enfants de moins de 18 ans encore plus défavorisés et vulnérables au VIH et au SIDA parce qu'ils sont confrontés, entre autres, aux problèmes suivants :

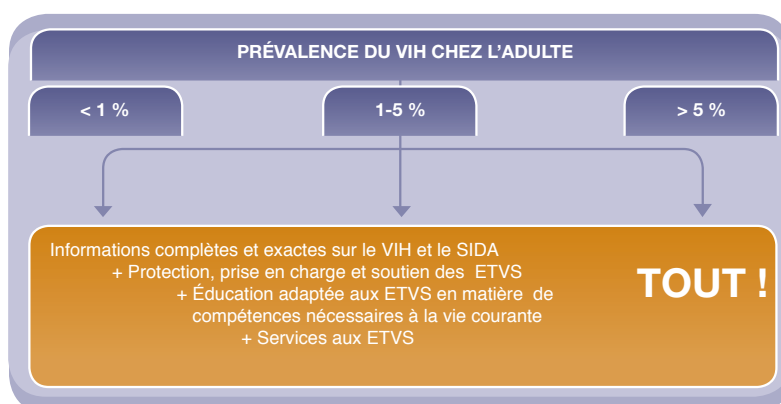
- Avoir des parents infectés par le VIH ou souffrant du SIDA. Être à la tête d'un foyer ou vivre dans un foyer placé sous la responsabilité d'un enfant.
- Vivre dans une famille qui s'occupe d'orphelins ou d'autres membres de la famille en raison du SIDA.
- Vivre dans des communautés dévastées par le VIH et le SIDA.
- Avoir été rendu orphelin par le SIDA (de mère, de père ou des deux).
- Vivre avec le VIH depuis la naissance.
- Avoir été récemment infecté par le VIH.
- Être particulièrement vulnérable et exposé au risque d'infection par le VIH en raison de l'absence de pouvoir économique ou de l'inégalité des sexes face à l'épidémie.

Comment utiliser cet outil

- Utilisez le schéma selon des **stratégies différenciées** pour évaluer le champ d'action du secteur de l'éducation dans le domaine du VIH et du SIDA dans le pays où vous travaillez.
- Faites une analyse critique du tableau présentant les **facteurs qui placent les enfants en situation de désavantage** et faites la comparaison avec votre propre contexte.
- Servez-vous des questions abordées dans la rubrique **Trois dimensions** comme cadre d'appui.
- Utilisez la liste des **facteurs d'efficacité essentiels** lorsque vous informez vos partenaires et les secteurs/gouvernements des interventions proposées, ou lorsque vous planifiez, réexaminez ou évaluez les programmes.

Stratégies par niveau de prévalence du VIH

Ce diagramme montre combien il est important d'évaluer soigneusement le stade de l'épidémie et de veiller à ce que les mesures nécessaires pour protéger et soutenir les ETVS sont en place. Dans les cas de faible prévalence, l'exhaustivité et l'exactitude des informations sont essentielles. Dans ceux à prévalence plus élevée, il devient crucial de veiller à ce que des mesures supplémentaires, notamment l'accès aux services, soient en place.



Questions et réponses essentielles

Le lien entre d'une part la situation défavorisée et la vulnérabilité des ETVS et, d'autre part, leurs conséquences sur l'éducation est complexe. Le tableau ci-dessous résume les problèmes qui placent les enfants en situation de désavantage, les effets qu'ils ont sur le droit à l'éducation et les réponses possibles de l'éducation.

Désavantages	Droits à l'éducation compromis	Réponses possibles de l'éducation
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pauvreté (manque de moyens de subsistance). ■ Santé physique (statut sérologique, état de santé et état nutritionnel). ■ Bien-être émotionnel (traumatisme, deuil) ■ Inégalités des sexes dans les structures sociales et les systèmes de soutien (stigmatisation, exclusion sociale, stéréotypes, violence, manque de structures et de soutien familial, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Scolarisation en raison de l'incapacité à payer les droits de scolarité. ■ Participation (abandon, absentéisme et fréquentation irrégulière) en raison de l'incapacité à payer les frais indirects, de responsabilités supplémentaires hors de l'école, de la discrimination sexuelle, de la stigmatisation et de l'état de santé, de la vulnérabilité face au harcèlement et aux abus sexuels. ■ Connaissances et réussite en raison d'une durée d'attention maximale et d'une motivation réduites, de problèmes psychosociaux et du sentiment que le programme scolaire est inintéressant. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Intégration des problèmes des ETVS dans la réforme globale des politiques et des nouvelles modalités d'aide pour accélérer le développement des bonnes pratiques. ■ Suppression des droits de scolarité, octroi de bourses aux enfants pauvres et réforme des politiques en ce qui concerne les coûts indirects liés aux uniformes et au matériel pédagogique et autres mesures permettant à tous les enfants d'aller à l'école. ■ Réforme des politiques pour assurer un environnement scolaire favorable et protecteur, notamment de l'eau salubre et des installations sanitaires. ■ Réforme des programmes pour adopter des approches plus souples. ■ Réforme des programmes pour améliorer la pertinence des interventions en matière d'apprentissage et de compétences nécessaires à la vie courante, y compris l'atténuation des effets de l'infection par le VIH et de la vulnérabilité face à elle, ainsi que sa prévention. ■ Alimentation scolaire et compléments alimentaires en micro-nutriments. ■ Établissement de liens avec les services sanitaires et sociaux.

Trois dimensions

L'intégration suppose que les questions relatives aux ETVS fassent partie des plans et des politiques du secteur de l'éducation en matière de VIH et de SIDA et des autres plans de réforme de ce secteur pour que les droits de tous les enfants, notamment les besoins spécifiques des ETVS, soient pris en compte. Cela englobe le droit à l'éducation (accès), les droits au sein de l'éducation (fourniture de services) et les droits donnés par l'éducation (résultats). Voyons à quoi correspond chacun de ces droits dans la pratique :

DROIT À L'ÉDUCATION – implique une volonté ferme d'amener tous les enfants à aller à l'école et à y rester

Il est essentiel de soutenir les objectifs de l'EPT pour que tous les enfants aient accès à l'éducation. Les politiques visant à réduire le coût de la scolarité auront un effet positif sur les enfants affectés par le VIH et le SIDA. Dans les pays où l'éducation primaire est gratuite et universelle, les effectifs ont augmenté, ce qui signifie que les orphelins, les apprenants en situation de pauvreté et les filles peuvent désormais aller à l'école. Les mesures prises pour réduire les frais indirects, notamment les droits d'inscription ou le coût des manuels et des uniformes obligatoires, ont eu le même effet positif sur la scolarisation des ETVS.

DROITS AU SEIN DE L'ÉDUCATION – impliquent la protection des enfants, leur sécurité et leur santé pendant qu'ils sont à l'école

Les écoles ont un rôle important à jouer dans l'atténuation des effets de l'épidémie sur les enfants. Elles peuvent :

- Créer un esprit communautaire et contribuer à la socialisation des enfants.
- Repérer les enfants rendus vulnérables par le VIH et le SIDA.
- Fournir des services de conseil et de soutien psychosocial ou aiguiller les enfants vers ces services.
- Identifier les enfants vulnérables pour des raisons particulières et tenir compte de ces raisons.
- Surveiller l'état et le bien-être des enfants.
- Assurer l'accès à des services de santé et de nutrition adaptés aux enfants et attentifs aux différences entre les sexes.
- Offrir un encadrement après la classe à ceux qui n'ont pas d'adultes dans leur entourage.

Ces multiples défis appellent des politiques de coordination reliant un programme axé sur les ETVS à un environnement et des services communautaires protecteurs et favorables.

C'est ainsi qu'opèrent, par exemple, les Écoles amies des enfants/Écoles pour apprendre plus, les Écoles s'attachant à promouvoir la santé et FRESH. Un aperçu de ces modèles est présenté à la fin de l'outil.

DROITS DONNÉS PAR L'ÉDUCATION – veiller à ce que les enfants quittent l'école avec les compétences dont ils auront besoin dans leur vie courante

Les écoles en tant qu'institutions d'apprentissage peuvent dispenser aux enfants une éducation en matière de compétences nécessaires à la vie courante qui les met mieux à même de mener une réflexion critique, prendre des décisions, faire face à un deuil et à la vie avec le VIH, communiquer, négocier et s'identifier à autrui. Il est également essentiel que le système éducatif offre des possibilités d'apprentissage de qualité pour que les enfants acquièrent les connaissances, les comportements et les compétences dont ils ont besoin pour comprendre leur environnement, communiquer avec autrui et, de façon générale, mener une vie productive et saine.

Facteurs d'efficacité essentiels

Dans chacun de ces trois domaines, des mesures peuvent être prises pour respecter les droits des ETVS. Voici une sélection des plus importantes dans chacun des domaines où les droits des ETVS doivent être intégrés.

Éléments essentiels pour respecter les droits à l'éducation des ETVS et répondre à leurs besoins dans ce domaine :

- Assurer l'EPT et soutenir la suppression des droits de scolarité et des coûts indirects de l'éducation.
- Cibler les interventions pour réduire les coûts autres que les frais de scolarité, notamment les coûts d'opportunité, au moyen de bourses, d'emprunts, de subventions communautaires, de repas scolaires ou de la fourniture de compléments alimentaires aux ménages, etc.
- Soutenir les réseaux communautaires qui repèrent les ETVS, les aident à aller à l'école, offrent des environnements de type familial et des soins et un soutien aux orphelins et aux familles dont le chef est un enfant.
- Développer les possibilités d'accès, et les solutions de rechange, à l'éducation de qualité, y compris les approches non formelles, les heures de cours flexibles et les programmes de rattrapage.
- Mettre en place à l'échelle communautaire une prise en charge et une éducation de qualité de la petite enfance qui favorise l'identification précoce des jeunes enfants vulnérables et des soins et un soutien de qualité.

Éléments essentiels pour satisfaire aux droits et aux besoins des ETVS dans l'éducation :

- Veiller à ce que les **politiques** éducatives et scolaires soient fondées sur les droits, centrées sur l'enfant et assorties de mesures spécifiques destinées à identifier les ETVS et à aider.
- Dispenser un enseignement au sein **d'environnements favorables et protecteurs** qui soient sains et sans danger pour tous les enfants, avec des politiques et des règles de base sur la participation, la protection, la reconnaissance et la stimulation des élèves en classe.
- Assurer un **enseignement qui soit participatif et centré sur l'enfant, inculque des compétences**, et tienne compte des problèmes des enfants qui vivent avec le VIH et le SIDA et de ceux qui sont particulièrement vulnérables.
- Assurer des **services** sociaux et de santé, soit directement soit grâce à des liens vers la collectivité.

Éléments essentiels pour satisfaire aux droits et aux besoins des ETVS par l'éducation :

- Fournir à tous les enfants une **information complète et exacte** qui décrit les moyens de prévention contre l'infection par le VIH et bat en brèche les idées fausses concernant le VIH et le SIDA.
- Tenir compte des **facteurs psychosociaux** qui influent sur le risque et la vulnérabilité, tels que les valeurs, les attitudes, les normes et l'assurance, ou la mesure dans laquelle l'enfant est maître de ses actions et de ses résultats.
- Relier l'éducation concernant le VIH et le SIDA à un processus éducatif plus vaste influençant les **normes des collectivités avoisinantes**, en mettant particulièrement l'accent sur les questions relatives aux ETVS et autres facteurs de vulnérabilité.
- **Veiller à l'efficacité** du savoir et de l'acquisition des compétences nécessaires à la vie courante à court terme, des intentions et des résultats comportementaux à moyen terme et de la contribution potentielle aux objectifs en matière de santé à long terme.

Vue d'ensemble des cadres globaux permettant de tenir compte des droits et des besoins des ETVS

Cadre pour :	Droits	Environnements favorables et protecteurs	Création de compétences	Services sociaux et participation communautaire
Les Écoles amies des enfants – modèles scolaires <i>fondés sur les droits et adaptées aux différences entre les sexes</i>	Des systèmes, des politiques et des pratiques favorables aux enfants	Sains, sûrs et protecteurs pour les enfants	Efficaces et adaptées aux besoins des enfants en matière de compétences nécessaires à la vie courante	Propices à la participation de l'enfant, de la famille et de la collectivité et assurant soins et soutien (<i>Apprendre davantage</i>)
Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace (FRESH) – cadre applicable à des normes minimales pour une <i>éducation de qualité</i>	Politiques de santé scolaire	Eau salubre et installations sanitaires et environnements sains, sûrs et protecteurs	Éducation sanitaire fondée sur les compétences	Liens avec les services communautaires de santé et de nutrition
Écoles favorisant la santé (HPS) – un modèle social pour la <i>santé</i>	Démocratie et équité	Environnement scolaire	Autonomisation grâce au programme scolaire	Collaboration avec les communautés à des fins de viabilité



Questions à explorer

- 1 Trouvez un exemplaire du plan du secteur de l'éducation dans le pays où vous travaillez. À votre avis, le plan traite-t-il expressément des problèmes auxquels sont confrontés les enfants affectés par le VIH et le SIDA ? Si oui, en quoi est-ce évident ? Dans le cas contraire, que feriez-vous pour améliorer le plan afin de répondre aux besoins des ETVS ?
- 2 Étudiez les exemples de domaines critiques à prendre en compte, qui sont énumérés ci-dessus pour chacun des trois domaines d'intégration concernant les ETVS et réfléchissez aux questions suivantes :
 - Laquelle des trois dimensions de l'intégration des ETVS est la mieux prise en compte dans le secteur de l'éducation du pays dans lequel vous travaillez ?
 - Quelles sont les parties prenantes clés qui interviennent ?
 - À votre avis, quelles actions doivent être prioritaires pour garantir que les droits des ETVS sont pris en compte ?
 - Lesquelles de ces actions auraient le plus d'effet sur la prévention du VIH et du SIDA et l'atténuation de leurs effets ?

Autres sources d'information

- UNICEF (2004). *The Framework for the Protection, Care and Support of Orphans and Vulnerable Children Living in a World with HIV and AIDS*. http://www.unicef.org/aids/files/Framework_English.pdf
Ce cadre vise à définir un programme commun en vue d'élaborer une réponse efficace. Il est destiné aux dirigeants et aux décideurs qui peuvent influencer les politiques, les programmes et les ressources allouées aux orphelins et aux enfants vulnérables.
- Équipe de travail interinstitutions de l'ONUSIDA sur l'éducation (2004). *Le rôle de l'éducation dans la protection, les soins et le soutien des orphelins et enfants vulnérables vivant dans un monde avec le VIH et le SIDA*. <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001355/135531F.pdf>
Ce rapport indique comment l'éducation peut contribuer à la protection, à la prise en charge et au soutien des orphelins et des autres enfants vulnérables, tels que décrits dans le « Framework for the Protection, Care and Support of Orphans and Vulnerable Children Living in a World with HIV/AIDS » (Cadre pour la protection, la prise en charge et le soutien des orphelins et des enfants vulnérables qui vivent dans un monde marqué par le VIH et le SIDA) et vise à donner des orientations en matière d'investissements et d'interventions. En particulier, ce document s'efforce de trouver un lien logique entre les réponses de l'éducation et les divers engagements pris dans le cadre de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au VIH/SIDA (2001), des Objectifs du Millénaire pour le développement, de l'Éducation pour tous et de la Convention relative aux droits de l'enfant et de les mettre à profit.
- Action Aid International et Save the Children Fund (2003). *Addressing the educational needs of orphans and vulnerable Children*. http://www.actionaid.org.uk/_content/documents/ovcpaper.pdf
Le document décrit le handicap éducatif des orphelins et des enfants vulnérables. Il examine ensuite les réponses éducatives en insistant sur trois d'entre elles : apprentissage ouvert et à distance ; programmes d'alimentation scolaire ; indice d'inclusion.
- Banque mondiale. 2006. *Ensuring Education Access for Orphans and Vulnerable Children*. <http://www.schoolsandhealth.org/OVC/2nd-edition/OVC-Planners-Handbook-cover.pdf>
Ce manuel vise à permettre aux personnes qui travaillent dans le secteur de l'éducation et au-delà d'en savoir plus sur les facteurs qui influencent l'accès des orphelins et des enfants vulnérables à l'éducation. Il vise également à sensibiliser à la nécessité d'aller vers une réponse intersectorielle coordonnée et collaborative.

De la politique à la mise en œuvre

Objectif

Dans de nombreux pays, quelques progrès ont été accomplis sur la voie de l'intégration du VIH et du SIDA. Souvent, on constate au moins une certaine reconnaissance officielle – dans les documents d'orientation ou les directives – de la nécessité de donner un rang de priorité élevé au VIH et au SIDA. Les outils présentés jusqu'ici vous ont indiqué comment procéder pour planifier les progrès, identifier les lacunes, rechercher des partenaires et définir les points d'entrée potentiels. Le défi maintenant consiste à passer de la politique à la pratique. Même là où les activités battent déjà leur plein – comme ce sera souvent le cas dans les pays à prévalence élevée – des domaines clés sont souvent négligés. La SSRD peut en être un en raison du caractère délicat de la question. Cet outil s'appuie sur deux études de cas fictifs pour vous faire des suggestions concernant le passage de la politique à la mise en œuvre.

Comment utiliser cet outil

- Définissez les actions concrètes que vous entreprendriez pour résoudre les problèmes identifiés dans les deux études de cas.
- Comparez votre liste aux suggestions présentées dans la section ci-dessous intitulée « Passer à l'action ».

Établissez un profil du pays où vous travaillez et utilisez-le pour élaborer un plan de mise en œuvre permettant de progresser.

Point de départ

Dans leurs principes directeurs pour l'intégration du VIH et du SIDA dans les secteurs et les programmes, l'ONUSIDA, la Banque mondiale et le PNUD (2005b) définissent un certain nombre d'étapes essentielles pour passer de l'intention à l'action, à savoir :

- Définir le niveau du secteur ou du programme auquel les interventions doivent avoir lieu.
- Identifier les points d'entrée (voir Outil 6).
- Mettre au point un objectif et un engagement partagés (l'Outil 7 vous suggère des parties prenantes potentielles).
- Dresser un profil du VIH et du SIDA.
- Mobiliser un soutien au sein de l'organisation (voir l'Outil 8 qui suggère des modalités de sensibilisation au sein d'une organisation).
- Élaborer un plan d'activités.
- Chiffrer les coûts et mobiliser les ressources.
- Collecter des données sur les progrès accomplis et en faire le point.

POURQUOI ET COMMENT IDENTIFIER LES SECTEURS PRIORITAIRES POUR L'INTÉGRATION DU VIH ET DU SIDA ?

En élaborant une réponse au VIH et au SIDA on considère souvent que tous les secteurs doivent être impliqués. Mais, dans les situations à faible prévalence, en particulier, il est judicieux de sélectionner les secteurs qui sont particulièrement importants. Les critères qui aident cette sélection sont notamment les suivants :

- La vulnérabilité du secteur lui-même sur le plan des ressources humaines et l'impact qu'a ou aurait le VIH sur le secteur, l'économie et/ou la société.
- Le degré de dynamisme et d'influence du secteur, c'est-à-dire la mesure dans laquelle il sera capable d'induire le changement.
- La présence au sein du secteur de porte-parole très motivés et bien en vue qui seraient disposés à s'engager.

Utiliser des exemples concrets pour commencer

Laquelle (lesquelles) des mesures ci-dessus ont-elle(s) été mise(s) en œuvre dans le pays où vous travaillez ? Vous commencerez par examiner les études de cas concernant deux pays fictifs très différents – Ylandia et Zlandia. Pendant la lecture, prenez des notes sur les caractéristiques essentielles du pays où vous travaillez, puis utilisez-les pour rédiger un profil de type analogue.

YLANDIA – DES DÉBUTS MODESTES ...

L'Ylandia est un petit pays à revenu intermédiaire caractérisé par une économie très dynamique. Il compte actuellement 2,3 millions d'habitants dont un grand nombre sont des travailleurs migrants qui travaillent dans d'autres pays de la région et ailleurs. En Ylandia, le Conseil national du SIDA surveille la progression de l'épidémie de VIH tous les ans et les statistiques les plus récentes montrent que, si la prévalence reste relativement faible, s'établissant à 1,7 %, le profil de l'épidémie évolue. Les groupes de population dans lesquels on constate une augmentation exponentielle de la prévalence sont les jeunes âgés de 15 à 24 ans et les femmes de 25 ans et plus. Les résultats d'une enquête récente réalisée parmi des jeunes mettent en évidence la persistance d'importantes idées fausses sur la maladie. Beaucoup ne prennent toujours pas de précautions pour se protéger contre le risque d'infection.

En Ylandia, la réponse au VIH et au SIDA émane essentiellement du Ministère de la santé qui a reçu à la fois des fonds nationaux et un appui international pour améliorer l'accès au dépistage et au traitement. Le secteur de l'éducation s'est engagé fermement à faire face au VIH et au SIDA dans son plan mais il y a eu très peu d'actions concrètes. En réalité, la plupart des cadres supérieurs et moyens du Ministère de l'éducation ne sont toujours pas convaincus que le VIH et le SIDA représentent une menace pour le secteur et que celui-ci a un rôle important à jouer dans la réponse du pays.

ZLANDIA – ACTIVITÉ IMPORTANTE MAIS PEU DE PROGRÈS ?

Le Zlandia est un pays pauvre et enclavé. Sa population – de 16 millions d'habitants – est frappée de plein fouet par le VIH et le SIDA. La prévalence du VIH chez les adultes est actuellement estimée à 11 % et rares sont les familles qui n'ont pas été directement touchées par les effets de la maladie. Le Zlandia a instauré un plan national multisectoriel en matière de VIH et de SIDA qui identifie les secteurs prioritaires, notamment l'éducation. Le nombre d'activités centrées sur la prévention du VIH dans ce secteur a donc considérablement augmenté au cours des dernières années. La plupart de ces activités sont menées par les ONG locales et consistent en courts stages de formation pour les enseignants, qui leur présentent des informations et des stratégies pédagogiques importantes au sujet du VIH et du SIDA et leur font prendre conscience de l'importance du dépistage.

Malgré le grand nombre d'activités mises en œuvre ces dernières années et qui ont donné une grande visibilité à l'épidémie, il n'existe pas de données indiquant que la situation a vraiment changé. Si certains signes indiquent que les jeunes sont mieux informés, les IST sont toujours en augmentation, de même que la prévalence du VIH. Les divers partenaires sont de plus en plus déçus et, bien qu'unis officiellement, ont tendance à s'accuser mutuellement du manque de progrès.

Élaborer un plan

Pour passer à l'action il est essentiel de bien savoir ce qui a été fait jusqu'à présent. L'Outil 5 – « Où en est l'intégration ? » – indique les principales étapes à franchir pour mener à bien cette évaluation. Quand vous travaillez avec d'autres à l'élaboration d'un plan d'action, il est essentiel de garder cette évaluation à l'esprit pour tirer parti de ce que d'autres ont fait avant vous.

Les éléments critiques de l'élaboration d'un plan d'action sont les suivants :

- Définir et accepter un ensemble précis d'activités à mener pour l'intégration interne et externe (voir l'Outil 2).
- Veiller à ce que les activités proposées soient pertinentes, adéquates et alignées sur les cadres nationaux (comme le DSRP) et les mécanismes nationaux de coordination.
- Obtenir le maximum d'adhésion au sein de l'organisation. Veillez à impliquer toutes les parties prenantes y compris les ONG, les représentants de la collectivité et les personnes vivant avec le VIH.
- Veiller à ce que les activités planifiées puissent être menées à bien. Il faut que les ressources humaines et financières correspondent aux activités planifiées.
- Veiller à ce que le plan s'articule autour de solides mécanismes de mise en œuvre. Pour que les activités soient exécutées, il faut absolument que les parties prenantes soient guidées par un engagement officiel au sein d'une structure claire.
- Élaborer un plan de suivi et d'évaluation, avec des indicateurs clairs quant à la manière de mesurer les progrès.
- Associer le programme national relatif au SIDA et les autres secteurs concernés à toutes les étapes importantes.

LA COORDINATION – UN ÉLÉMENT CONSTITUTIF ESSENTIEL POUR L'EFFICACITÉ DE L'INTÉGRATION

L'existence de mécanismes de coordination efficaces est essentielle pour le succès de l'intégration. Là où les mécanismes de coordination (et donc de consultation) sont faibles, l'intégration se heurtera à des difficultés et finira souvent par prendre la forme de projets/d'initiatives individuels au lieu de faire partie de l'activité principale d'un secteur. Voici quelques suggestions sur la façon de renforcer la coordination :

- Cherchez à savoir comment d'autres pays coordonnent les activités relatives au VIH et au SIDA dans le secteur de l'éducation et quelles leçons ils en tirent. La plupart des pays ont des points focaux et des unités de coordination qui ont des expériences intéressantes à partager.
- Nouez le dialogue avec les collègues du Ministère de l'éducation pour savoir comment ils coordonnent les activités relatives au VIH et au SIDA. Demandez-vous si une formation ou l'avis de spécialistes permettraient d'améliorer la situation actuelle.
- Envisagez de faire faire un examen ou un audit externe des mécanismes de coordination existants. Si cette démarche est menée de manière participative, elle peut constituer un moyen utile d'identifier les goulets d'étranglement et mobiliser en faveur de l'amélioration des méthodes de travail existantes.
- Procédez à une analyse critique des progrès de la coordination, de l'harmonisation et de l'alignement chez les partenaires de la coopération au développement. L'amélioration de la coordination n'intéresse pas seulement les ministères, elle devrait concerner toutes les parties impliquées.

Passer à l'action

Quand vous travaillez avec des collègues et d'autres partenaires à l'identification des activités à mener, il n'est pas inutile d'envisager une ou plusieurs des suggestions suivantes, fondées sur un examen en 2007 des réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA dans quatre pays (ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation, 2007e) :

- Examinez d'un regard critique les mécanismes de coordination dans le secteur de l'éducation. Quelles occasions existe-t-il de veiller à ce que le VIH et le SIDA occupent une place importante dans les débats et les examens de ces mécanismes ? Quelle est l'efficacité de ces mécanismes et leur renforcement permettrait-il de prêter plus d'attention au VIH et au SIDA ? Serait-il possible de créer un groupe thématique autour du VIH et du SIDA ou existe-t-il des groupes qui pourraient inclure le VIH et le SIDA dans leur mandat ? Un meilleur partage de l'information entre les partenaires mettrait-il mieux en évidence le VIH et le SIDA ? Les partenaires de la coopération se considèrent-ils comme responsables des progrès dans ce domaine ?
- Lorsque vous engagez des consultants, assurez-vous qu'ils sont spécialistes du VIH. Il n'est pas nécessaire que l'équipe comprenne une personne chargée spécifiquement du VIH, mais il faut faire en sorte que celui-ci fasse partie du mandat et que les experts choisis aient de l'expérience et des connaissances spécialisées dans ce domaine. C'est un excellent moyen de mettre mieux en évidence le VIH, surtout si l'on crée des occasions de débattre des constatations des consultants. La liste des ressources à la fin de cet outil comprend un lien vers une ligne directrice pour l'inclusion du VIH et du SIDA dans le mandat des consultants.
- Dans les activités de formation, examinez comment on peut intégrer le VIH et le SIDA et des questions connexes (SSRD, genre, etc.). Par exemple, la formation du personnel du ministère de l'éducation à l'utilisation d'indicateurs peut être une excellente occasion de veiller à ce qu'il acquière une expertise dans le suivi de l'impact du VIH et du SIDA. Celle des gestionnaires de l'éducation peut servir à les sensibiliser davantage au problème des orphelins et des enfants vulnérables et à l'existence et l'importance des services de conseil et de dépistage pour le VIH. Enfin, la formation des enseignants devrait comporter l'apprentissage de techniques sur la façon d'aborder les questions délicates que sont le sexe et la sexualité pour que la SSRD retienne véritablement l'attention (voir aussi les suggestions dans la liste des sources).
- Identifiez des « champions » au sein du Ministère de l'éducation qui pourraient plaider pour l'intégration et fournissez-leur un soutien pour accroître leur visibilité et amplifier leur message. L'UNESCO et le CDE ont élaboré une stratégie pour mobiliser des personnalités aux Caraïbes, ce qui s'est avéré un moyen de sensibilisation particulièrement efficace dans les pays à faible prévalence (voir la liste des sources dans l'Outil 8).
- Envisagez la possibilité d'apporter un soutien à un « ambassadeur » ou « porte-parole » extérieur au secteur de l'éducation qui plaidera pour un rôle plus important de ce secteur dans l'action menée face au VIH et au SIDA. On peut trouver des « champions » dans d'autres ministères sectoriels (comme la planification ou la santé) ou peut-être dans le secteur privé (la Chambre de commerce ou une grande entreprise), dans les milieux politiques (comme Nelson Mandela en Afrique du Sud), ou même dans le domaine des médias et du spectacle.
- Dans les examens annuels ou périodiques, des questions relatives à l'impact du VIH/SIDA, à la SSRD et au genre doivent être posées. Ces examens donnent aussi une bonne occasion d'introduire l'intégration dans les interventions en cours si cela n'a pas encore été fait.
- Choisissez un ou deux points d'entrée stratégiques, établissez des partenariats, identifiez les occasions et saisissez-les. Assurez-vous que les gens sont au courant de la cause que vous défendez, indiquez clairement les

raisons de son importance, intégrez-la aux plans et veillez à ce qu'elle soit mise en évidence, par exemple au moyen d'études, en impliquant les étudiants, en parrainant des colloques.

■ Un excellent moyen de faire avancer l'intégration consiste à construire des passerelles avec d'autres pays et collectivités de la région qui ont l'expérience de l'intégration du VIH et du SIDA. L'EduSector Response Trust (ESART) et l'Initiative accélérée de l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation ont l'un et l'autre l'expérience de la promotion de ce type d'apprentissage (voir aussi l'Outil 10). On peut y parvenir de diverses façons :

- En invitant des responsables du pays plus expérimenté à présenter leur expérience et à partager les leçons qu'ils ont apprises avec des responsables d'autres pays ou contextes.
- En associant des voisins plus expérimentés à des missions importantes, des débats essentiels ou des examens/études de consultants exploratoires.
- En appuyant la préparation d'études de cas et autres synthèses des « pratiques optimales ».



Questions à explorer

- 1 Examinez les deux études de cas présentées dans cet outil. À votre avis, quels secteurs doivent participer en priorité à la réponse au VIH et au SIDA dans chacun de ces cas et pourquoi ?
- 2 Si vous deviez mener un examen des mécanismes de coordination dans le pays où vous travaillez, quelles parties prenantes/organisations examinerez-vous et comment procéderiez-vous pour partager et discuter les résultats de l'étude ?

Autres sources d'information

- ONUSIDA (2006). *Mainstreaming HIV and AIDS in Sectors and Programmes – An Implementation Guide for National Responses*. ONUSIDA, Genève. www.undp.org/hiv/docs/MainstreamingB%5B1%5D.pdf

Ce guide comprend divers outils de mise en œuvre qui peuvent vous être utiles, notamment :

- Des indicateurs pour mesurer le progrès de l'intégration
- Des outils pour préparer un profil sectoriel du VIH et du SIDA
- Des lignes directrices pour formuler un plan d'action
- Des techniques de calcul du coût des activités d'intégration

- Équipe de travail interinstitutions de l'ONUSIDA (ETII) sur l'éducation, 2007e. *Improving the Education Sector Response to HIV and AIDS: Lessons of partner efforts in coordination, harmonization, alignment, information sharing and monitoring in Jamaica, Kenya, Thailand and Zambia*. Paris, UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001586/158683e.pdf>

Ce rapport présente les résultats d'un examen des réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA en mettant l'accent sur la coordination, l'harmonisation et l'alignement dans quatre pays et sur les leçons importantes pour les parties prenantes. Les rapports par pays et le rapport global peuvent être téléchargés à partir du site ci-dessus.

Principales sources d'information

Objectif

Cet outil vous présente une liste d'institutions et de sites Web auxquels vous pouvez vous référer pour obtenir plus d'informations et une aide aux fins de la mise en œuvre des activités d'intégration du VIH et du SIDA.

Comment utiliser cet outil

Le contenu de ce document et les exercices qui y figurent devraient vous avoir donné une idée des actions prioritaires. En mettant en œuvre ces priorités, vous voudrez peut-être envisager d'utiliser une ou plusieurs des sources d'informations supplémentaires énumérées ci-dessous.

Aperçu des principales sources

Les sources ci-dessous sont classées par grandes catégories : VIH et SIDA en général, VIH et SIDA dans l'éducation, genre et VIH, et SSRD. La liste n'est pas exhaustive mais vous offre une sélection de sources que les professionnels de l'éducation sur le terrain ont trouvées particulièrement utiles dans leur travail sur l'intégration du VIH et du SIDA. Veuillez consulter aussi la section « Autres sources d'information » à la fin de chacun des outils pour trouver des suggestions plus détaillées au sujet de chacune des grandes questions abordées. En outre, vous souhaitez peut-être consulter la liste des références pour y trouver des idées sur la documentation à consulter.

VIH et SIDA en général

ActionAid International :
<http://www.actionaid.org>

ActionAid International se préoccupe du VIH et du SIDA depuis 1987. Ce site offre un aperçu d'initiatives, de ressources et de projets innovants dans un grand nombre de pays. Le dossier de formation « Stepping Stones », qui porte sur le genre, le VIH, les compétences en matière de communication et de relations est une ressource essentielle élaborée par ActionAid que l'on peut trouver à l'adresse : <http://www.steppingstonesfeedback.org>

AEGiS : <http://aegis.com>

L'AIDS Education Global Information System (AEGiS) est la plus grande bibliothèque virtuelle en accès libre sur le SIDA et contient plus d'un million d'articles publiés sur le VIH et le SIDA depuis 1981. Il offre un aperçu saisissant de la progression de l'épidémie ainsi qu'un accès à des sources clés.

Alliance internationale VIH SIDA :
<http://www.aidsalliance.org>

L'Alliance internationale VIH SIDA est un partenariat mondial d'organisations nationales qui aide les groupes communautaires locaux et les ONG à agir face au SIDA. Elle possède une expérience unique du travail direct avec ces groupes et de leur appropriation des réponses locales au VIH et au SIDA. Elle a produit toute une série de documents et de ressources intéressants dans de nombreuses langues sur des questions comme le genre, la sexualité, la stigmatisation et la discrimination, et la prévention parmi les populations clés à partir de son travail avec les communautés.

AVERT : <http://www.avert.org>

AVERT est une organisation caritative internationale établie au Royaume-Uni qui s'emploie à écarter le danger du VIH et du SIDA dans le monde. Elle finance des projets dans les pays où le taux d'infection est particulièrement élevé, comme l'Afrique du Sud, ou dans lesquels ce taux augmente rapidement comme l'Inde. Le site donne des informations sur un grand nombre de ces expériences.

CDC : <http://cdc.gov/hiv>

Les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) (Centres pour la lutte contre les maladies et leur prévention) des États-Unis luttent contre l'épidémie de VIH et de SIDA dans le monde entier en collaborant avec des partenaires communautaires, étatiques, nationaux et internationaux à des activités centrées sur la surveillance, la recherche, la prévention et l'évaluation.

The Communication Initiative :
<http://www.comminit.com>

The Communication Initiative (l'Initiative de communication) vise à accroître la portée et la qualité du dialogue autour du VIH et du SIDA. Ce site contient des aperçus des principaux documents de recherche, des annonces concernant des manifestations prochaines et des analyses de l'expérience des programmes dans des pays très divers. L'Initiative invite aussi les lecteurs à donner leur avis sur ses documents et ses annonces, et promeut des tribunes de discussion sur des questions qui commencent à se poser. Le site contient des liens vers de nombreuses organisations internationales qui s'occupent du VIH et du SIDA.

ELDIS : <http://www.eldis.org/go/topics/resource-guides/hiv-and-aids>

ELDIS communique des ressources essentielles sur le développement, les politiques, les pratiques et la recherche en matière de VIH et de SIDA (et d'autres sujets). Le site contient un examen d'études sur des réussites (comme l'Observatoire au Sénégal) et de recherches, et il héberge des forums de discussion sur des questions d'actualité relatives au VIH et au SIDA.

HIV InSite : <http://hivinsite.ucsf.edu>

Ce site de l'Université de Californie fournit des informations actualisées sur les aspects médicaux et sociaux du VIH et du SIDA, notamment sur des questions comme les protocoles de traitement et les profils cliniques ainsi que des graphiques et tableaux pour l'ARV. Des résumés de récents progrès de la médecine et des informations à jour donnent un rapide aperçu des dernières nouvelles en matière de VIH et de SIDA.

NAM : www.aidsmap.com

NAM est une organisation communautaire basée au Royaume-Uni. Elle s'emploie spécifiquement à fournir des informations fiables et exactes sur le VIH aux séropositifs

du monde entier, ainsi qu'aux professionnels qui les traitent, les soutiennent et les aident.

OMS : <http://www.who.int>

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est l'autorité chargée de la direction et de la coordination des questions de santé à l'échelle mondiale, et au sein du système des Nations Unies, elle conduit la réponse de ce système au VIH et au SIDA. Le Département du VIH/SIDA fournit aux États membres de l'OMS un soutien technique fondé sur les faits pour les aider à renforcer les services de traitement, de soin et de prévention, ainsi que des médicaments et des diagnostics pour assurer une réponse globale et durable au VIH et au SIDA.

ONUSIDA : <http://www.unaids.org>

Ce site contient des informations sur l'action et les ressources des dix organismes des Nations Unies qui participent à la réponse mondiale au SIDA (Banque mondiale, OIT, OMS, PNUD, UNESCO, FNUAP, HCR, UNICEF, ONUDC, et PAM).

Le VIH et le SIDA dans l'éducation

EduSector AIDS Response Trust (ESART)

L'EduSector AIDS Response Trust (ESART) est une organisation indépendante à but non lucratif créée pour continuer le travail de l'Unité mobile d'intervention sur l'impact du VIH et du SIDA sur l'éducation (MTT, voir ci-dessous), basée initialement à HEARD, Université du KwaZulu-Natal entre 2000 et 2006. Il a un réseau pluridisciplinaire de 19 membres en Afrique australe et orientale et centre son action sur la recherche et la formation en vue de gérer et d'atténuer systématiquement l'impact du VIH et du SIDA sur l'éducation.

EFAIDS : <http://www.ei-ie.org/ef aids/en/index.php>

Cette page donne un aperçu, et des informations détaillées, sur EFAIDS, une initiative de l'Internationale de l'éducation (IE) et de ses partenaires, le CDE et l'OMS. EFAIDS cherche à amener les syndicats d'enseignants à promouvoir l'EPT au niveau national et veille à ce que la prévention du VIH devienne partie intégrante de la planification au niveau du pays et de la mise en œuvre au niveau de l'école. EFAIDS a élaboré divers matériels de formation des enseignants en matière de VIH et de SIDA et de matériels que ceux-ci peuvent utiliser avec leurs élèves. On peut y accéder à partir de ce site.

ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation :
<http://www.unesco.org/aids/iatt>

L'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation a été créée en 2002 pour appuyer l'accélération et l'amélioration des réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Elle vise à promouvoir et à soutenir les bonnes pratiques dans ce secteur et à encourager l'alignement et l'harmonisation au sein des organisations et entre elles pour appuyer l'action

aux niveaux mondial et national. L'ETII compte parmi ses membres les organismes coparrainants de l'ONUSIDA, des institutions bilatérales et des donateurs privés, ainsi que la société civile. Son secrétariat, établi à l'UNESCO, peut donner des avis et un soutien pour l'élaboration des politiques et la mise en œuvre d'initiatives se rapportant au VIH et au SIDA et à l'éducation.

HIV/AIDS Impact on Education Clearinghouse :
<http://hivaidsclearinghouse.unesco.org>

La Clearinghouse, soutenue par l'Institut international de planification de l'éducation (IIPPE), fournit une plateforme pour le partage du savoir et des informations axées particulièrement sur le VIH et le SIDA et l'éducation. Elle vise à promouvoir la diffusion, le partage et les leçons de la recherche parmi le personnel de l'éducation et les autres professionnels travaillant dans ce domaine.

L'Initiative accélérée :
<http://www.schoolsandhealth.org/IV-AIDS&Education-Accelerate/HIV-IDS&Education-Accelerate.htm>

L'Initiative accélérée est un groupe de travail créé par l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation en 2002 et a comme objectif opérationnel spécifique l'aide aux pays pour accélérer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA en Afrique. Cette activité prend essentiellement la forme d'ateliers sous-régionaux et nationaux qui regroupent des spécialistes de l'éducation, de la santé et du SIDA en vue de partager les bonnes pratiques et d'élaborer des stratégies plus efficaces qui aboutissent à la mise en œuvre au niveau de l'école. L'Initiative accélérée a débouché sur la création de réseaux de points focaux à partir des ministères de l'éducation. On trouvera plus d'informations sur ces réseaux grâce au lien ci-dessus.

MTT : <http://www.mttaids.com>

L'Unité mobile d'intervention (MTT) était basée dans la HIV/AIDS and Economic Research Division (HEARD) de l'Université du KwaZulu Natal entre 2000 et 2006 ; elle était conçue pour donner aux ministères africains de l'éducation et à leurs partenaires de développement la possibilité d'élaborer une politique en matière de VIH et de SIDA pour tout le secteur et des plans de mise en œuvre assortis de priorités afin de gérer et d'atténuer systématiquement l'impact du VIH et du SIDA. Elle comprenait plus de vingt professionnels en Afrique australe ayant de l'expertise et de l'expérience dans les domaines suivants: VIH et SIDA, éducation, élaboration des politiques, gestion des systèmes, recherche, statistiques, systèmes d'information sur la gestion, modélisation, santé, économie, conception, suivi et évaluation des programmes. La MTT apportait un soutien au niveau des pays, des réseaux régionaux et une formation avancée. Bien qu'elle ne soit plus opérationnelle (voir plus haut EduSector Aids Response Trust), son site offre toujours une grande quantité de ressources et de documentation sur les processus mentionnés ci-dessus.

UNESCO : <http://www.unesco.org/aids>

En tant que chef de file pour la prévention du VIH chez les jeunes fréquentant des établissements d'enseignement, dans le cadre du mécanisme ONUSIDA, de répartition des tâches en matière d'appui technique, l'UNESCO promeut des réponses globales et renforcées du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA en pilotant EDUCAIDS, l'Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH & SIDA de l'ONUSIDA, et en coordonnant l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation (voir ci-dessus). L'action de l'UNESCO est centrée sur la sensibilisation et le soutien à des politiques et des pratiques fondées sur les faits, sur les conseils en matière de politique et de programme, sur le soutien technique et le renforcement des capacités, sur la coordination et l'harmonisation et enfin, sur le suivi et l'évaluation des progrès.

Genre et SIDA

ELDIS : <http://www.eldis.org/go/topics/resource-guides/hiv-and-aids/gender>

Il s'agit d'une page spéciale du site d'ELDIS consacrée au genre et au VIH & SIDA. Elle fournit des informations sur les recherches et faits nouveaux récents en ce qui concerne des questions comme le lien entre violence, femmes et VIH, la diffusion et l'utilisation du préservatif féminin et l'usage des microbicides. La page contient aussi des informations et des études sur le genre et les hommes.

EngenderHealth : <http://www.engenderhealth.org>

EngenderHealth travaille en partenariat avec des programmes publics et privés et des ONG, et leur offre une assistance et une formation techniques. Son travail dans le domaine du VIH et des IST est surtout centré sur la sensibilisation pour appuyer l'amélioration des programmes et des services relatifs au VIH et au SIDA, l'atténuation de la stigmatisation et de la discrimination, l'augmentation de la participation des hommes, la communication sur la prévention primaire et le changement de comportement et le lien entre les programmes de SSR et ceux qui concernent le VIH et le SIDA.

GCWA : http://womenandaids.unaids.org/issues_preventing.html

La Coalition mondiale des femmes contre le SIDA (GCWA) est une alliance de groupes de la société civile, de réseaux de femmes vivant avec le VIH et d'organismes des Nations Unies, soutenus par des activistes, des dirigeants politiques et des célébrités. Son action est centrée sur les points suivants : éducation universelle pour les filles, garantie des droits de propriété et d'héritage des femmes, réduction de la violence contre les femmes, prévention de l'infection par le VIH, promotion de l'accès à la prévention, y compris les préservatifs féminins et les microbicides, garantie que les femmes et les filles ont un accès équitable aux traitements et aux soins, soutien au travail des femmes comme aidantes et promotion du leadership des femmes.

ICRW : <http://www.icrw.org>

The International Center for Research on Women (ICRW) (Centre international de recherches sur les femmes) part du principe qu'il faut mettre l'accent sur les femmes et le genre pour obtenir un changement social et économique durable. Il s'emploie en particulier à sensibiliser et à veiller à ce que les leçons de la recherche se traduisent par une action concrète sur le terrain. Le site donne des indications sur les recherches importantes et sur les enseignements tirés de la pratique.

ICW : <http://www.icw.org>

The International Community of Women living with HIV & AIDS (ICW) (Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH/SIDA) est le seul réseau international géré pour et par les femmes séropositives. Par ses actions, elle cherche à obtenir une participation sérieuse et respectée des femmes à tous les niveaux politiques, à assurer un accès total et équitable aux soins et aux traitements et à promouvoir les droits des femmes, en particulier pour ce qui concerne les dimensions sexuelle, reproductive, juridique, financière et générale de la santé.

OMS : http://www.who.int/gender/hiv_aids/

Cette page du site de l'Organisation mondiale de la santé présente les arguments qui montrent toute l'importance des questions de genre dans l'intégration du VIH et du SIDA et d'autres interventions. Le site contient des mises à jour sur des questions relatives à la santé des femmes à l'échelle mondiale et sur les manifestations prévues, ainsi que des publications importantes (notamment des études de cas et des comparaisons entre de nombreux pays) à l'intention des décideurs et des responsables de la mise en œuvre des initiatives concernant le genre et le VIH et le SIDA. Les prochaines publications comprennent une ligne directrice détaillée pour l'intégration du genre dans la programmation concernant le VIH et le SIDA, qui cible les planificateurs des programmes pour les aider à accorder l'attention voulue aux questions de genre dans le Conseil et le test de dépistage volontaire, la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, la prise en charge/le traitement/le soutien et les soins à domicile.

UNGEI : <http://www.ungei.org>

L'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) est le programme phare de l'EPT pour l'éducation des filles, piloté par l'UNICEF en partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies, des gouvernements, des donateurs, des ONG, des partenaires de la société civile, des membres du secteur privé ainsi que des collectivités et des familles. Lancée en avril 2000 lors du Forum mondial sur l'éducation à Dakar, l'UNGEI vise à réduire l'écart entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire et à veiller à ce que, d'ici à 2015, tous les enfants terminent l'école primaire et à ce que les filles et les garçons aient un accès égal à tous les niveaux de l'enseignement.

UNICEF : <http://www.unicef.org/gender>

L'UNICEF sait que le VIH et le SIDA affectent les femmes de façon disproportionnée, puisque dans la plupart des pays les filles risquent beaucoup plus que les garçons d'être infectées par le virus et que les filles et les femmes assurent l'essentiel des soins fournis aux malades. Il soutient des programmes novateurs pour l'égalité des sexes et l'élimination des disparités de toutes sortes, ainsi que pour accroître la capacité des adolescents, surtout des filles, à se protéger contre le VIH.

UNIFEM sur le genre et le SIDA

<http://www.genderaids.org>

Le Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM), en collaboration avec l'ONUSIDA, a mis au point ce portail pour donner des informations actualisées sur le rôle que joue le genre dans l'épidémie de VIH et de SIDA. Le site vise à faciliter la compréhension du VIH et du SIDA en tant que problème concernant à la fois le genre et les droits de l'homme, ainsi que le partage des connaissances et l'action dans ce domaine. Le portail contient des recherches (études et enquêtes), des matériels de formation, des outils de sensibilisation multimédia, des discours et des exposés, des communiqués de presse et des actualités, des exemples de pratiques optimales et des histoires personnelles, ainsi que des initiatives de campagnes et le point de vue de commentateurs réputés.

SSRD

Advocates for Youth :

<http://www.advocatesforyouth.org/arsh.htm>

Advocates for Youth s'emploie à créer des programmes et à plaider pour des politiques qui aident les jeunes à prendre des décisions éclairées et responsables sur leur santé reproductive et sexuelle. Le site fournit des informations, une formation et une assistance stratégique aux organisations au service des jeunes, aux décideurs, aux jeunes qui militent et aux médias aux États-Unis et dans le monde en développement. Il propose des informations actualisées et des fiches pratiques sur la SSR, ainsi que des outils et des plans de cours pour l'intégration de la santé sexuelle dans les programmes d'éducation et d'information.

FHI : <http://www.fhi.org/en/index.htm>

Family Health International (FHI) est l'organisation à but non lucratif la plus importante et la plus solidement établie dans le domaine de la santé publique internationale. Elle pilote des recherches et des activités sur le terrain dans plus de 70 pays, en aidant les pays et les collectivités à empêcher la propagation du VIH et du SIDA et des infections sexuellement transmissibles et à prendre soin des personnes touchées, en développant l'accès à des services de santé reproductive de qualité et en améliorant la santé des femmes et des enfants.

IPPF : www.ippf.org

La Fédération internationale pour le planning familial (IPPF) est probablement l'organisme mondial le plus puissant qui travaille à la protection de la santé sexuelle et reproductive et des droits connexes. C'est un mouvement mondial d'organisations nationales. Ses priorités sont la diminution du nombre des avortements à risque, l'accès à des services de SSR de bonne qualité, en particulier pour les jeunes, la sensibilisation en général et la diminution des obstacles qui rendent les personnes vulnérables au VIH et au SIDA. L'IPPF a des bureaux régionaux à Bruxelles, Kuala Lumpur, Nairobi, New Delhi, New York et Tunis. Son site est une mine d'informations comprenant des guides et des outils, des rapports, des examens, des recherches et des communiqués de presse.

Johns Hopkins Resources for HIV/AIDS and SSR Integration : <http://www.hivandsrh.org>

Ce site offre un panorama complet des ressources existantes pour intégrer la prévention et le traitement du VIH et du SIDA dans les services de SSR. En plus d'informations essentielles sur les stratégies de communication visant à faire évoluer les comportements, il fournit des données sur des programmes mis en œuvre dans les domaines suivants : rapport coût-efficacité, financement de l'intégration du VIH/SSR, VIH/SSR et adolescents, VIH/SSR et orphelins et enfants vulnérables, travail réalisé sur les questions de stigmatisation et de violence.

WPF : <http://www.wpf.org>

Le Fonds mondial pour la population (WPF) vise à encourager la santé sexuelle et reproductive et les droits qui s'y rapportent dans le monde entier. Elle soutient les projets d'organisations locales dans les pays en développement qui donnent à la population la possibilité de décider elle-même de sa sexualité et du nombre d'enfants souhaité. La WPF a une vaste expérience dans l'élaboration de matériels et la formation visant à surmonter les obstacles qui rendent taboues les questions de sexualité et de SSRD. Le site offre un panorama détaillé de projets, recherches, actions de sensibilisation et autres initiatives qui visent cet objectif.



Questions à explorer

- 1 Examinez la liste des ressources ci-dessus. À votre avis, lesquelles seraient particulièrement utiles au pays où vous travaillez ? En quoi ? Comment feriez-vous pour obtenir la participation de ces organisations ou initiatives ?
- 2 Le partage des ressources est essentiel pour une meilleure compréhension de l'intégration du VIH et du SIDA – et par la suite, il faut l'espérer, pour un engagement plus ferme en sa faveur. À votre avis, quelle importance faut-il donner à un meilleur partage de l'information dans le contexte dans lequel vous travaillez ? Quelles sont les trois actions prioritaires que vous mettriez en œuvre pour améliorer ce partage ? Quelles institutions et quelles personnes cibleriez-vous en particulier ? Pourquoi ? Comment feriez-vous pour vous assurer que les questions essentielles font suffisamment l'objet de dialogues et de discussions ?

Notes

1. Ces difficultés ont été identifiées au moyen d'enquêtes menées par des spécialistes du secteur de l'éducation dans 15 pays. Voir Anderson et Rylander (2004) et Visser-Valfrey (2005).
2. Il existe différentes ETII de l'ONUSIDA, par exemple l'ETII sur l'éducation, l'ETII sur les jeunes, l'ETII sur les enfants affectés par le VIH et le SIDA et l'ETII sur la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant.
3. La liste complète des membres de l'ETII peut être consultée sur <http://www.unesco.org/aids/iat>
4. Les Objectifs du Millénaire pour le développement sont un accord pour le développement constitué de 8 objectifs, notamment ceux relatifs à l'éducation primaire pour tous, à l'égalité des sexes et à la diminution de la prévalence du VIH (voir www.un.org/millenniumgoals). L'EPT a 6 objectifs dans les domaines suivants : protection et éducation de la petite enfance, enseignement primaire obligatoire, développement de l'apprentissage et des savoir-faire auprès des jeunes et des adultes, programmes d'alphabétisation en prêtant une attention particulière aux femmes, égalité des sexes dans l'éducation et qualité de l'éducation (voir le Cadre d'action de Dakar : http://www.unesco.org/education/efa/ed_for_all/dakfram_eng.shtml).
5. Voir, par exemple : Kirby D, Laris BA et Roller L. (2007) ; Campagne mondiale pour l'éducation (2004) et ActionAid International (2006).
6. Ibid. Note : Les études substituent souvent l'intention comportementale au comportement proprement dit qui est beaucoup plus difficile à mesurer et à évaluer.
7. Certaines études indiquent que les jeunes femmes sont deux à sept fois plus susceptibles d'être infectées par le VIH que les jeunes hommes : voir Glynn JR, Carael M, Auvert B, et coll. (2001), Garnett GP (2000), Macphail C, Williams B et Campbell C (2002).
8. Voir la section intitulée « Know Your Epidemic and Your Current Response » dans l'ONUSIDA (2006a).
9. Voir ONUSIDA (2005b).
10. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site <http://www.fasttrackinitiative.org>.
11. Voir le Module « Mitigating the HIV/AIDS impact on Education: A Management Checklist », les modules de formation UNESCO-IIPE ESART (2007) et aussi l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation (2006b).
12. Voir OIT (2001). On peut aussi trouver des exemples de politiques régionales pour le secteur de l'éducation dans : UNESCO et OIT (2006a et 2006b).
13. Voir UNESCO (2004).
14. Elsey et Kutengule (2003).
15. Dans ce contexte, il est important d'évaluer si la prévalence est ou deviendra généralisée. Selon les principes directeurs des Nations Unies l'épidémie est généralisée quand la prévalence chez les adultes est supérieure à 1 %. Voir ONUSIDA et OMS (2003).
16. Cette enquête est récente et propre à une région particulière du Kenya. Il était trop tôt, au moment de la préparation des présents outils, pour évaluer l'impact de ces informations sur les politiques et les pratiques en matière de prévention du VIH.
17. On confond souvent incidence et prévalence. Pourtant ces termes couvrent deux notions différentes. L'incidence désigne la proportion de personnes qui contractent l'infection par le VIH au cours d'un laps de temps donné. La prévalence du VIH quantifie la proportion d'individus dans une population donnée qui ont contracté le VIH à un moment précis. L'incidence ne s'applique qu'aux nouveaux cas tandis que la prévalence s'applique à tous les cas, anciens et nouveaux. UNESCO (2006).
18. Voir <http://www.unicef.org/crc> pour avoir accès à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.
19. Pour plus d'informations concernant les précautions universelles, voir OMS (2006).
20. Ce cadre d'évaluation a été préparé sur la base d'un exposé présenté par Rose Smart lors du Séminaire de Lusaka sur le VIH et le SIDA dans le secteur de l'éducation, organisé en avril 2005 par l'ASDI.
21. Il est largement admis qu'une prévalence de 5 % est le taux à partir duquel on va vers une épidémie généralisée.
22. Voir UNESCO et CDE (2005).
23. Il est important de faire la distinction entre sexe et genre. Le sexe est une notion biologique tandis que le genre est un construit social qui fait référence à des attentes, des normes et des comportements prédominants dans un contexte particulier.
24. Les voyages d'étude peuvent être très efficaces s'ils sont bien organisés et structurés selon un mandat détaillé qui définit les participants et les hôtes dont on attend une participation, et s'ils s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie plus vaste visant à traiter un problème donné.

Références

bibliographiques

- Abt Associates Inc. and University of KwaZulu Natal, HIV/AIDS and Economics Research Division (HEARD). 1999. *AIDS Toolkits - HIV/AIDS and Education*. Pretoria, HEARD. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/ev_en.php ?ID=3177_201&ID2=DO_TOPIC
- ActionAid International. 2006. *Girl Power: The Impact of Girls' Education on HIV and Sexual Behaviour*. Londres, ActionAid. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://www.actionaid.org.uk/doc_lib/girl_power_2006.pdf
- ActionAid International and Save the Children Fund. 2003. *Addressing the Educational Needs of Orphans and Vulnerable Children*. Londres, ActionAid International/Save the Children Fund. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : www.actionaid.org.uk/_content/documents/ovcpaper.pdf
- Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI). 2005. *SIDA's Response Framework to HIV/AIDS in Education*, Mémoire 2005. Stockholm, ASDI, Division de l'éducation.
- Alliance internationale VIH/SIDA. 2007. *Keep the Best, Change the Rest*. Brighton, International HIV/AIDS Alliance. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://www.aidsalliance.org/custom_ asp/publications/view.asp ?publication_id=257
- Anderson, H. and Rylander, B. 2004. *SIDA's Approach to HIV and AIDS in Education - An Overview of Achievements*. Stockholm, ASDI.
- Badcock-Walters, P. 2005. *HIV/AIDS Education Seminar 2005 - Mainstreaming HIV/AIDS in Education Sector Plans* (Présentation PowerPoint). Lusaka, Zambie.
- Bagnol, B. and Cabral, Z. 1998. *Estudo Sobre o Estatuto do Professor do Ensino Primario em Moçambique - Assédio e Abuso Sexual nas Escolas*. Maputo, Ministère de l'éducation ONP/SNPM.
- Banque mondiale. 2002. *Education and HIV/AIDS - A Window of Hope*. Washington, Banque mondiale. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://www1.worldbank.org/education/pdf/Ed%20&%20HIV_AIDS%20cover%20print.pdf
- Banque mondiale (2006). *Ensuring Education Access for Orphans and Vulnerable Children*. Washington, Banque mondiale. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : [http://www.schoolsandhealth.org/OVC/2nd edition/OVC-Planners-Handbook-cover.pdf](http://www.schoolsandhealth.org/OVC/2nd%20edition/OVC-Planners-Handbook-cover.pdf)
- Brown, J., Ayvalikil, D. and Mohammad, N. 2004. *Turning Bureaucrats Into Warriors: Preparing and Implementing Multi-Sector HIV/AIDS Programs In Africa*. Washington, Banque mondiale. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://www.worldbank.org/afr/aids/gom/gom.htm>
- Campagne mondiale pour l'éducation. 2004. *How Education for All Would Save Millions of Young People from HIV/AIDS*. Bruxelles, Campagne mondiale pour l'éducation. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://www.oxfam.org/en/policy/briefi ngnotes/pp042204_gcereport_hivaids
- Commission ougandaise sur le SIDA. 2000. *Scaling Up the HIV/AIDS and Orphans Response to Accelerate Poverty Reduction in Uganda: 2000/1 - 2005/6*. Commission ougandaise sur le SIDA.
- Conseil national kényen pour la lutte contre le SIDA. 2005. *Kenya HIV/AIDS Data Booklet*. Nairobi, Conseil national kényen pour la lutte contre le SIDA.
- Direction suisse du développement et de la coopération (DDC). 2004. *Mainstreaming HIV and AIDS in Practice Toolkit*. Bern, DDC. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://preview.deza.ch/ressources/resource_en_24553.pdf
- Éducation pour tous - Secrétariat de l'Initiative de mise en œuvre accélérée. 2006. *Guide d'évaluation pour la composante primaire d'un plan sectoriel pour l'éducation*. Washington, Banque mondiale. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://www.fasttrackinitiative.org/library/Appraisal_guidelines_March_2006.pdf

- Elsley, H. and Kutengule, P. 2003. *Mainstreaming HIV/AIDS in Development Sectors: A Resource Pack for Practitioners and Policy Makers*. DFID HIV/AIDS Knowledge Programme, Liverpool School of Tropical Medicine and Health Economics and HIV/AIDS Research Division, Université du Kwazulu-Natal, Afrique du Sud.
- Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2005a. *Education Sector Global HIV/AIDS Readiness Survey*. Paris, UNESCO/IIEP. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001399/139972e.pdf>
- Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2005b. *Le rôle de l'éducation dans la protection, les soins et le soutien des orphelins et enfants vulnérables vivant dans un monde avec le VIH et le SIDA*. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001355/135531f.pdf>
- Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2006a. *Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au SIDA - Policy Implications for Education and Development*. Paris, UNESCO. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001446/144625f.pdf>
- Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2006b. *Pour une éducation de qualité face au VIH et au SIDA*. Paris, UNESCO. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001461/146115f.pdf>
- Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2006c. *Review of the Evidence: Girls' Education and HIV Prevention*: CD-ROM. Paris, UNESCO. www.unesco.org/aids/iatt
- Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2007a. *IATT Case Study Review - Jamaica, Country Visit Aide Memoire*. Paris, UNESCO. Paris, UNESCO. www.unesco.org/aids/iatt
- Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2007b. *IATT Case Study Review - Kenya, Country Visit Aide Memoire*. Paris, UNESCO. Paris, UNESCO. www.unesco.org/aids/iatt
- Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2007c. *IATT Case Study Review - Thailand, Country Visit Aide Memoire*. Paris, UNESCO. Paris, UNESCO. www.unesco.org/aids/iatt
- Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2007d. *IATT Case Study Review - Zambia, Country Visit Aide Memoire*. Paris, UNESCO. Paris, UNESCO. www.unesco.org/aids/iatt
- Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2008. *Improving the Education Sector Response to HIV and AIDS: Lessons of partner efforts in coordination, harmonisation, alignment, information sharing and monitoring in Jamaica, Kenya, Thailand and Zambia*. Paris, UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001586/158683e.pdf>
- Équipe de travail interinstitutions de l'ONUSIDA sur le genre et le VIH et le SIDA. 2005. *Resource Pack on Gender and HIV/AIDS*. Amsterdam, Kit Publishers. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://www.kit.nl/smartsite.shtml?id=SINGLEPUBLICATION&ch=FAB &ItemID=1868>
- Fédération internationale du planning familial (IPPF). 2006. *IPPF Framework for Comprehensive Sexuality Education*. Londres, IPPF. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://www.ippf.org/en/Resources/Guides-toolkits>
- Fransen, L. and Whiteside, A. 1997. *Document 5: Including HIV/AIDS In Consultants' Terms of Reference' in Toolkit: Considering HIV/AIDS in Development Assistance*. Washington, DC, Banque mondiale. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://www.worldbank.org/aidsecon/toolkit/tor.htm>
- Glynn JR, Carael M, Auvert B, et coll. *Why Do Young Women Have a Much Higher Prevalence of HIV than Young Men? A Study in Kisumu, Kenya and Ndola, Zambia*. AIDS, 2001,15 (Suppl. 4): S51-60.
- Gregson S, Garnett GP. *Contrasting Gender Differentials in HIV-prevalence and Associated Mortality Increase in Eastern and Southern Africa: Artefact of Data or Natural Course of Epidemics*. AIDS, 2000,14 (Suppl. 3): par. 85 à 99.
- Johns Hopkins University, Center for Communication Programs (JHU/CCP). Sans date. *"A" Frame for Advocacy*. Baltimore, JHU/CCP. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://www.infoforhealth.org/pr/advocacy/aframe.pdf>
- Kelly, M. J. 2005. *The Potential Contribution of Schooling to Rolling Back HIV and AIDS*. Commonwealth Youth and Development Series. Johannesburg, University of South Africa. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/ev_fr.php?ID=5689_201&ID2=DO_TOPIC

- Kirby, D., Laris, B.A. and Roller, L. 2005. *Impact of Sex and HIV Education Programs on Sexual Behaviors of Youth in Developing and Developed Countries*. (Youth Research Working Paper, No. 2.) Londres, Family Health International. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://www.fhi.org/en/Youth/YouthNet/Publications/YouthResearchWorkingPapers.htm>.
- Kirby, D., Obasi, A., and Laris, B. 2006. *The Effectiveness of Sex Education and HIV Education Interventions in Schools in Developing Countries*. Dans, D. Dick, B. and Ferguson, J. (dir. publ.), *Preventing HIV/AIDS in Young People: A Systematic Review of the Evidence from Developing Countries*. Genève, OMS.
- Macphail C, Williams B, Campbell C. *Relative Risk of HIV Infection among Young Men and Women in a South African Township*. *International Journal of STD and AIDS*, 2002,13, p. 331 à 342.
- ONUSIDA. 2000. *Men and AIDS: A Gendered Approach*. Genève, ONUSIDA. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/Report/2000/20000622_wac_men_en.pdf.
- ONUSIDA. Août 2005a. *Intensifying HIV Prevention: document d'orientation de l'ONUSIDA*. Genève: ONUSIDA. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/publications/irc-pub06/jc1165-intensif_hiv-newstyle_en.pdf
- ONUSIDA. 2005b. *The "Three Ones" in Action: Where We Are and Where We Go from Here*. Genève, ONUSIDA. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/publications/irc-pub06/jc935-3onesinaction_en.pdf
- ONUSIDA. 2006. Rapport sur l'épidémie mondiale de SIDA 2006. Genève, ONUSIDA. Accès au document le 24 novembre 2006 à l'adresse suivante : <http://www.unaids.org/fr/KnowledgeCentre/HIVData/GlobalReport/2006/Default.asp>
- ONUSIDA. 2007. Directives pratiques pour l'intensification de la prévention du VIH en vue de l'accès universel. Genève, ONUSIDA. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/Manual/2007/20070306_Prevention_Guidelines_Towards_Universal_Access_fr.pdf
- ONUSIDA et OMS. 2006. Le point sur l'épidémie de SIDA 2006. Genève, ONUSIDA, 2006. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/EpiReport/2006/2006_EpiUpdate_fr.pdf
- ONUSIDA et OMS. 2003. Recommandations pour les enquêtes sérologiques sentinelles concernant le VIH : femmes enceintes et autres groupes. Groupe de travail ONUSIDA/OMS sur la surveillance mondiale du VIH/SIDA et des IST. Genève, ONUSIDA. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/Publications/IRC-pub06/JC954-ANC-Serosurveys_Guidelines_fr.pdf
- ONUSIDA, Banque mondiale, PNUD. 2005a. *Mainstreaming HIV/AIDS in Sectors and Programs - An Implementation Guide for National Responses*. Genève, ONUSIDA. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : [http://www.PNUD.org/hiv/docs/Mainstreaming B%5B1%5D.pdf](http://www.PNUD.org/hiv/docs/Mainstreaming%20B%5B1%5D.pdf)
- ONUSIDA, Banque mondiale, PNUD. 2005b. *Mainstreaming AIDS in Development Instruments and Processes at National Level - a Review of Experiences*. Genève, ONUSIDA. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/Publications/IRC-pub06/mainstreaming_aids%20in_dev_instr_rep_28nov05_en.pdf
- ONUSIDA, GTZ et JSA Consultants. 2002. *Mainstreaming HIV and AIDS: A Conceptual Framework and Implementation Principles*. Genève, ONUSIDA et Accra, GTZ. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/publ/manual.htm>
- Organisation internationale du Travail (OIT). 2001. *Directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail - Directives visant à maîtriser les effets de l'épidémie de VIH et de SIDA sur le lieu de travail*. Genève, OIT. www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/code/languages/hiva4f.pdf
- Organisation internationale du Travail (OIT). 2002. *Mise en œuvre des directives pratiques du BIT sur le VIH & SIDA et le monde du travail : Manuel d'éducation et de formation*. Genève, OIT. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/code/manualfr/implementingthecodef.pdf>
- Organisation mondiale de la santé (OMS), FNUAP et ONUSIDA. 2005. *Linking Sexual and Reproductive Health and HIV/AIDS - An Annotated Inventory*. Genève, OMS. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/Publications/IRC-pub06/in_sexualreproductivehealth%20and%20%20hiv%20aids_30nov05_en.pdf
- Oxfam. 2002. *Mainstreaming HIV/AIDS into Development: What it Can Look Like*. Londres, Oxfam. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://oxfam.intelli-direct.com/e/d.dll?m=234&url=http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/hivaids/downloads/mainstreamind.pdf

- Pargass, G. 2004. *Reproductive Health and Rights: HIV/AIDS and Gender Equality*. Document établi pour la neuvième session de la Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes, Mexico, juin 2004. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://www.eclac.org/mujer/reuniones/conferencia_regional/reproductive.pdf
- PNUD-SEAHIV. 2004. *Mainstreaming HIV Prevention in the Military: a Case Study from Cambodia*. Bangkok, PNUD. Accès en ligne le 28 septembre à l'adresse suivante : [http://www.PNUD.org/hiv/docs/alldocs/Asia%20-%20Mainstreaming%20HIV%20Prevention%20in%20the%20Military%20-%20A%20Case%20Study%20from%20Cambodia%20\(2004\).pdf](http://www.PNUD.org/hiv/docs/alldocs/Asia%20-%20Mainstreaming%20HIV%20Prevention%20in%20the%20Military%20-%20A%20Case%20Study%20from%20Cambodia%20(2004).pdf)
- Smart, R. 2005. *HIV/AIDS Education Seminar 2005 - Goldstar Education Sector HIV/AIDS Mainstreamed Response* (Présentation PowerPoint). Lusaka, Zambie.
- Thailand Business Coalition on AIDS, Confédération des employeurs de Thaïlande et Organisation internationale du Travail (2003). *Employers Handbook on Managing the HIV/AIDS Workplace*. Bangkok, Thailand Business Coalition on AIDS.
- UNESCO. 2004. FRESH: Une approche globale de la santé scolaire pour réussir l'EPT Paris, UNESCO. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001255/125537e.pdf>
- UNESCO. 2006. Recommandation de l'UNESCO pour la terminologie et la rédaction de documents relatifs au VIH et au SIDA. Paris, UNESCO. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001447/144725f.pdf>
- UNESCO. 2008a. *Fiches techniques EDUSIDA sur les éléments essentiels d'une réponse globale du secteur de l'éducation*. Paris, UNESCO. <http://www.unesdoc.unesco.org/images/0015/001584/158436f.pdf>
- UNESCO. 2008b. Cadre d'action d'EDUSIDA, 2e édition. Voir : <http://educaids.org>
- UNESCO-Bangkok. 2003. *HIV/AIDS Advocacy. Toolkit for Ministries of Education*. Bangkok, UNESCO. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://www2.unescobkk.org/elib/publications/aids_toolkits/index.htm
- UNESCO Bangkok. 2006. *Assessment of Budgetary Allocation for HIV & AIDS Prevention and Education in Support of the Thai Ministry of Education*. Bangkok, UNESCO.
- UNESCO-Kingston and Education Development Center Inc. 2005. *Leading the Way in the Education Sector: Advocating for a Comprehensive Approach in the Caribbean*. Kingston, UNESCO/Kingston et CDE. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://www.caribbeanleaders.org/advocacy/materials/default.html>
- UNESCO et OIT. 2006. *HIV/AIDS Workplace Policy for the Education Sector in Southern Africa*. Paris, UNESCO. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001469/146933E.pdf>
- UNESCO et OIT. 2006. *HIV/AIDS Workplace Policy for the Education Sector in the Caribbean*. Kingston, UNESCO. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001472/147278E.pdf>
- UNESCO-Institut international de planification de l'éducation (IPIE) et EduSector AIDS Response Trust (ESART) (2007). *Educational Planning and Management in a World with AIDS: A Series of Training Modules (Planification et gestion de l'éducation dans un monde confronté au SIDA : matériels didactiques)*. Paris, UNESCO-IPIE. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/ev_en.php?ID=5938_201&ID2=DO_TOPIC

Module 1 - Poser le décor

- L'Impact du VIH et du SIDA sur le développement
- Le VIH/SIDA, un défi pour l'éducation
- L'Éducation pour tous dans le contexte du VIH/SIDA
- Stigmatisation et discrimination liées au VIH/SIDA
- Le leadership face au VIH/SIDA dans l'éducation

Module 2 - Faciliter la politique

- Élaboration et mise en œuvre de la politique face au VIH/SIDA dans l'éducation
- Structures de gestion du VIH/SIDA dans l'éducation
- Le VIH/SIDA sur le lieu de travail dans l'éducation

Module 3 - Comprendre l'Impact

- Analyse de l'Impact du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation
- Les défis du VIH/SIDA pour les systèmes d'information de l'éducation
- Recherche quantitative sur l'éducation et le VIH/SIDA
- Projection de l'offre et de la demande d'éducation dans un contexte de VIH/SIDA

Module 4 - Répondre à l'épidémie

- Intégrer la question du VIH et du SIDA dans le programme scolaire
- Formation et perfectionnement des enseignants dans le contexte du VIH/SIDA
- Un cadre de politique d'éducation pour les orphelins et les enfants vulnérables
- Prise en charge, soutien et traitement des personnels de l'éducation en matière de VIH/SIDA
- Réponses de l'école au VIH et au SIDA
- Réponse de l'enseignement supérieur au VIH/SIDA

Module 5 - Calcul des coûts, suivi et gestion

- Coût des conséquences du VIH/SIDA sur l'éducation
- Conception et suivi des projets
- Atténuer l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation : liste de contrôle de gestion

UNICEF. 2004. *The Framework for the Protection, Care and Support of Orphans and Vulnerable Children Living in a World with HIV and AIDS*. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://www.unicef.org/aids/files/Framework_English.pdf

UNIFEM. 2001. *Women, Gender and HIV/AIDS in East and Southeast Asia Kit*. Bangkok, Bureau régional d'UNIFEM pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Université du KwaZulu-Natal, HIV/AIDS and Economics Research Division (HEARD), Unité mobile d'intervention sur l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation (MTT). 2005. *HIV/AIDS Education Seminar 2005 - Mainstreaming HIV/AIDS in Education Sector Plans* (Présentation PowerPoint). Lusaka, Zambie.

Visser-Valfrey, M. 2005. *Addressing HIV/AIDS in Education - A Survey of Field Staff of the Netherlands Ministry of Foreign Affairs*. La Haye, Pays-Bas, Ministère des affaires étrangères.

Welbourn, A. 1995. *Stepping Stones: A Training Package in HIV/AIDS, Communication and Relationship Skills*. Londres, ActionAid. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : <http://www.steppingstonesfeedback.org>.

Wilson, D. 2006. *HIV Epidemiology: A review of Recent Trends and Lessons. The Global HIV/AIDS Program*. Washington, Banque mondiale. Accès en ligne le 1^{er} octobre 2008 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/ExternalDocument/2007/20060913wilson_en.pdf

La publication de ce rapport a été rendue possible grâce au soutien technique et financier du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, ainsi qu'à la contribution financière des organismes suivants qui assurent le financement de l'Équipe de travail interinstitutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation : ACDI, la Fondation Ford, SIDA et l'UNESCO par l'intermédiaire du budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'UNESCO ou de l'un quelconque des membres de l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones citées, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

© UNESCO 2008

Publié par l'UNESCO, 7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP

Courriel : info-iatt@unesco.org

Site Web de l'ETII : www.unesco.org/aids/iatt

Imprimé par l'UNESCO

ED-2008/WS/26-CLD 507.8

Ce rapport vise à aider le personnel de l'éducation des organismes de coopération au développement, notamment les organismes multilatéraux et bilatéraux qui mènent une action humanitaire ou axée sur le développement, ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres organisations de la société civile, à soutenir le processus d'intégration du VIH et du SIDA dans la planification et la mise en œuvre des activités du secteur de l'éducation. Il fournit des ressources et un soutien afin d'évaluer les progrès accomplis par les pays dans ce domaine, d'identifier des points d'entrée et des possibilités, et de définir des priorités pour la sensibilisation et l'action. Le rapport est conçu pour être utilisé comme outil de référence ou comme source de formation et de discussion, selon le contexte et les besoins locaux.

Le document a été élaboré à l'intention de l'Équipe de travail interinstitutions (ETII) d'ONUSIDA sur l'éducation. Créée en 2002, l'ETII, réunie à l'initiative de l'UNESCO, compte pour membres les organismes coparrainants d'ONUSIDA, des organismes bilatéraux et des organisations de la société civile. Elle a pour but d'accélérer et d'améliorer une réponse coordonnée et harmonisée du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA.

Pour plus d'informations au sujet de l'ETII sur l'éducation, visiter le site <http://www.unesco.org/aids/iatt>